SCOT
BASSIN ANNECIEN
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Annecy-le-Vieux, le 17 décembre 2015

Monsieur Michel COUTIN
Président
Communauté de Communes du Pays de Faverges
32, route d'Albertville
74 210 FAVERGES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES
21 DEC. 2015
N° 2425 S

BORDEREAU D'ENVOI

NOMBRE DE PIECES	N° de d'extrait de délibération	DESIGNATION DES PIECES ET OBSERVATIONS
		Monsieur le Président, Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la délibération :
1	2015-12-03	➢ Élaboration du PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges *Avis au titre de l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme*
1	2015-12-04	➢ Volet PLH issu du PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges *Avis au titre de l'article R.302-9 du Code de la Construction et de l'Habitat*
1	2015-12-05	➢ Élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de la Communauté de Communes du Pays de Faverges *Avis au titre des articles L.581-14-1 du Code de l'Environnement et L.123-9 du Code de l'Urbanisme*
		Vous en souhaitant bonne réception. Veuillez recevoir, Monsieur le Maire, mes meilleures salutations. Carole JEAN-BART SYNDICAT MIXTE SCOT BASSIN ANNECIEN Responsable de la gestion administrative et financière Syndicat Mixte du SCoT du bassin annécien

SYNDICAT MIXTE DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DU BASSIN ANNÉCIEN
18 Chemin des Cloches 74940 ANNECY-LE-VIEUX Tél : 04.50.27.80.77 Fax : 04.50.23.54.96
Site Internet : www.scot-bassin-annecien.fr - Courriel : accueil@scot-bassin-annecien.fr

PREFECTURE de la HAUTE-SAVOIE
Bureau de l'Organisation Administrative
17 DEC. 2015
ARRIVÉE

SCOT BASSIN ANNECIEN
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE DU SYNDICAT MIXTE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU BASSIN ANNECIEN

Séance du 15 décembre 2015

DELIBERATION N° 2015-12-03

ELABORATION DU PLUi DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES : AVIS AU TITRE DE L'ARTICLE L. 123-9 CU

Le quinze décembre deux mille quinze, le Comité du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien, dûment convoqué le huit décembre deux mille quinze, s'est réuni en session ordinaire dans la salle du Conseil à la Mairie de PRINGY, sous la Présidence de M. Antoine de MENTHON, Président du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien.

COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION D'ANNECY
Délégué(e)s titulaires présent(e)s :
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mmes Marie-Agnès BOURMAULT, Laure TOWNLEY, Ségolène GUICHARD et M. Bernard ALLIGIER
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : M. Michel MOREL suppléant de M. ALLIGIER

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA RIVE GAUCHE DU LAC D'ANNECY
Délégué(e)s titulaires présent(e)s :
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mmes Stéphanie MERMAZ, Myriam BRUN et MM. Jacques REY et Marc ROLLIN
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FILLIERE
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : MM. Marcel GIANNOTTY, Jean-François GIMBERT et Michel PONTAIS
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. Henri CHAUMONTET
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES FIER ET USSES
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : Mme Fabienne DREME, MM. Henri CARELLI et Bernard SEIGLE
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. François DAVIET
Procurations : M. François DAVIET donne pouvoir à M. Bernard SEIGLE
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA TOURNETTE
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : Mme Stéphanie CHAPUS et MM. Alain HAURAT et Antoine de MENTHON
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. Xavier WARGNIER
Procurations : M. Xavier WARGNIER donne pouvoir à Mme Stéphanie CHAPUS
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : MM. Paul CARRIER et Nicolas BLANCHARD
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mme Michèle LUTZ et M. Jacky GUENAN
Procurations : Mme Michèle LUTZ donne pouvoir à M. Paul CARRIER
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CRUSEILLES
Délégués titulaires présents : MM. Jean-Michel COMBET, Jacques TISSOT, Gilles PECCI et Dominique BATONNET
Délégués titulaires absents: /
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

Étaient également présent(e)s à la séance, avec voix non délibératives :

- *Mme Isabelle DUNOD – ASADAC / MDP*
- *Mme Elise ETIENNE (Technicienne) et M. BARRY (Élu en charge de l'urbanisme) – C2A*
- *M. COUTIN (Président) et M. GOY (Technicien) – CC Pays de Faverges*

****

M. CARRIER étant, à titre personnel, concerné par l'élaboration du PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges, ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote. Mme LUTZ, qui a donné procuration à M. CARRIER, n'est de fait pas représentée pendant l'examen de ce dossier, mais ne devant toutefois pas prendre part au vote, étant elle-même élue de la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

M. Antoine de MENTHON, Président du syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien, expose à l'assemblée :

1) qu'aux termes de l'article L 123-9 du Code de l'Urbanisme, l'établissement public porteur du SCoT est appelé à rendre un avis consultatif sur les projets de PLU des communes de son périmètre ;

2) qu'aux termes de la délibération n°2011-03-03, portant cadre d'intervention du Syndicat Mixte concernant les avis simple, le Comité Syndical a souhaité être associé et consulté pour avis dans le cadre des procédures d'élaboration, de révision générale, de révision simplifiée et de modification des POS/PLU des communes membres du SCoT.

M. COUTIN, Président de la Communauté de Communes du Pays de Faverges (CCPF) et M. GOY, représentant les services de la CCPF, présentent le projet de PLUi de la CCPF.

Le projet de PLUi de la CCPF a été arrêté le 10 novembre 2015 par le Conseil Communautaire de la CCPF et transmis pour avis aux différentes personnes publiques associées. Le projet de PLUi a été transmis au syndicat mixte du SCoT du bassin annécien le 26 novembre 2015.

La Communauté de Communes du Pays de Faverges est composée de 10 communes (Faverges, Doussard, Cons-Sainte-Colombe, Saint-Ferréol, Montmin, Giez, Chevaline, Lathuile, Marlens, et Seythenex) pour un total de 15 752 habitants en 2012 (populations municipales INSEE 2012), dont 7 212 habitants à Faverges.

L'armature urbaine du SCoT, exposée dans le DOO, classe la commune de Faverges en pôle de rang B, la commune de Doussard au rang C, et les huit autres communes du territoire de la CCPF au rang D.

M. COUTIN et M. GOY exposent la traduction dans le projet de PLUi des objectifs de réduction de la consommation foncière, la production de logements estimée, la prise en compte des trames écologique, paysagère et agricole du DOO du SCoT, ainsi que la prise en compte des lois Littoral et Montagne. Ils exposent également le développement envisagé des zones d'activités économiques et les OAP identifiés dans le projet de PLUi.

M. de MENTHON présente à l'assemblée l'avis formulé par la commission « documents d'urbanisme » sur le projet de PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

****

LE COMITE SYNDICAL,
APRES EN AVOIR DELIBERE,

- **REND** par 16 voix **POUR** (M. BLANCHARD, M. CARRIER et Mme LUTZ ne prenant pas part au vote) un avis favorable sur le projet de PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges et formule les remarques et observations suivantes :

Le projet de PLUi du Pays de Faverges prend en compte de manière appropriée la triple trame Ecologique, Paysagère et Agricole du DOO du SCoT. Les corridors et continuités écologiques du territoire sont ainsi finement identifiés, de même que les secteurs agricoles à enjeux forts, avec un niveau de détail adapté, en particulier pour la transcription des corridors qui descend jusqu'à la parcelle.

Le projet urbain porté par le PLUi s'inscrit en compatibilité avec le projet territorial du SCoT, en confortant le développement des pôles de Faverges et de Doussard, respectant ainsi l'armature urbaine du DOO du SCoT. La consommation foncière envisagée dans le projet de PLUi est également compatible avec les objectifs de limitation de la consommation du foncier déclinés dans le DOO, aussi bien pour l'habitat que pour les activités. Pour le volet PLH du

projet de PLUi, un avis spécifique est proposé afin de s'exprimer de manière plus approfondie sur la problématique de la production de logements et le dimensionnement du PLUi.

Il est par ailleurs rappelé que les objectifs de densité du SCoT sont des densités moyennes sur les nouvelles opérations, et non des densités minimales pour chaque opération. Ces objectifs de densité pourront donc être adaptés selon les enjeux locaux pour la recherche de la meilleure cohérence urbaine possible. Les objectifs de densités du projet de PLUi n'en demeurent pas moins ambitieux.

Enfin, les lois Littoral (à Doussard) et Montagne (sur l'ensemble du territoire) sont prises en compte, répondant ainsi à la nécessité de préserver les caractéristiques paysagères et patrimoniales de ce territoire, aussi bien liées au lac qu'aux massifs.

Ainsi fait et délibéré à Pringy, le 15 décembre 2015.

Le Président,

SYNDICAT MIXTE SCOT BASSIN ANNECIEN 74

Antoine de MENTHON

Devenue exécutoire compte tenu
de la réception en Préfecture le.....
et de la publication du .....
Le Président,

Antoine de MENTHON

PREFECTURE de la HAUTE-SAVOIE
Bureau de l'Organisation Administrative
17 DEC. 2015
ARRIVÉE

PREFECTURE de la HAUTE-SAVOIE
Bureau de l'Organisation Administrative
17 DEC. 2015
ARRIVÉE

SCOT BASSIN ANNECIEN

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE DU SYNDICAT MIXTE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU BASSIN ANNECIEN

Séance du 15 décembre 2015

DELIBERATION N° 2015-12-04

-

VOLET PLH ISSU DU PLUi DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES :

AVIS AU TITRE DE L'ARTICLE R.302-9 DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITAT

Le quinze décembre deux mille quinze, le Comité du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien, dûment convoqué le huit décembre deux mille quinze, s'est réuni en session ordinaire dans la salle du Conseil à la Mairie de PRINGY, sous la Présidence de M. Antoine de MENTHON, Président du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien.

COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION D'ANNECY
Délégué(e)s titulaires présent(e)s :
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mmes Marie-Agnès BOURMAULT, Laure TOWNLEY, Ségolène GUICHARD et M. Bernard ALLIGIER
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : M. Michel MOREL suppléant de M. ALLIGIER

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA RIVE GAUCHE DU LAC D'ANNECY
Délégué(e)s titulaires présent(e)s :
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mmes Stéphanie MERMAZ, Myriam BRUN et MM. Jacques REY et Marc ROLLIN
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FILLIERE
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : MM. Marcel GIANNOTTY, Jean-François GIMBERT et Michel PONTAIS
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. Henri CHAUMONTET
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES FIER ET USSES
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : Mme Fabienne DREME, MM. Henri CARELLI et Bernard SEIGLE
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. François DAVIET

Procurations : M. François DAVIET donne pouvoir à M. Bernard SEIGLE
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA TOURNETTE
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : Mme Stéphanie CHAPUS et MM. Alain HAURAT et Antoine de MENTHON
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. Xavier WARGNIER
Procurations : M. Xavier WARGNIER donne pouvoir à Mme Stéphanie CHAPUS
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : MM. Paul CARRIER et Nicolas BLANCHARD
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mme Michèle LUTZ et M. Jacky GUENAN
Procurations : Mme Michèle LUTZ donne pouvoir à M. Paul CARRIER
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CRUSEILLES
Délégués titulaires présents : MM. Jean-Michel COMBET, Jacques TISSOT, Gilles PECCI et Dominique BATONNET
Délégués titulaires absents: /
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

Étaient également présent(e)s à la séance, avec voix non délibératives :

- *Mme Isabelle DUNOD – ASADAC / MDP*
- *Mme Elise ETIENNE (Technicienne) et M. BARRY (Élu en charge de l'urbanisme) – C2A*
- *M. COUTIN (Président) et M. GOY (Technicien) – CC Pays de Faverges*

****

M. CARRIER étant, à titre personnel, concerné par l'élaboration du PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges, ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote. Mme LUTZ, qui a donné procuration à M. CARRIER, n'est de fait pas représentée pendant l'examen de ce dossier, mais ne devant toutefois pas prendre part au vote, étant elle-même élue de la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

M. Antoine de MENTHON, Président du syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien, expose à l'assemblée :

1) qu'aux termes de l'article L 123-9 du Code de l'Urbanisme, l'établissement public porteur du SCoT est appelé à rendre un avis consultatif sur les projets de PLU des communes de son périmètre ;

2) qu'aux termes de la délibération n°2011-03-03, portant cadre d'intervention du Syndicat Mixte concernant les avis simple, le Comité Syndical a souhaité être associé et consulté pour avis dans le cadre des procédures d'élaboration, de révision générale, de révision simplifiée et de modification des POS/PLU des communes membres du SCoT.

M. COUTIN, Président de la Communauté de Communes du Pays de Faverges (CCPF) et M. GOY, représentant les services de la CCPF, présentent le projet de PLUi de la CCPF.

Le projet de PLUi de la CCPF a été arrêté le 10 novembre 2015 par le Conseil Communautaire de la CCPF et transmis pour avis aux différentes personnes publiques associées. Le projet de PLUi a été transmis au syndicat mixte du SCoT du bassin annécien le 26 novembre 2015.

La Communauté de Communes du Pays de Faverges est composée de 10 communes (Faverges, Doussard, Cons-Sainte-Colombe, Saint-Ferréol, Montmin, Giez, Chevaline, Lathuile, Marlens, et Seythenex) pour un total de 15 752 habitants en 2012 (populations municipales INSEE 2012), dont 7 212 habitants à Faverges.

L'armature urbaine du SCoT, exposée dans le DOO, classe la commune de Faverges en pôle de rang B, la commune de Doussard au rang C, et les huit autres communes du territoire de la CCPF au rang D.

M. COUTIN et M. GOY exposent la traduction dans le projet de PLUi des objectifs de réduction de la consommation foncière, la production de logements estimée, la prise en compte des trames écologique, paysagère et agricole du DOO du SCoT, ainsi que la prise en compte des lois Littoral et Montagne. Ils exposent également le développement envisagé des zones d'activités économiques et les OAP identifiés dans le projet de PLUi.

M. de MENTHON présente à l'assemblée l'avis formulé par la commission « documents d'urbanisme » sur le projet de PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

****

LE COMITE SYNDICAL,
APRES EN AVOIR DELIBERE,

- **REND** par 16 voix **POUR** (M. BLANCHARD, M. CARRIER et Mme LUTZ ne prenant pas part au vote) un avis favorable sur le volet PLH issu du projet de PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges et formule les remarques et observations suivantes:

Il est rendu un **avis favorable** sur le volet PLH issu du projet de PLUi de la CCPF, dans la mesure où le projet a bien pris en compte les orientations du SCoT et ne va pas à leur encontre. Toutefois l'attention de la CCPF est attirée le dimensionnement de son projet de PLUi.

Le document soumis au SCoT pour avis prévoit la **production de 1587 nouveaux logements, dont 323 dédiés** au maintien de la population, pour les 10 prochaines années.

En premier lieu, le Syndicat Mixte précise que les objectifs de productions de nouveaux logements, prescrits par le SCoT aux communes membres de la CCPF, doivent s'entendre non seulement sur les logements destinés à l'accueil de la population nouvelle mais également pour ceux consacrés à son maintien.

En second lieu, **le dimensionnement du PLUi en matière de logements, peut paraitre relativement important au regard de sa temporalité prévue pour 13 ans.** Le SCoT fixe un objectif de production d'environ 1900 nouveaux logements à un horizon 2034. **De fait et pour la seconde génération de PLUi, le document d'urbanisme devra respecter une production d'environ 300 nouveaux logements.** Il est cependant noté que les objectifs de densités moyennes et de limitation de la consommation foncière sont par ailleurs bien retranscrits dans le projet de PLUi.

Ainsi fait et délibéré à Pringy, le 15 décembre 2015.

Le Président,

SYNDICAT MIXTE SCOT BASSIN ANNECIEN 74

Antoine de MENTHON

Devenue exécutoire compte tenu
de la réception en Préfecture le.....
et de la publication du .....
Le Président,

Antoine de MENTHON

PREFECTURE de la HAUTE-SAVOIE
Bureau de l'Organisation Administrative
17 DEC. 2015
ARRIVÉE

SCOT
BASSIN ANNECIEN
SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE DU SYNDICAT MIXTE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU BASSIN ANNECIEN

Séance du 15 décembre 2015

DELIBERATION N° 2015-12-05

-

ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPi) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES :

AVIS AU TITRE DES ARTICLES L.581-14-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET L.123-9 DU CODE DE L'URBANISME

PREFECTURE de la HAUTE-SAVOIE
Bureau de l'Organisation Administrative
17 DEC. 2015
ARRIVÉE

Le quinze décembre deux mille quinze, le Comité du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien, dûment convoqué le huit décembre deux mille quinze, s'est réuni en session ordinaire dans la salle du Conseil à la Mairie de PRINGY, sous la Présidence de M. Antoine de MENTHON, Président du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien.

COMMUNAUTE DE L'AGGLOMERATION D'ANNECY
Délégué(e)s titulaires présent(e)s :
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mmes Marie-Agnès BOURMAULT, Laure TOWNLEY, Ségolène GUICHARD et M. Bernard ALLIGIER
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : M. Michel MOREL suppléant de M. ALLIGIER

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA RIVE GAUCHE DU LAC D'ANNECY
Délégué(e)s titulaires présent(e)s :
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mmes Stéphanie MERMAZ, Myriam BRUN et MM. Jacques REY et Marc ROLLIN
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FILLIERE
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : MM. Marcel GIANNOTTY, Jean-François GIMBERT et Michel PONTAIS
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. Henri CHAUMONTET
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES FIER ET USSES
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : Mme Fabienne DREME, MM. Henri CARELLI et Bernard SEIGLE
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. François DAVIET
Procurations : M. François DAVIET donne pouvoir à M. Bernard SEIGLE
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA TOURNETTE
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : Mme Stéphanie CHAPUS et MM. Alain HAURAT et Antoine de MENTHON
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : M. Xavier WARGNIER
Procurations : M. Xavier WARGNIER donne pouvoir à Mme Stéphanie CHAPUS
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES
Délégué(e)s titulaires présent(e)s : MM. Paul CARRIER et Nicolas BLANCHARD
Délégué(e)s titulaires absent(e)s : Mme Michèle LUTZ et M. Jacky GUENAN
Procurations : Mme Michèle LUTZ donne pouvoir à M. Paul CARRIER
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CRUSEILLES
Délégués titulaires présents : MM. Jean-Michel COMBET, Jacques TISSOT, Gilles PECCI et Dominique BATONNET
Délégués titulaires absents: /
Procurations : /
Délégué(e)s suppléant(e)s ayant voix délibérative, siégeant en remplacement de titulaires empêché(e)s : /

Étaient également présent(e)s à la séance, avec voix non délibératives :

- *Mme Isabelle DUNOD – ASADAC / MDP*
- *Mme Elise ETIENNE (Technicienne) et M. BARRY (Élu en charge de l'urbanisme) – C2A*
- *M. COUTIN (Président) et M. GOY (Technicien) – CC Pays de Faverges*

****

M. CARRIER étant, à titre personnel, concerné par l'élaboration du PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges, ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote. Mme LUTZ, qui a donné procuration à M. CARRIER, n'est de fait pas représentée pendant l'examen de ce dossier, mais ne devant toutefois pas prendre part au vote, étant elle-même élue de la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

M. Antoine de MENTHON, Président du syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du bassin annécien, expose à l'assemblée :

1) qu'aux termes de l'article L 123-9 du Code de l'Urbanisme, l'établissement public porteur du SCoT est appelé à rendre un avis consultatif sur les projets de PLU des communes de son périmètre ;

2) qu'aux termes de la délibération n°2011-03-03, portant cadre d'intervention du Syndicat Mixte concernant les avis simple, le Comité Syndical a souhaité être associé et consulté pour avis dans le cadre des procédures d'élaboration, de révision générale, de révision simplifiée et de modification des POS/PLU des communes membres du SCoT.

M. COUTIN, Président de la Communauté de Communes du Pays de Faverges (CCPF) et M. GOY, représentant les services de la CCPF, présentent le projet de PLUi de la CCPF.

M. COUTIN rappelle que l'élaboration du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) s'est faite conjointement à celle du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), à travers une procédure commune.

Le projet de RLPi de la CCPF a été arrêté le 10 novembre 2015 par le Conseil Communautaire de la CCPF, conjointement au projet de PLUi, et transmis pour avis aux différentes personnes publiques associées. Le projet de RLPi a été transmis au syndicat mixte du SCoT du bassin annécien le 26 novembre 2015 en même temps que le projet de PLUi.

La Communauté de Communes du Pays de Faverges est composée de 10 communes (Faverges, Doussard, Cons-Sainte-Colombe, Saint-Ferréol, Montmin, Giez, Chevaline, Lathuile, Marlens, et Seythenex) pour un total de 15 752 habitants en 2012 (populations municipales INSEE 2012), dont 7 212 habitants à Faverges.

M. COUTIN et M. GOY exposent la traduction dans le projet de PLUi des objectifs de réduction de la consommation foncière, la production de logements estimée, la prise en compte des trames écologique, paysagère et agricole du DOO du SCoT, ainsi que la prise en compte des lois Littoral et Montagne. Ils exposent également le développement envisagé des zones d'activités économiques et les OAP identifiés dans le projet de PLUi.

Ils exposent enfin les principaux éléments constitutifs du diagnostic du RLPi et les grandes orientations auxquelles répond son élaboration.

M. de MENTHON présente à l'assemblée l'avis formulé par la commission « documents d'urbanisme » sur le projet de RLPi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

****

LE COMITE SYNDICAL,
APRES EN AVOIR DELIBERE,

- **REND** par 16 voix **POUR** (M. BLANCHARD, M. CARRIER et Mme LUTZ ne prenant pas part au vote) un avis favorable sur le projet de RLPi de la Communauté de Communes du Pays de Faverges et formule les remarques et observations suivantes:

Compte tenu de la portée limitée du SCoT du bassin annécien en matière de dispositions sur la publicité, les enseignes et les pré-enseignes, il est rendu un avis favorable sur le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de la Communauté de Communes du Pays de Faverges.

Celui-ci semble en effet apporter une réponse appropriée aux dispositions du SCoT, en particulier en ayant identifié les enjeux existant en entrées de ville, le long et de part et d'autre de la RD 1508 (axe structurant du Sud du bassin annécien), dans les grandes zones d'activités actuelles et futures du territoire ainsi que dans les centres-villes commerçants des communes de Faverges et Doussard.

Le projet de RLPi s'inscrit ainsi en cohérence avec le projet urbain porté par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Faverges, qui a fait l'objet d'une élaboration conjointe, en s'articulant autour d'enjeux complémentaires.

Ainsi fait et délibéré à Pringy, le 15 décembre 2015.

Le Président,

SYNDICAT MIXTE SCOT BASSIN ANNECIEN 74

Antoine de MENTHON

Devenue exécutoire compte tenu
de la réception en Préfecture le.....
et de la publication du .....
Le Président,

Antoine de MENTHON

PREFECTURE de la HAUTE-SAVOIE
Bureau de l'Organisation Administrative
17 DEC. 2015
ARRIVÉE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale
des territoires

Service aménagement, risques

Cellule planification

Affaire suivie par Marie Agnès Lafont
tél. : 04 50 33 77 13
marie-agnes.lafont@haute-savoie.gouv.fr

Annecy, le 22 février 2016

PROCES-VERBAL

de la commission départementale de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF) du 11 février 2016

Le 11 février 2016, la commission départementale de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers s'est réunie sous la présidence de **Monsieur Philippe LEGRET, chef du service aménagement - risques à la direction départementale des territoires.**

Assistaient à la réunion :

Membres de la commission (voix délibérative) :

Mme Marie-Antoinette METRAL, maire de Saint-Sigismond
M. Paul RANNARD, maire de Chêne-en-Semine
M. Franck JACQUARD, représentant de la chambre d'agriculture Savoie Mont-Blanc
M. Bernard MOGENET, représentant de la FDSEA
Mme Danielle ESPIC, présidente du syndicat départemental de la propriété privée rurale
M. Jean-Pierre PORTIER, représentant de l'union des forestiers privés de Haute-Savoie
M. André MUGNIER, président de la fédération départementale des chasseurs de Haute-Savoie
M. Michel DELAHOUSSE, représentant de la FRAPNA Haute-Savoie
Mme Aline BRETON, représentante d'Asters-conservatoire des espaces naturels de Haute-Savoie
Mme Lucille MOUCHET, représentante de l'INAO

Membre de la commission (voix consultative) :

M. Jean-Pierre LIAUDON président du comité technique de la SAFER

Personnes excusées ou absentes :

M. Georges-François LECLERC, préfet de la Haute-Savoie
M. Jean-Paul AMOUDRY, conseiller départemental
M. Bruno FOREL, maire de Fillinges, président de la communauté de communes des Quatre Rivières *(pouvoir à M. RANNARD)*
M. le représentant de l'association départementale des communes forestières de Haute-Savoie
M. Thierry ALEXANDRE, directeur départemental des territoires
M. Loïc DETRUCHE, représentant des Jeunes agriculteurs *(pouvoir à M. MOGENET)*
M. le président de la confédération paysanne
M. Yannick DUMONT, président de la société coopérative agricole Jura Mont-Blanc
M. le président de la chambre interdépartementale des notaires
M. le directeur de l'agence départementale de l'office national des forêts

Autres participants :

M. Yoann RECOULY, conseil départemental – service aménagement
Mme Caroline GARY, conseillère aménagement à la chambre d'agriculture
Mme Marie Agnès LAFONT, DDT – SAR, responsable de la cellule planification
M. David BOSSON, DDT – SAR, chargé d'études à la cellule planification

Etaient également présents :

M. Marcel CATTANEO, maire de Faverges-Seythenex, 1er vice-président de la communauté de communes du pays de Faverges (CCPF), chargé de l'aménagement de l'espace ; Mme Laurence GODENIR, chef de projet PLUi ; M. Philippe GOY, responsable du service urbanisme à la CCPF (point 1)

Rédactrice : Mme Marie Agnès LAFONT

Monsieur Legret ouvre la séance et excuse M. le préfet et M. le directeur départemental des territoires, retenus par d'autres obligations.

Avis sur le projet de plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du pays de Faverges

M. Legret présente le rapport de la DDT et propose à la commission un avis favorable au projet, sous réserve de la prise en compte des adaptations suivantes :

- la suppression des emplacements réservés n° 2, 22 et 61 ;
- la suppression du STECAL Nf sur la commune de Montmin ;
- la modification du règlement de la zone A, afin de permettre la construction des équipements pastoraux dans la zone Alp ;
- la matérialisation des exploitations agricoles sur le plan de zonage.

Discussion

M. Cattaneo précise que la communauté de communes (CC) se nomme désormais « Sources du lac d'Annecy ».

Concernant l'emplacement réservé n° 2, situé à Faverges et destiné à accueillir le nouveau centre de secours de la CC, il explique que cette localisation a été choisie pour anticiper le regroupement des moyens et la disparition des centres de Doussard et de Giez ; il est néanmoins d'accord pour le supprimer. De même, il accepte de supprimer l'emplacement réservé n° 22, situé à Doussard, destiné à l'extension du cimetière.

En revanche, il souhaite conserver l'emplacement réservé n° 61, situé à Seythenex, qui avait été prévu pour accueillir les ateliers municipaux ; cette destination étant devenue caduque, du fait de la fusion de la commune avec Faverges, cet emplacement pourrait avoir un usage de parking, en lien avec les navettes mises en place pour desservir la station de ski. M. Jacquard et M. Mogenet n'y sont pas opposés, la surface concernée étant faible (2 500 m²), mais demandent que cet emplacement réservé soit sorti de la zone agricole.

M. Jacquard fait observer que l'emplacement réservé n° 31, pour l'extension du cimetière à Giez, est proche d'un siège d'exploitation agricole. M. Goy répond que le cimetière existant est d'ores et déjà contigu à ladite exploitation.

Quant au secteur de taille et de capacité d'accueil limitées Nf, prévu pour aménagement touristique au col de la Forclaz à Montmin, M. Cattaneo convient qu'il doit faire l'objet d'une réflexion approfondie et d'un projet global, que la CC prendra en compte si la commune nouvelle de Talloires-Montmin devient membre de cette intercommunalité.

Concernant le règlement de la zone agricole, M. Legret conseille à la CC de le retravailler en concertation avec la chambre d'agriculture et la DDT, afin d'assouplir les possibilités de construction de bâtiments d'exploitation, sans pour autant porter atteinte aux paysages.

Sur l'application de la loi littoral, dans un secteur non urbanisé situé dans la bande littorale des 100 mètres, où toute construction est donc interdite, M. Cattaneo demande comment on peut néanmoins réaliser les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite qui sont imposés par la loi. M. Legret rappelle que, en dehors des espaces urbanisés, l'interdiction de construire dans la bande des 100 m est stricte ; seuls peuvent être envisagés des aménagements à l'intérieur de l'enveloppe des bâtiments existants.

M. Jacquard ne remet pas en cause la zone 1AUbh à Frontenex, mais demande que l'accès aux terrains agricoles situés à l'arrière soit maintenu. M. Cattaneo répond que tel sera le cas.

Mme Mouchet demande s'il existe des projets dans la zone d'activités 2AUx de 5 ha prévue à Marlens. M. Cattaneo indique que c'est la seule zone d'activités d'intérêt communautaire et qu'elle est inscrite dans le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du bassin annécien.

Mme Espic évoque la situation d'un propriétaire au hameau des Bois à Montmin, dont le terrain, résultat d'un échange avec la commune pour réaliser un parking public, n'est plus constructible dans le PLUi.

Mme Breton félicite les élus de la CC, dont le PLUi prend bien en compte les espaces de bon fonctionnement des zones humides ; elle demande cependant la plus grande vigilance pour les zones humides en zone agricole.

M. Delahousse loue également la qualité de ce projet, construit et réfléchi.

Mme Métral le qualifie d'exemplaire et souligne l'effort considérable réalisé en faveur de l'agriculture.

En conclusion, M. Legret estime qu'il s'agit d'un très bon projet, très vertueux et protecteur des espaces agricoles, naturels et forestiers, et que les observations ponctuelles qui ont été formulées ne remettent pas en cause sa valeur intrinsèque.

Avis de la CDPENAF

Vu le projet de PLUi de la communauté de communes du pays de Faverges arrêté et réceptionné,
Vu le rapport d'instruction de la DDT présenté en séance aux membres de la CDPENAF,

A l'unanimité des membres présents, la CDPENAF émet un avis favorable.

Elle demande la prise en compte des observations suivantes :

- supprimer les emplacements réservés n° 2 et 22,
- modifier le zonage et la destination de l'emplacement réservé n° 61,
- supprimer le secteur de taille et de capacité d'accueil limitées Nf au col de la Forclaz, dans l'attente d'une étude précise,
- revoir le règlement de la zone agricole pour permettre l'implantation de bâtiments agricoles, tout en préservant les paysages et les zones humides.

Le chef du service aménagement, risques

Ph. LEGRET

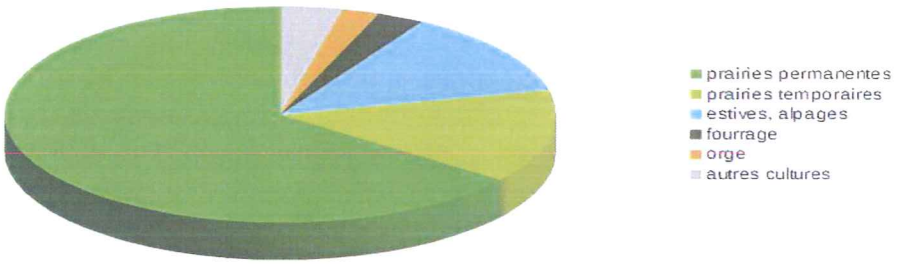
PLUI pays de Faverges

Analyse agricole et environnementale

- 1- Surface agricole déclarée en 2014 dans le Registre Parcellaire Graphique:

Surface totale : 2360 hectares : 14% de la surface de la cc *(moyenne département : 30%)*

- prairies permanentes : 65%
- prairies temporaires : 14%
- estives,alpages : 13 %
- fourrages : 4 %
- orge : 2 %
- autres cultures: 2 %



- 2- Exploitations déclarées dans le RPG 2014 :

Nombre de sièges d'exploitation sur la commune : 37
Nombre d'exploitations qui déclarent au moins un îlot : 53

- 3- Principaux Labels qualité :

AOP Abondance – AOP Tome des Bauges -AOP Chevrotin – AOP Reblochon

- 4-Consommation de l'espace agricole entre 2004 et 2014 :

Surface considérée artificialisée depuis 2004: **55 hectares**

Moyenne annuelle communale: **0,50 ha**
(moyenne communale sur le département : 0,97 ha)
(moyenne communale SCoT: 1,09 ha)

Taux annuel d'artificialisation de l'espace agricole ***0,20%***
(moyenne communale sur le département : 0,20%)
(moyenne communale SCoT : 0,25%)

- 5-Annexes :

Carte 1 : Aperçu de l'activité agricole sur la commune avec les déclarations à la PAC 2015
Les déclarations ne représentent pas l'exhaustivité de la SAU (Surface Agricole Utile). On estime sur l'ensemble de la Haute-Savoie qu'environ 95 % des surfaces sont déclarées.
En complément, les sièges d'exploitations déclarant à la PAC sont localisés et représentés suivant le code NAF (synonyme d'activité principale) relié à leur identifiant entreprise.

Carte 2 : Localisation des parcelles artificialisées entre 2004 et 2014 (analyse géographique faisant écho à l'analyse 4)
Territoires contribuant anciennement à l'activité agricole, qui ont vu depuis leur vocation évoluer vers le monde urbain/artificiel.

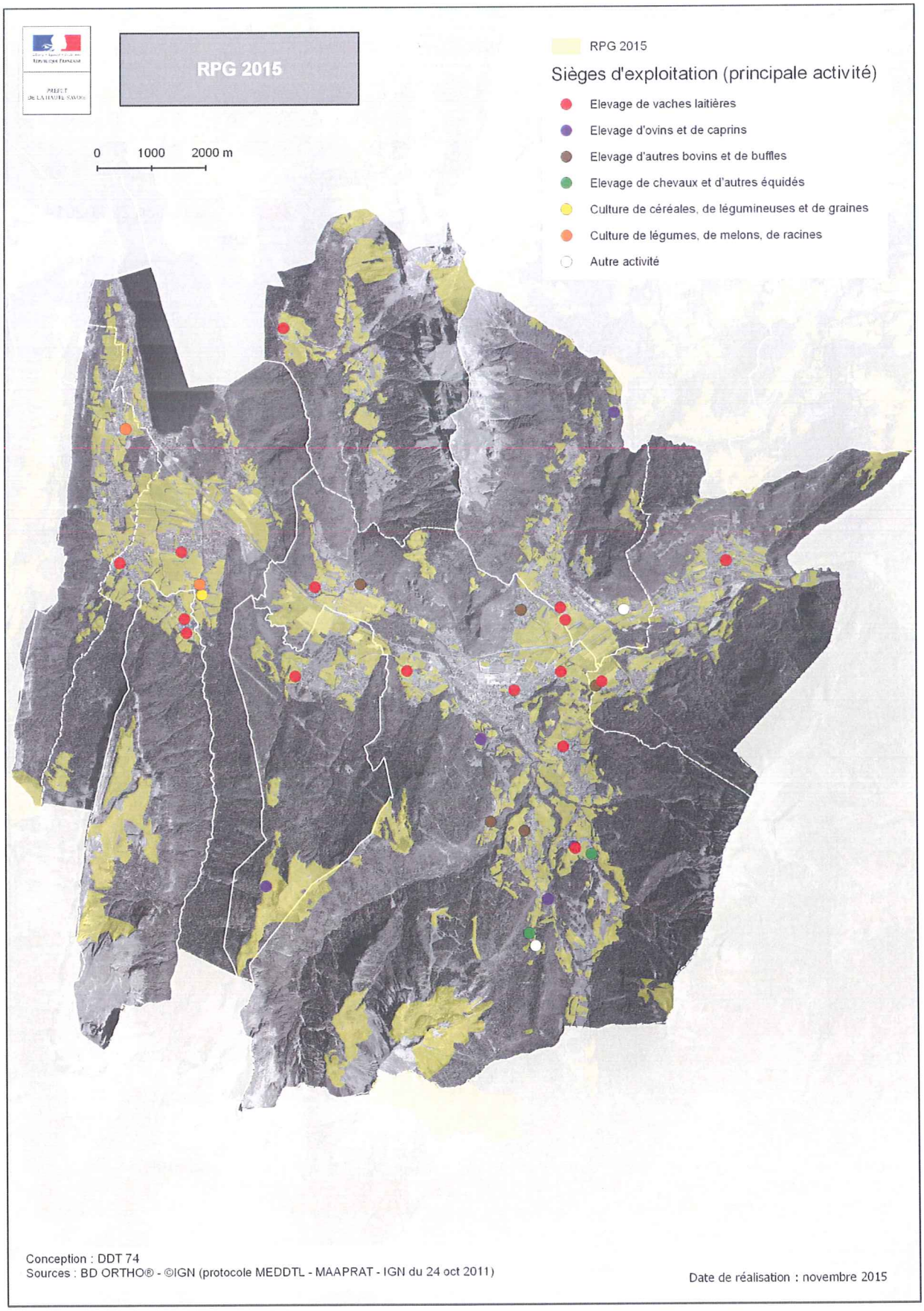
Carte 3 : Zonages simplifiés du PLUI

Carte 4 : Situation des surfaces agricoles dans le document d'urbanisme
Document issu du croisement entre les surfaces estimées agricoles en 2014 (RPG+déclarants Suisse + photointerprétation) et les destinations dominantes du document d'urbanisme.
L'analyse permet d'isoler les surfaces a priori encore exploitées pour l'agriculture en 2014 qui sont susceptibles d'être urbanisées (zones « U » et « AU »).
Total surface vulnérable : 58,5 ha (U et AU)

Carte 5 : impact sur la forêt
L'analyse proposée est réalisée sur la couche végétation de la BD Topo de l'IGN conçue par photointerprétation en 2008. Cette donnée cible la majorité des arbres et haies y compris ceux déjà intégrés dans l'espace urbain. Elle a le mérite de mettre en valeur les principales haies, forêts fermées et principaux bosquets qui pourraient être concernés.
Les chiffres indiqués concernent les zones possiblement impactées de plus d'un hectare.
Celles de 1,06 ha sur Faverges-Seythenex ou de 3,09 ha sur Val de Chaise sont des espaces que l'on peut considérés comme de la forêt.
celle de 3.34 ha sur Giez s'apparente davantage à un terrain nu qu'à une forêt

Cartes 6&7 : analyse environnementale
Cette carte superpose les principaux zonages environnementaux (zones humides, APPB, natura 2000, réserves naturelles, ZNIEFF, PNR) aux zones urbanisables.

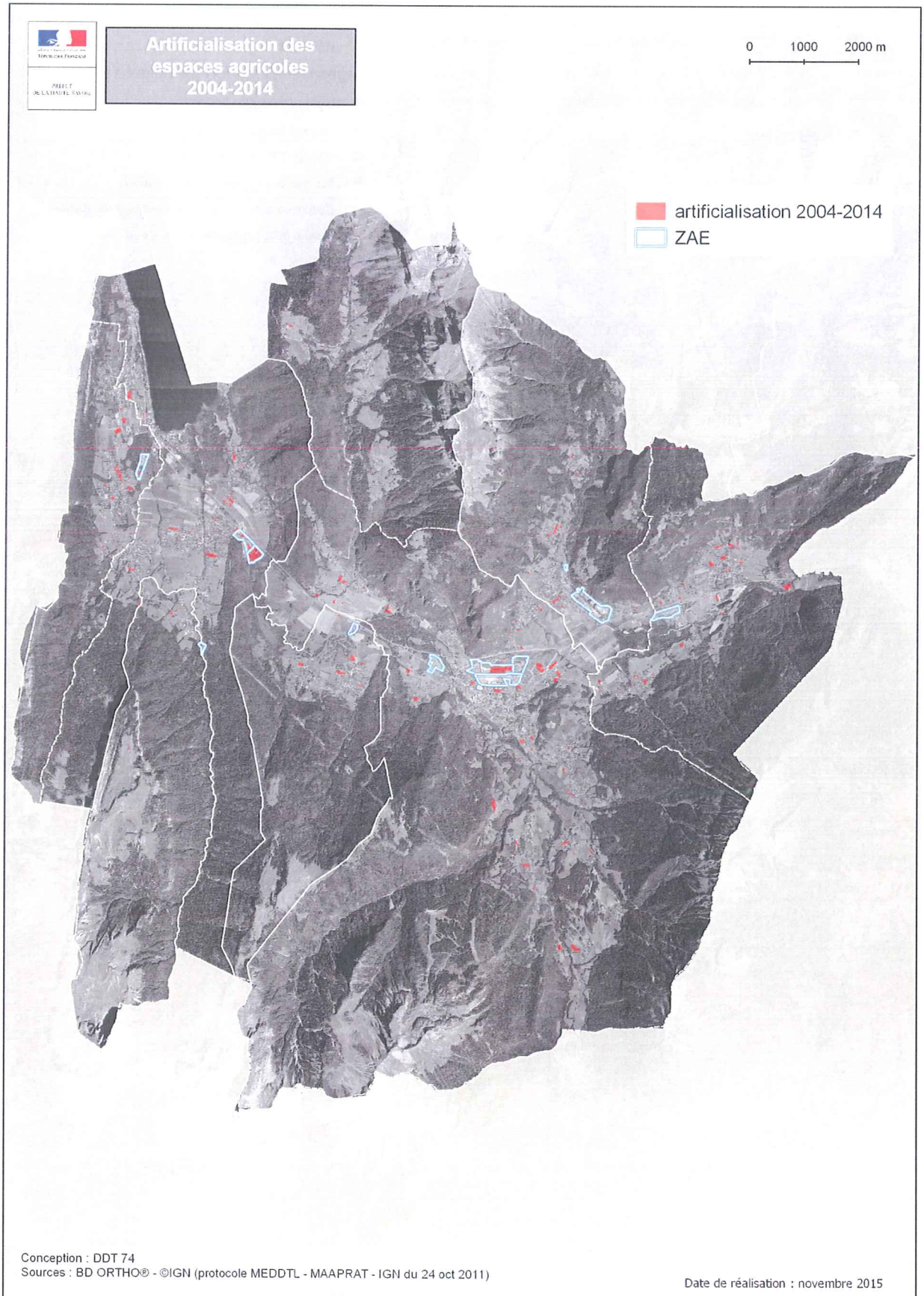
Cartes 8 : analyse liée aux trames vertes
Juxtaposition des zones U & AU avec le SRCE



Conception : DDT 74
Sources : BD ORTHO® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

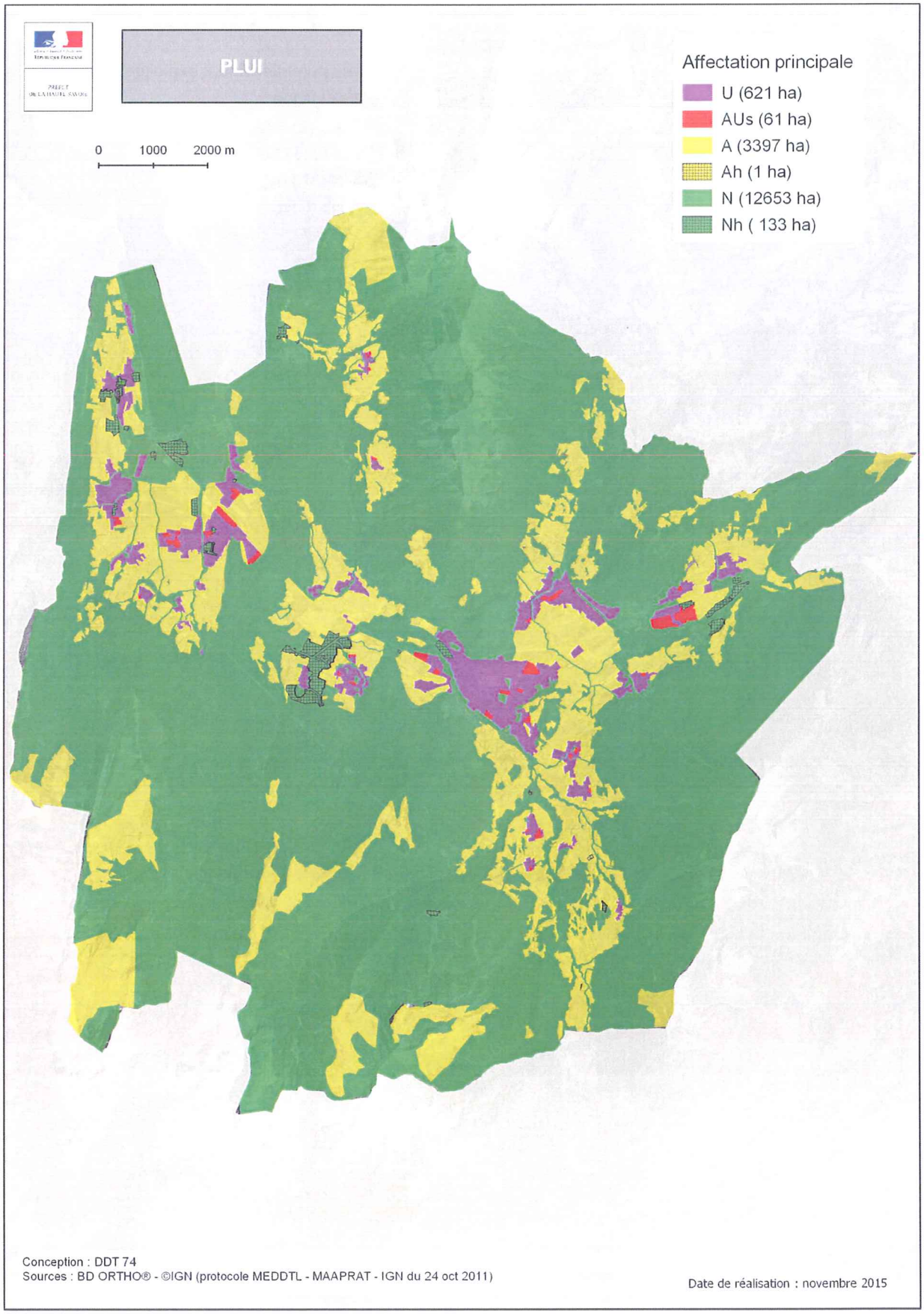
Date de réalisation : novembre 2015

Artificialisation des espaces agricoles 2004-2014



Conception : DDT 74
Sources : BD ORTHO® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

Date de réalisation : novembre 2015



Conception : DDT 74
Sources : BD ORTHO® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

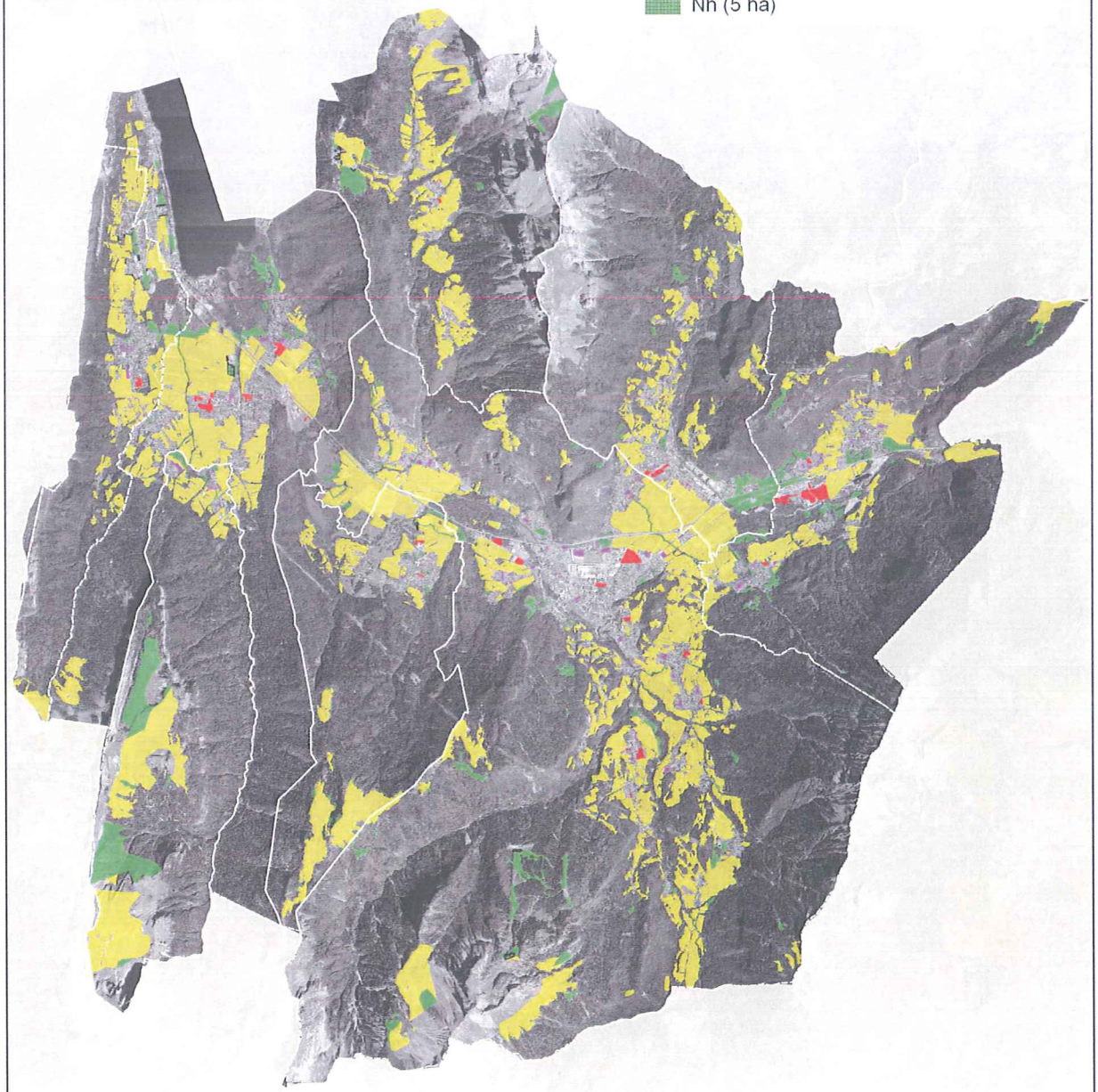
Date de réalisation : novembre 2015

Situation des surfaces agricoles 2014 dans le PLUI

0 1000 2000 m

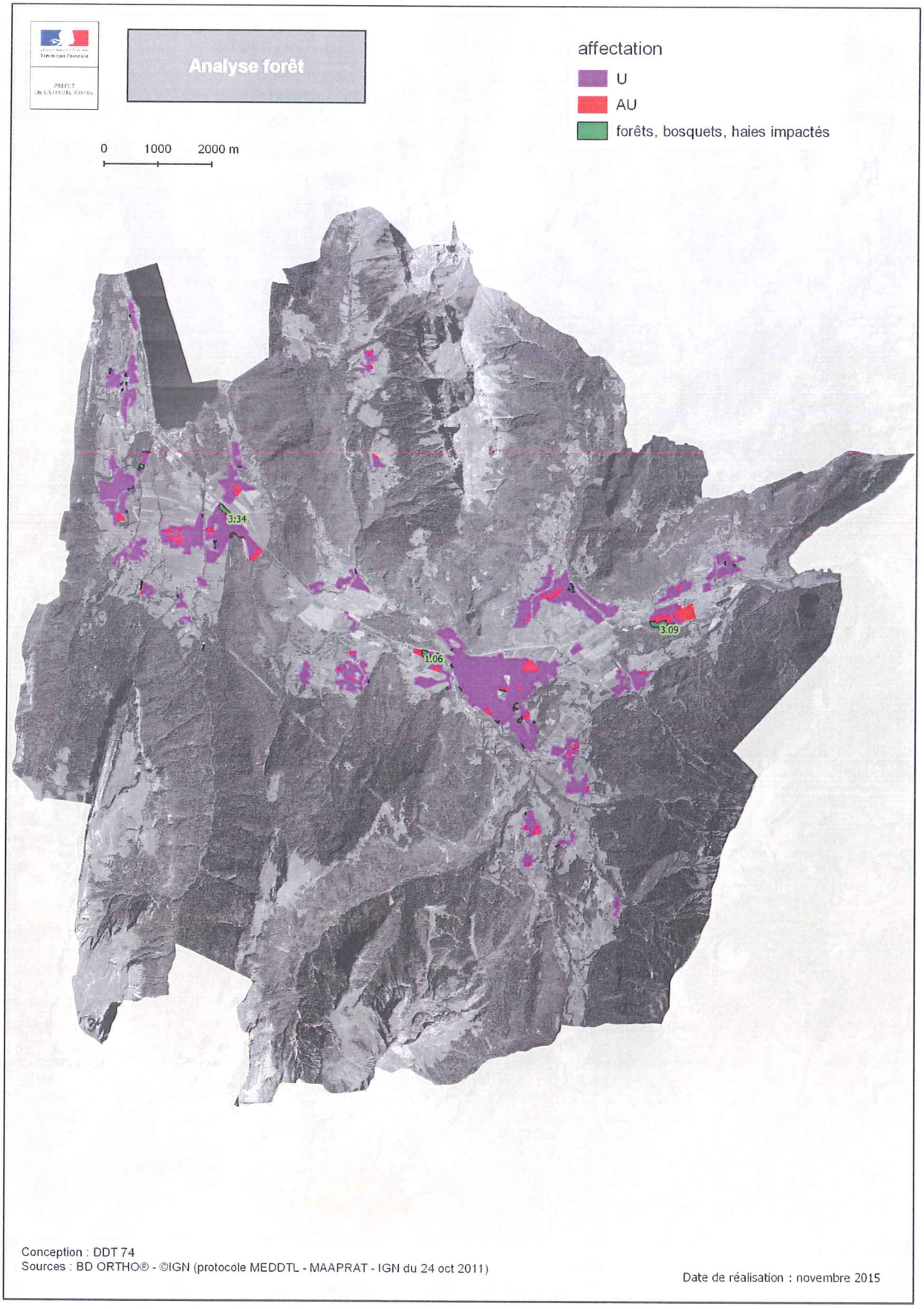
Terres potentiellement exploitées en 2014

- U (25 ha)
- AU (33.5 ha)
- A (2207 ha)
- N (370 ha)
- Nh (5 ha)



Conception : DDT 74
Sources : BD ORTHO® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

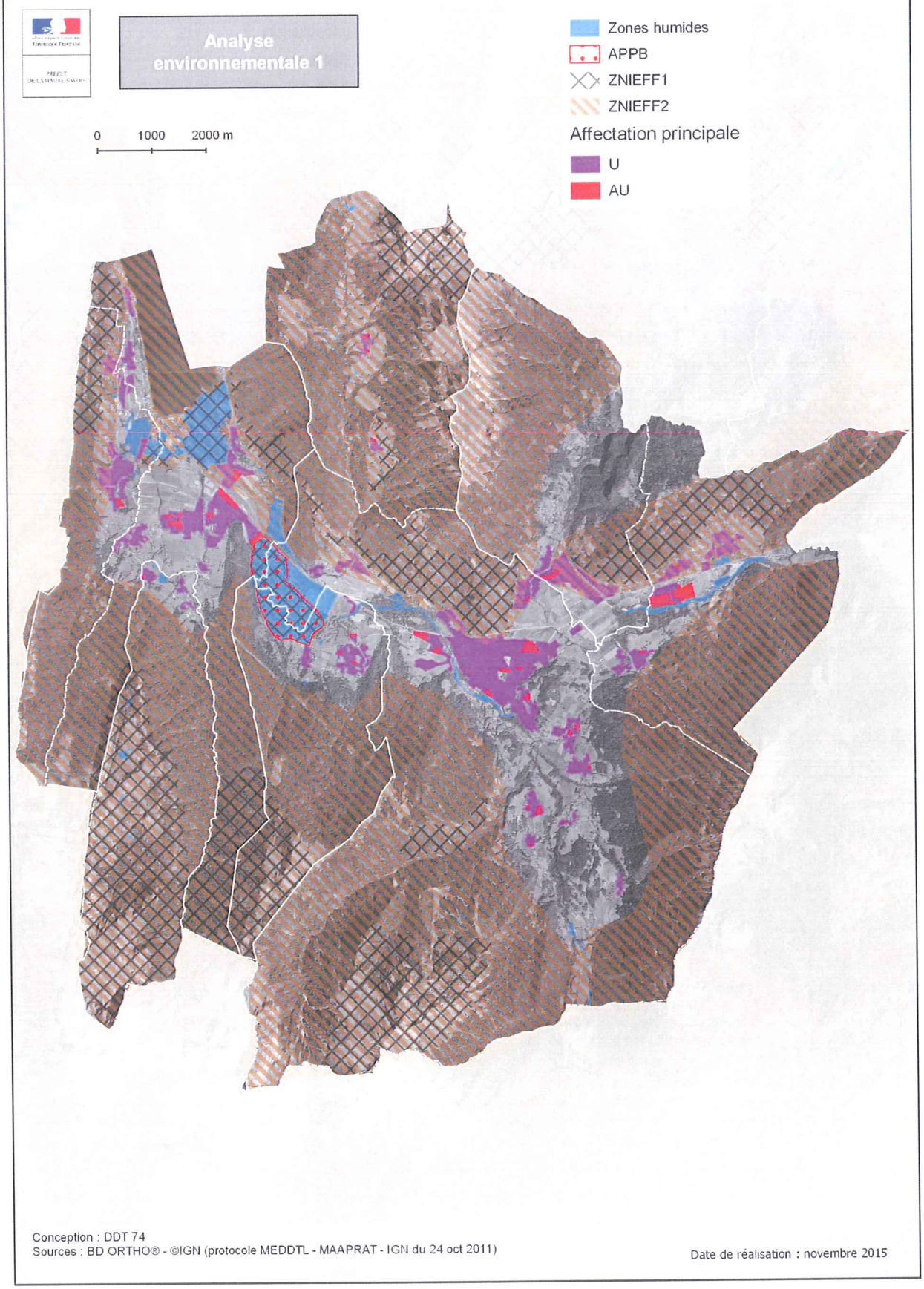
Date de réalisation : novembre 2015



Conception : DDT 74
Sources : BD ORTHO® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

Date de réalisation : novembre 2015

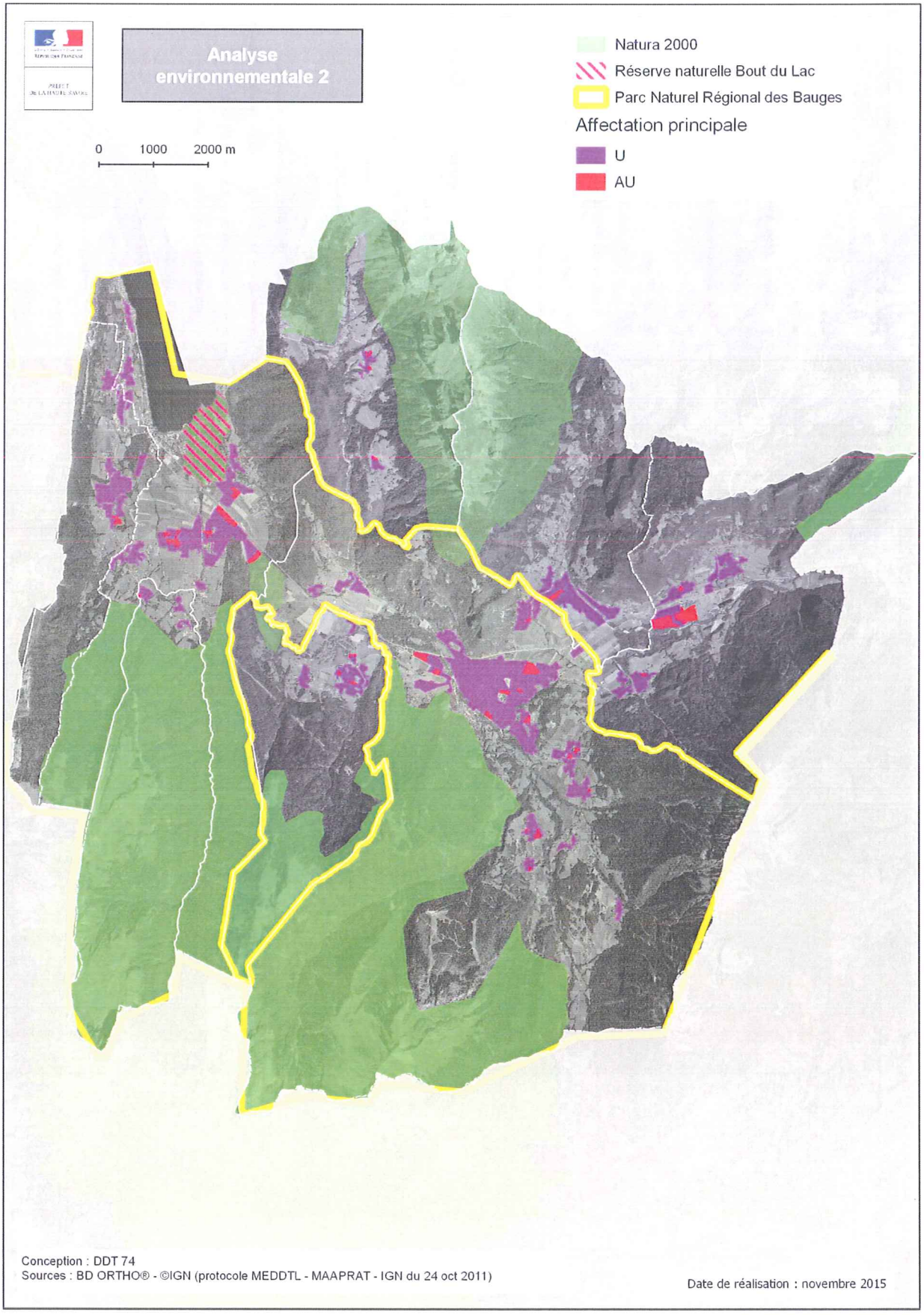
Analyse environnementale 1



Conception : DDT 74
Sources : BD ORTHO® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

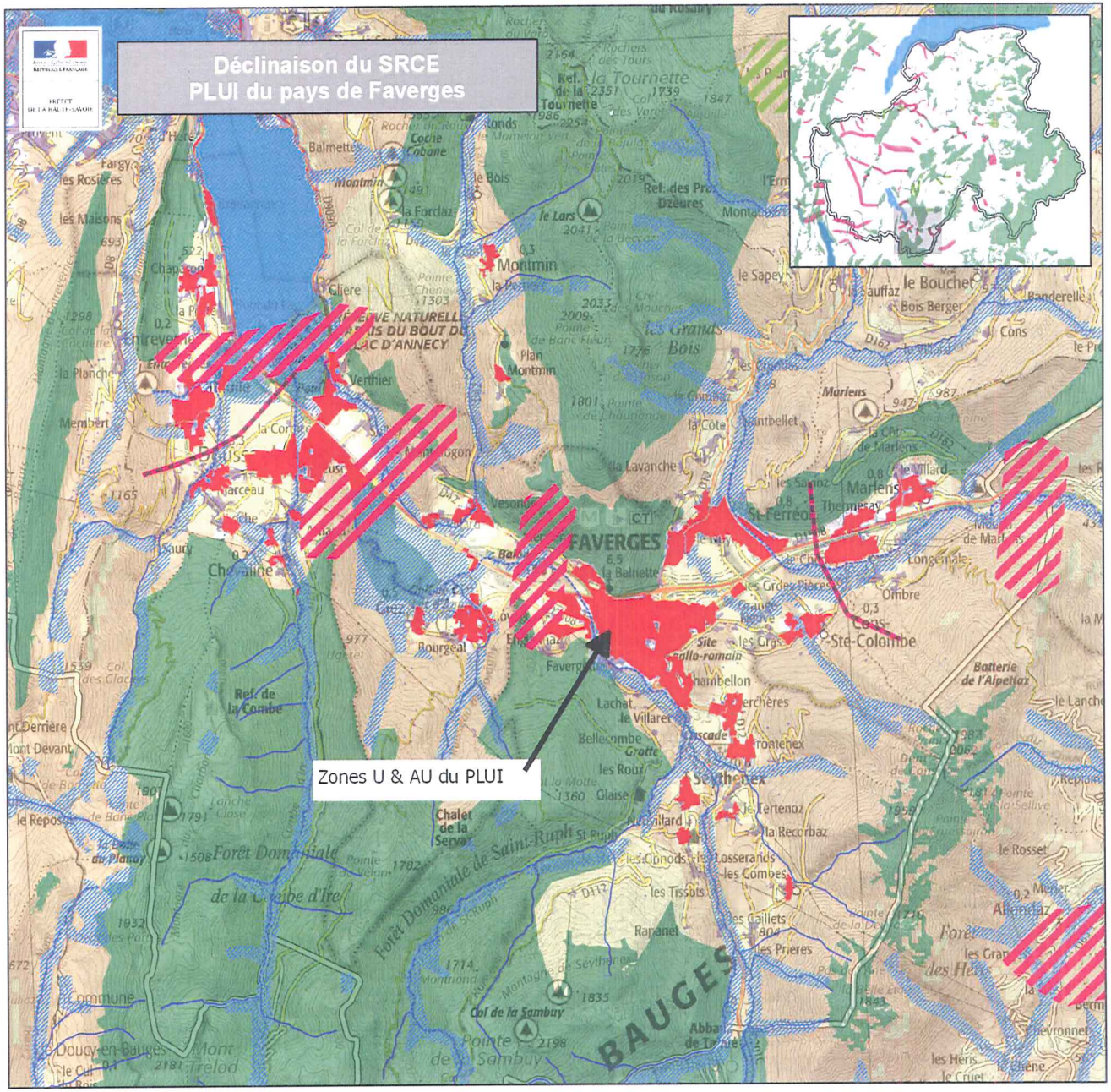
Date de réalisation : novembre 2015

Analyse environnementale 2



Conception : DDT 74
Sources : BD ORTHO® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

Date de réalisation : novembre 2015



0 1 2 km

Corridors

Axes d'importance régionale

- 01
- 02

Fuseaux d'importance régionale

- à préserver
- à remettre en bon état

Eau

- Grands lacs naturels
- Espaces perméables des milieux aquatiques (RERA 2006)

Cours d'eau d'intérêt écologique

- à préserver
- à remettre en bon état

Ocupation du sol

- Réservoir de biodiversité

Espaces perméables terrestres

- perméabilité forte
- perméabilité moyenne
- Grands espaces agricoles
- Enveloppe urbaine 2012 (DDT 74)

Obstacles

- Points de conflits (écrasements, obstacles)
- Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles...)
- infrastructures ferroviaires (BD Carto)

Infrastructures routières (BD Carto)

- Liaison locale
- Liaison principale
- Liaison régionale
- Piste cyclable
- Type autoroutier

Conception : DDT 74/SPCT/AEAD
Sources : SRCE DREAL/CR Rhônes-Alpes, SCAN 100® - ©IGN (protocole MEDDTL - MAAPRAT - IGN du 24 oct 2011)

Date de réalisation : novembre 2015

Communauté de Communes
des Vallées de Thônes

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL COMMUNAUTAIRE - 23 FÉVRIER 2016

Les membres du Conseil communautaire de la Communauté de Communes des Vallées de Thônes (CCVT) ont été convoqués le dix-sept février 2016, à l'effet de délibérer sur les questions figurant à l'ordre du jour.

L'an deux mille seize, le vingt-trois février, à 20h, les membres du Conseil communautaire se sont réunis à la salle des fêtes de THÔNES, sous la présidence de Monsieur Gérard FOURNIER-BIDOZ.

PREFECTURE DE LA HAUTE SAVOIE
Bureau de l'Organisation Administrative
26 FEV. 2016
ARRIVÉE 4

Conseillers en exercice : 34
Présents : 31
ALEX : Catherine HAUETER, Philippe MATTELON,
LA BALME-DE-THUY : Pierre BARRUCAND,
LE BOUCHET-MONT-CHARVIN : Thérèse LANAUD,
LES CLEFS : Martial LANDAIS,
LA CLUSAZ : Corinne COLLOMB-PATTON, Valérie POLLET-VILLARD, André VITTOZ,
DINGY-SAINT-CLAIR : David BOSSON, Béatrice DAVID,
ENTREMONT : Christophe FOURNIER,
LE GRAND-BORNAND : Jean-Michel DELOCHE, Hélène MULATIER-GACHET, André PERRILLAT-AMÉDÉ, Marie-Pierre ROBERT,
MANIGOD : Bruno SONNIER, Laurence VEYRAT-DUREBEX,
SAINT-JEAN-DE-SIXT : Alain LEVET, Claudine MORAND-GOY, Pierre RECOUR,
SERRAVAL : Bruno GUIDON,
THÔNES : Nelly ALBERTINO, Pierre BIBOLLET, Stéphane BESSON, Claude COLLOMB-PATTON, Jacques DOUCHET, Pascale FRESSOZ, Danièle MOTTIER, Patrick PAGANO,
LES VILLARDS-SUR-THONES : Odile DELPECH-SINET, Gérard FOURNIER-BIDOZ.
Pouvoirs : Laurence AUDETTE à David BOSSON, René BALADDA à André VITTOZ, Chantal PASSET à Pierre BIBOLLET.
Secrétaire de séance : Martial LANDAIS.

N° 2016/18 - AVIS SUR LE PROJET ARRÊTÉ DE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES (CCPF)

Rapporteur : Monsieur Pierre BIBOLLET

Vu la notification de l'arrêt de projet de PLUI de la CCPF reçue par la CCVT le 25 novembre 2015 ;
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L153-16 et R153-4 ;
Vu l'avis de la Commission Urbanisme du 11 février 2016 ;

Le Conseil communautaire est informé de la notification à la CCVT en date du 25 novembre 2015 de l'arrêt du projet de PLUI de la CCPF.
Le projet de PLUI a fait l'objet d'un examen en Commission Urbanisme.

Il en ressort que le projet de PLUI de la CCPF s'articule essentiellement autour de six axes :

- Axe 1 - Valoriser l'identité du Pays de Faverges et la qualité de vie ;
- Axe 2 - Développer une offre diversifiée en logements respectueuse du patrimoine bâti et environnemental local sur l'ensemble de la CCPF ;
- Axe 3 - Diversifier et assurer un avenir pérenne à l'agriculture du Pays de Faverges ;
- Axe 4 - Conforter et développer une économie durable fondée sur les richesses du territoire et l'innovation ;
- Axe 5 - Faire connaître et préserver les atouts paysagers, bâtis et environnementaux de la CCPF tout en assurant leur pérennité ;
- Axe 6 - Desservir le territoire et assurer la durabilité des ressources du territoire.

.../...

Le scénario de développement retenu et étudié par le Pays de Faverges s'appuie sur les orientations de cadrage fixées dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Bassin Annécien :

- une limitation de la consommation foncière en fonction du rang de polarité des communes (défini dans le SCOT) ;
- 90 % du développement possible des communes sur un ou deux sites maximum ;
- un objectif de densité des logements à l'hectare en fonction du rang de polarité des communes.

Le projet de PLUI prévoit la création de 1 587 logements à l'horizon 2026, répartie de la manière suivante :

- 51 % sur la commune de Faverges (commune de Rang B au SCOT) ;
- 25 % sur la commune de Doussard (commune de rang C au SCOT) ;
- 24 % sur les 8 autres communes (de rang D au SCOT).

La Commission Urbanisme s'est également attachée à considérer particulièrement les secteurs limitrophes entre la CCPF et la CCVT, situés sur les communes du Bouchet-Mont-Charvin, des Clefs et de Serraval. Ces secteurs contigus sont tous classés en zones Agricole ou Naturelle.

La Commission Urbanisme a porté une attention plus spécifique au règlement du PLUI et celui du Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Bouchet-Mont-Charvin, concernant le hameau de "Ville de Rosset", à cheval sur les deux territoires.
Dans chacun des PLU, le hameau est situé en zone agricole avec un indice particulier permettant des adaptations du bâti existant différent d'un PLU à l'autre, notamment en termes de hauteur et de surface d'extension.

Au vu des éléments présentés, il est proposé au Conseil Communautaire :

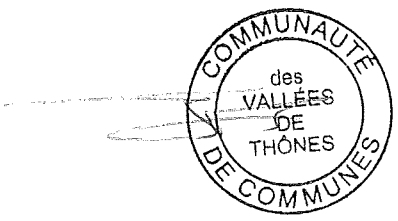
- d'émettre un avis favorable au projet arrêté de PLUI de la CCPF ;
- de solliciter auprès de la CCPF, une cohérence du règlement écrit avec le PLU de la Commune du Bouchet-Mont-Charvin pour le Hameau de "Ville de Rosset" à cheval sur le territoire des deux Communautés de Communes, CCPF et CCVT.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire, à l'unanimité :

- **ÉMET** un avis favorable au projet arrêté de PLUI de la CCPF ;
- **SOLLICITE** auprès de la CCPF, une cohérence du règlement écrit avec le PLU de la Commune du Bouchet-Mont-Charvin pour le Hameau de "Ville de Rosset" à cheval sur le territoire des deux Communautés de Communes, CCPF et CCVT.

Ainsi fait et délibéré aux lieux et date susdits
Monsieur Le Président,
Gérard FOURNIER-BIDOZ.





Association
LAC d'ANNECY
ENVIRONNEMENT
BP 11
74320 SEVRIER

Lettre recommandée avec AR

Sévrier le 22 janvier 2016

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE FAVERGES
28 JAN. 2016
N° 264 S PLUi

Monsieur Michel COUTIN
Président
Communauté de Communauté du Pays de Faverges
« Le Carré des Tisserands »
32, route d'Albertville
74210 FAVERGES

Monsieur le Président,

Suite à votre envoi du CD ROM consacré aux dossiers du PLUI arrêtés le 10-11-2015 je vous prie de trouver ci-après les observations que notre association a pu faire à ce sujet.

En premier lieu, il a été frappant de constater qu'aucune route n'est indiquée sur les plans des zones concernées alors que celles-ci constituent un élément indispensable au repérage de ces secteurs.. Pour en avoir le cœur net, je me suis rendu aux bureaux de la CCPF pour consulter les tirages sur papier de ces mêmes plans où j'ai pu faire la même constatation.
Il est pourtant absolument nécessaire que les routes soient indiquées sur les plans, faute de quoi, le public n'a aucune chance de pouvoir s'orienter dans ses recherches et de pouvoir ainsi formuler des remarques.

Concernant le PADD, j'avais, en son temps, adressé une lettre d'observations à Madame REY à la suite de la réunion de présentation de celui-ci. Vous la trouverez en pièce jointe à cette lettre. Elle est en effet toujours d'actualité.

Quelques zones étant un peu mieux localisées que les autres nous ont permis néanmoins de formuler les quelques remarques qui suivent, toutes sont basées sur les prescriptions du Code de l'Urbanisme au chapitre des lois Littoral et Montagne

- Bredannaz « Au Chenevier vieux » : Il s'agit d'une zone d'habitat de très faible densité située dans la bande des 100m par rapport au lac. La densification de cette zone apparaît comme extrêmement contestable.

- Chaparon- La Ravoire partie Lathuile : La zone 1AUb constitue une extension non justifiée.

- Marceau-dessous (Doussard): Zones Ub et Uc permettant la densification d'un secteur d'habitat dispersé.

-

- Marceau dessus (Doussard) Zone 1AUbh constituant une extension dans un secteur d'habitat de très faible densité et au détriment de terres agricoles exploitées et en situation de co-visibilité avec le lac.

Verthier (Doussard) : mêmes observations pour ce qui est des zones entourant le cœur du hameau et plus particulièrement pour le secteur 1AUb au lieudit « la Croix » qui retire 2,4 hectares à l'agriculture. Ce zonage est contesté dans le recours que notre association a adressé au TA de Grenoble pour demander l'annulation du PLU de la commune d'une part et ces terrains ayant, malgré l'instruction en cours, bénéficié depuis d'un permis de construire 63 logements un recours pour demander son annulation a été déposé par notre association ainsi que par un collectif de 72 résidents de Verthier.

Les Vernays : L'extension importante de la zone artisanale va se faire au détriment de bonnes terres agricoles faciles à cultiver ce qui extrêmement regrettable.

Même observation concernant la commune de Marlens où les zones classées 1AUxi, 1AUx et 2 AUx réduisent d'une façon inadmissible les rares terrains agricoles situés en plaine.

Quant au reste, encore une fois, l'impossibilité de se repérer empêche d'émettre le moindre avis sur le zonage des autres secteurs de la CCPF. Il apparaît malgré cela que les emprises sur les espaces agricoles de la CCPF paraissent importantes et pourraient faire l'objet d'observations défavorables de la part de la CDPNAF.
On remarquera enfin à ce sujet que le nombre d'hectares concerné n'est pas quantifié et que l'impact dû à leur changement d'affectation n'est pas étudié pour évaluer ses effets sur les professions agricoles et leurs capacités de production.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Alain MOYSAN
Président ALAE

Pièce jointe : Lettre à Madame Sylviane REY en date du 4 décembre 2013

CCI HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE FAVERGES
- 1 FEV. 2016
N° 284 S PG/MCN

copie SC

NEO - L 6

Le Président,

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE FAVERGES
"LE CARRE DES TISSERANDS" - 32 RTE
D'ALBERTVILLE
BP 42
74210 FAVERGES

Dossier suivi par : François BORDELIER
Tél. : 04 50 33 72 30
Fax : 04 50 33 72 95
E-mail : fbordelier@haute-savoie.cci.fr

Annecy, le 25 janvier 2016

N/Réf. : GM/LP/FB - 21604429
V/Réf. : N° 1135/15

Objet : PLU intercommunal

Monsieur le Président,

La CCI Haute-Savoie a bien reçu les projets de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) élaborés par la Communauté de Communes du Pays de Faverges (CCPF), ce dont nous vous remercions.

Après avoir pris connaissance du contenu de ces deux dossiers avec beaucoup d'attention, la CCI Haute-Savoie souhaite souligner différents points, principalement en lien avec le projet de PLUi que votre Conseil communautaire a arrêté le 10 novembre dernier.

Nous avons bien noté la volonté de l'intercommunalité que vous présidez de conforter les activités de production sur votre territoire, notamment en optimisant les zones d'activités existantes et en offrant une réponse à court et moyen terme sur le plan du foncier économique disponible.

La CCI Haute-Savoie souscrit par ailleurs à la stratégie du Pays de Faverges de développer un tourisme « 4 saisons » et d'améliorer, sur la plan quantitatif mais aussi qualitatif, l'offre en hébergements touristiques.

En ce qui concerne l'appareil commercial de la CCPF, nous partageons bien évidemment votre souhait de pérenniser, soutenir et développer le commerce et les services de proximité, en confortant les centralités de votre territoire.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes prévoit une extension de la zone des Boucheroz pour renforcer la centralité de Faverges, ce qui rejoint l'une des préconisations formulées par la CCI Haute-Savoie il y a déjà plusieurs années. Toutefois, les collectivités concernées devront veiller à ce que ce projet soit en adéquation avec le marché. En effet, l'équipement commercial du territoire reste et restera positionné principalement sur la proximité (la zone de chalandise ne comptant que 20 000 habitants). Un développement trop important (et trop rapide) des Boucheroz pourrait donc remettre en question la pérennité du commerce du centre-bourg.

.../...

A ce sujet, il nous semble que les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) relatives à ce site pourraient apporter des indications quant à la taille, au nombre et à la typologie des surfaces commerciales attendues. De même, ces OAP pourraient déjà préciser l'organisation envisagée sur ce site pour éviter -particulièrement dans sa partie Nord- que la cohabitation activités commerciales / activités de production ne soit source de problèmes en matière d'usage, de lisibilité et de fonctionnement de la zone. Enfin, ce projet d'extension doit être appréhendé au regard du SCoT du Bassin annécien qui stipule que les commerces de plus de 300 m² doivent s''implanter de façon préférentielle dans les centralités ou au sein des ZACOM, périmètres qui ne recouvrent pas la zone des Boucheroz.

Nous avons également pris bonne note de la décision de la CCPF de créer une zone de stockage des déchets inertes (répondant ainsi aux attentes des entreprises du BTP), ainsi que des projets portés par votre intercommunalité en matière de desserte du Pays de Faverges, d'infrastructures numériques et de logements, qui sont autant de composantes influant sur la compétitivité économique d'un territoire.

Pour finir, la CCI Haute-Savoie vous précise qu'elle n'a pas de remarque particulière à formuler quant au projet de RLPi, qui vise à conforter les pôles commerçants, à veiller à l'efficacité de la signalétique touristique et dans les sites économiques, et à permettre une bonne visibilité des activités isolées.

Vous souhaitant bonne réception de ces remarques, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleures salutations.

Guy METRAL



Asters
Conservatoire
d'espaces naturels
Haute-Savoie

Asters – CEN Haute-Savoie
84 route du Viéran
74370 PRINGY
Tél. 04 50 66 47 51
www.asters.asso.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE FAVERGES
15 FEV. 2016
N° 429 S PG

Monsieur Michel COUTIN
Président
Communauté de communes des sources du Lac d'Annecy
« le Carré des Tisserands »
32 route d'Albertville – BP 42
74210 FAVERGES

VOTRE INTERLOCUTEUR

Aline Breton
Tél. 04 50 66 47 57
aline.breton@asters.asso.fr

Objet : PLUI du Pays de Faverges
Réf. : AB/CS
P.J. :

Pringy, le 01 février 2016

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu nous transmettre le projet de PLUi du Pays de Faverges et je vous en remercie.

Nous tenons à saluer le travail important réalisé, la concertation exemplaire avec l'ensemble des acteurs et la très bonne prise en compte du patrimoine naturel dans l'ensemble du PLUi et donnons un avis favorable à ce projet.

Les sites naturels et agricoles à enjeux, notamment les zones humides, les prairies sèches, les corridors et les espaces protégés sont clairement identifiés dans le document graphique règlementaire et le règlement propose des dispositions spécifiques à ces milieux permettant leur préservation.

La définition d'une disposition particulière relative à la trame verte et bleue, avec notamment la prise en compte des zones humides et de leurs espaces de bon fonctionnement et des espaces boisés classés est à souligner et permettra de sensibiliser les différents porteurs de projets à ces enjeux. Il serait néanmoins intéressant d'étudier la possibilité d'appliquer le même règlement aux espaces de bon fonctionnement qu'aux zones humides, en ce qui concerne l'interdiction des constructions.
Nous attirons également votre attention sur l'OAP située sur les Vernays, à Doussard, de façon à ce que cet aménagement (installation d'un maraîcher) n'ait aucun impact négatif sur le marais de Giez, Faverges et Doussard, à proximité immédiate.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués et vous remercie pour cette fructueuse collaboration.

Bien cordialement,

Le Directeur,
Christian SCHWOEHRER

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES
18 FEV. 2016
N° 458 S PG/DCO/16
DCN

La Déléguée Territoriale

Dossier suivi par : Lucille Mouchet

Tél. : 03.85.21.96.50
Mail : l.mouchet@inao.gouv.fr –
inao-macon@inao.gouv.fr

Communauté de communes du Pays de Faverges
« Le Carré des Tisserands »
32 route d'Albertville
B.P 42
74210 FAVERGES

Mâcon, le 11 février 2016

V/Réf : courrier du 20 novembre 2015

N/Réf : CM/LM-16-125
Objet : projet PLUi du Pays de Faverges

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 20 novembre 2015, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de PLUi du Pays de Faverges.

Le Pays de Faverges est situé dans les aires géographiques des AOP (Appellations d'Origine Protégée) « Abondance », « Reblochon », « Chevrotin » et « Tome des Bauges ». Il est également compris dans les aires géographiques des IGP (Indication Géographique Protégée) « Emmental de Savoie », « Emmental français Est-Central », « Gruyère », « Pommes et Poires de Savoie » et « Tomme de Savoie ».

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP et IGP concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Pour le Directeur
et par délégation,
Christèle MERCIER

Copie : DDT 74

INAO - Délégation Territoriale Centre-Est
SITE DE MACON
37 Boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 MACON Cedex
TEL : 03 85 21 96 50 / TELECOPIE : 03 85 21 96 51
www.inao.gouv.fr
INAO-MACON@inao.gouv.fr

AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE
SAVOIE MONT-BLANC
73 | 74

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE FAVERGES
23 FEV. 2016
N° 481 S PG/LG/DCO/SCN

Communauté de Communes du Pays de Faverges
A l'attention de Monsieur le Président
32 route d'Albertville
74210 FAVERGES

ANNECY
Siège social
52 avenue des Iles
74994 ANNECY CEDEX 9
Tél : 04 50 88 18 02
Fax : 04 50 88 18 08
contact@haute-savoie.chambagri.fr

SAINT BALDOPH
40 rue du Terraillet
73190 SAINT BALDOPH
Tél : 04 79 33 43 36
Fax : 04 79 33 92 53
contact@savoie.chambagri.fr

Pôle Territoires
Dossier suivi par Caroline GARY – site d'Annecy
04.50.88.18.17 – 06.88.03.98.52
Réf : PJ/CL/CG/mg

Saint Baldoph, le 17 février 2016

Objet : **Avis de la Chambre d'Agriculture concernant l'arrêt du PLUi de la communauté de communes du Pays de Faverges**

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la Chambre d'Agriculture quant au projet arrêté du PLUi de la communauté de communes du Pays de Faverges.

Nous vous prions de trouver ci-après les remarques de la profession agricole.

Nous souhaitons vous rappeler, au préalable, que nous examinons votre projet de PLUi arrêté au regard des enjeux agricoles et également au regard des prescriptions du D.O.O. du S.C.o.T. du Bassin Annécien.
En effet, le S.C.o.T. du Bassin Annécien, approuvé en février 2014, fixe des orientations en matière d'aménagement et d'urbanisme à échéance 2034.
Concernant la notion de compatibilité avec le D.O.O. du S.C.o.T., nous constatons avec satisfaction que votre projet de PLUi prévoit une consommation foncière par l'urbanisation à vocation d'habitat en extensif, à horizon 2026, en-deçà des objectifs du S.C.o.T. dont l'échéance est 2034.
Cela tend à traduire une volonté de maîtriser la croissance des communes de votre EPCI et de ne pas obérer les possibilités d'évolution future, à échéance du S.C.o.T. du Bassin Annécien. Néanmoins, cette limitation de l'urbanisation en extensif est possible par les possibilités de constructions encore très importantes en « dents creuses » (plus de 30 ha), résultat de l'étalement urbain passé.

Concernant les orientations en matière d'activité économique, nous remarquons avec satisfaction que, même si l'intégralité de la capacité offerte par le S.C.o.T. a été inscrite dans le projet de PLUi, la zone d'activité économique à rayonnement intercommunal localisée à Marlens fait l'objet d'un phasage permettant une ouverture progressive de ce secteur et une maîtrise à l'échéance 2034.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Siret 130 016 926 00011
APE 9 411 Z
www.synagri.com/smb
www.services.casmb.fr

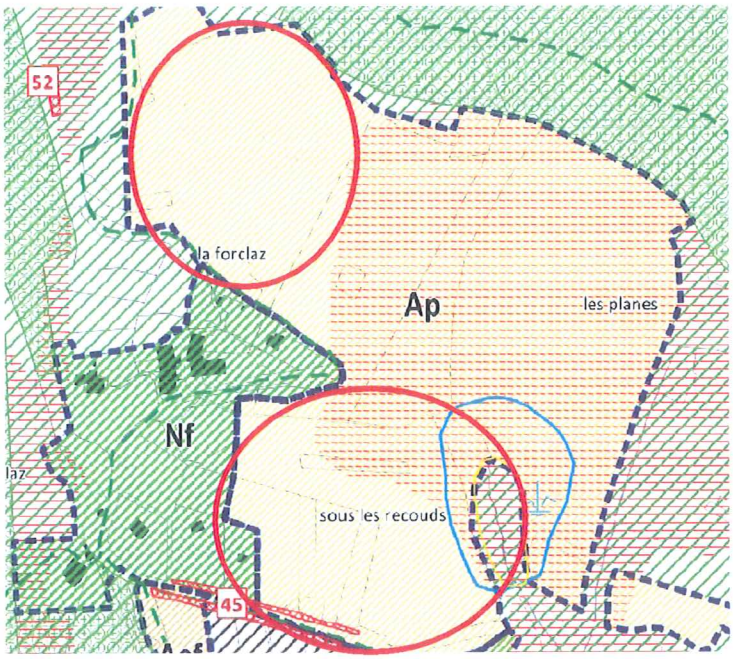
Toutefois, cette zone étant inscrite majoritairement sur des espaces agricoles actuellement exploitée, nous souhaitons qu'une étude d'impacts agricoles soit réalisée afin de déterminer les préjudices et dommages causés aux exploitations agricoles ainsi que les mesures compensatoires à mettre en place, dans la logique « éviter-réduire-compenser ». Plus généralement, notre Compagnie vous propose de co-construire une convention entre votre collectivité et la profession agricole afin d'établir un partenariat et un cadre pour ces projets d'aménagement.

D'un point de vue consommation foncière et orientations en terme d'habitat et d'activités économiques, hors agricoles, le projet de PLUi est donc satisfaisant.

- **Règlement – Zonage**

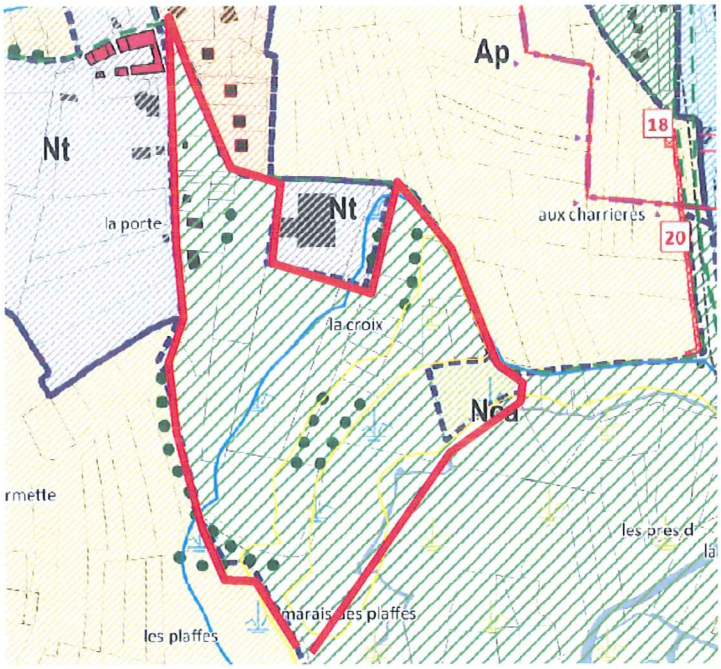
Concernant la prise en compte de l'activité agricole et de ses enjeux, nous émettons un avis défavorable quant au projet de PLUi.
En effet, une douzaine d'exploitations agricoles ont leurs bâtiments agricoles classés au sein de secteurs Ap, limitant ainsi leur extension à 200 m² de SDP et interdisant toute nouvelle construction. Les objectifs de pérennisation de l'activité agricole affichés dans les différents documents du projet de PLUi ne sont donc pas compatibles avec le règlement écrit du PLUi arrêté.
Comment les exploitations agricoles peuvent-elles se consolider avec un règlement si contraignant ?
A titre d'illustration, une mise aux normes nécessitant par exemple la construction d'une fumière, dans l'objectif d'améliorer les performances environnementales et sanitaires de l'exploitation agricole, sera interdite. De même, le développement d'une exploitation agricole, la diversification par la création d'un atelier maraîchage sera impossible puisque les nouvelles constructions sont interdites dans le secteur Ap.
Le règlement du secteur Ap interdit également les aménagements / travaux légers agricoles. A titre d'exemple, un accès aux tènements agricoles par les troupeaux ne peut pas être réalisé en secteur Ap alors qu'il peut être nécessaire pour des raisons sanitaires notamment.
Nous ne pouvons donc pas accepter ces orientations qui grèvent la pérennité de l'activité agricole sur le territoire du Pays de Faverges et qui sont contradictoires avec les orientations du P.A.D.D. Nous vous demandons de réexaminer l'intégralité du règlement de la zone agricole et de classer en Ap les secteurs dont la préservation du paysage et/ou de l'environnement justifie réellement l'interdiction de toutes constructions, installations et des aménagements légers agricoles. Les exploitations agricoles existantes doivent pouvoir évoluer dans les mêmes conditions quelle que soit leur localisation. Nous vous proposons donc d'étendre les secteurs Aef autour de tous les bâtiments agricoles existants de manière à permettre les installations et/ou constructions agricoles nouvelles mais également de remplacer le zonage Ap par un zonage Aef sur l'ensemble des secteurs où l'interdiction des constructions/installations agricoles n'est pas objectivement justifiée. Enfin, le règlement du secteur Ap doit autoriser les aménagements ou travaux agricoles légers nécessaires aux exploitations agricoles.
Enfin, nous souhaitons que le P.A.D.D. prévoit la possibilité d'engager des modifications du PLUi afin de reclasser un secteur Ap en Aef pour permettre la réalisation d'un projet agricole que nous n'aurions pas pu anticiper.
Ce ne sera que lorsque ces conditions seront réunies que la pérennisation et le développement de l'activité agricole seront garantis.

Vous trouverez ci-après des exemples de modification de zonage demandé, sans que cela soit exhaustif.



Carte 1 :

Afin de permettre l'implantation de bâtiments agricoles dans ce secteur, permettant ainsi son exploitation, nous souhaitons que de la zone Aef soit inscrite à la « Forclaz » et « sous les recouds ».

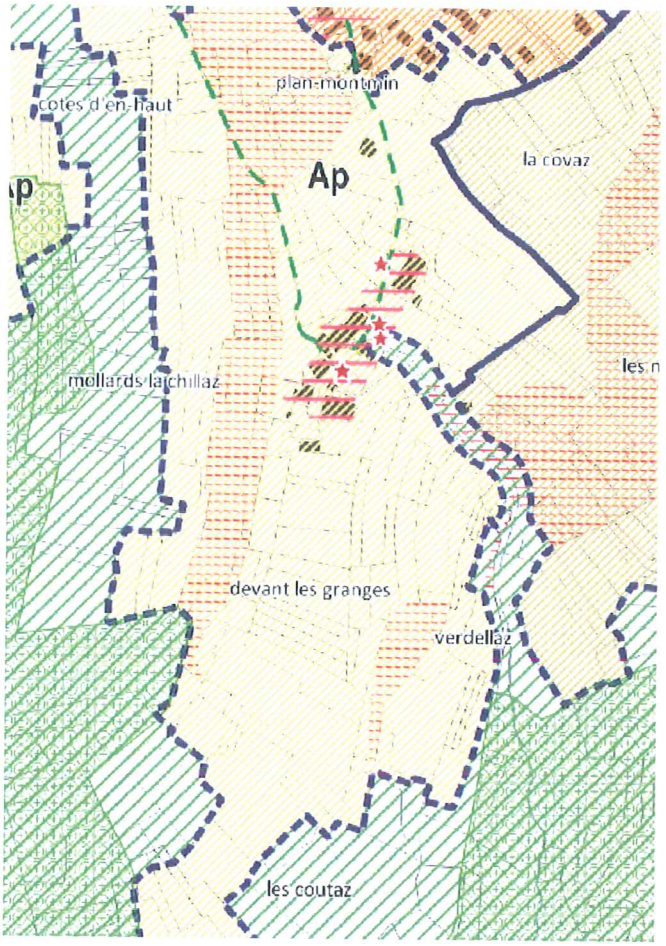


Carte 2 :

Une activité agricole, en maraîchage, est implantée au lieu-dit « la Croix ». Or, il semble que ce secteur soit classé N1A, interdisant toute nouvelle construction y compris agricole. Cette exploitation ne peut donc pas être pérennisée sur ce site.

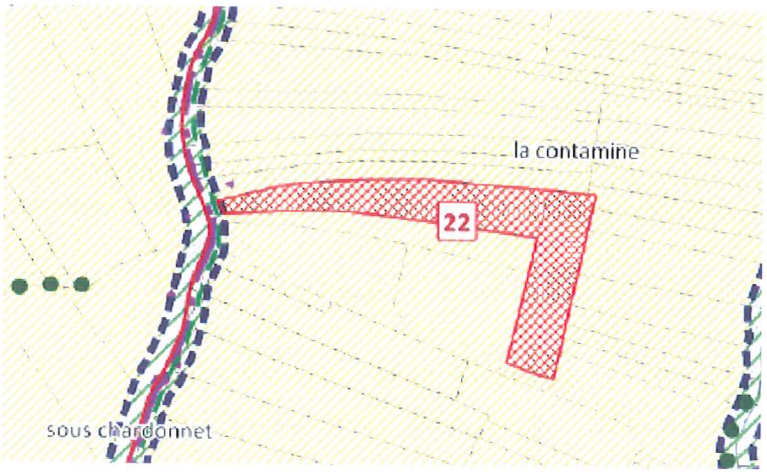
De plus, en cas de sinistre, les installations agricoles peuvent-elles être reconstruites sur ce site ?

Nous souhaitons que vous classiez ce secteur maraîcher en zone Aef afin de consolider cette activité agricole existante.



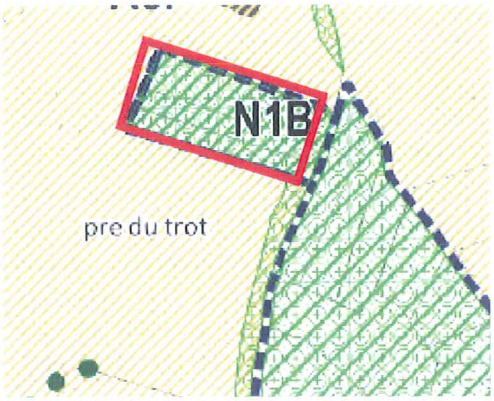
Carte 3 :

Afin de permettre l'implantation de bâtiments agricoles dans ce secteur, permettant ainsi son exploitation, nous souhaitons que de la zone Aef soit inscrite à « devant les granges ».



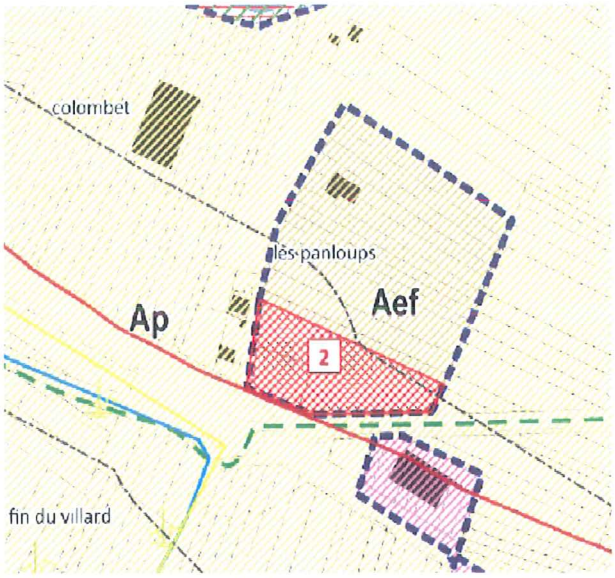
Carte 5 :

Compte tenu de la nature même de l'installation et du fait que son implantation rend incompatible l'exercice de l'activité agricole, le cimetière ne doit pas être classé en zone A. De plus l'emplacement réservé n°22 destiné à une extension future de cette installation ne semble pas justifiée à l'échéance du PLUi, les possibilités d'extension existant déjà autour du cimetière. Nous souhaitons que l'ER22 soit supprimé.



Carte 5 :

Le secteur N1B semble correspondre à une parcelle exploitée, une sapinière. Il s'agit donc d'une exploitation agicole. Aussi, nous vous demandons de reclasser ce secteur en zone A.



Carte 6 :

Une exploitation agricole s'est délocalisée au lieu-dit « panloups ». Elle est classée en zone Aef, ce qui devrait lui permettre de se développer sur ce site. Or, dans ce même secteur Aef, vous projetez de délocaliser la caserne des pompiers.

La zone Aef est à vocation agricole. Seules les constructions liées et nécessaires aux exploitations agricoles peuvent y être autorisés. Permettre la construction d'un tel équipement contreviendrait aux dispositions du code de l'urbanisme dans le sens où cela rendrait impossible l'exploitation agricole des terrains sur lequel elle se situe.

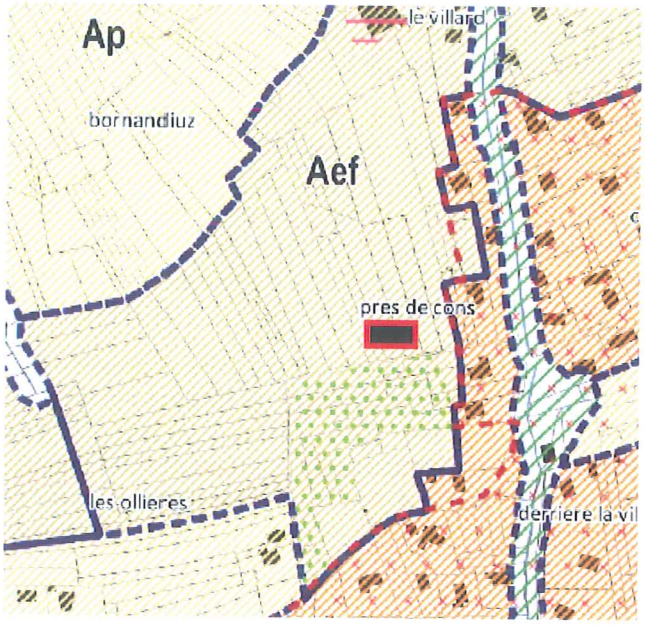
De plus, cela rapprocherait des tiers à proximité d'une exploitation agricole qui a d'ores et déjà investi pour se délocaliser au sein d'un espace agricole. Nous vous demandons de supprimer cet emplacement réservé et d'élargir le secteur Aef au « colombet », siège d'une exploitation agricole.



Carte 6 :

Vous inscrivez un emplacement réservé en zone Aef pour y construire un cimetière. Ce classement est contraire aux dispositions du code de l'urbanisme et de la zone A. De plus, est-il opportun de prévoir l'extension du cimetière à proximité immédiate d'une exploitation agricole alors que le cimetière existant est de l'autre côté de la voirie et qu'il existe des possibilité d'extension en continuité, sur la parcelle A2374 ?

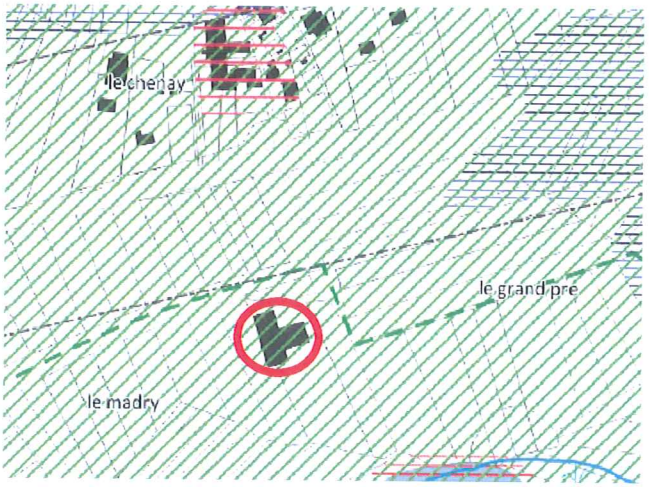
Nous vous demandons de supprimer cet emplacement réservé.



Carte 7 :

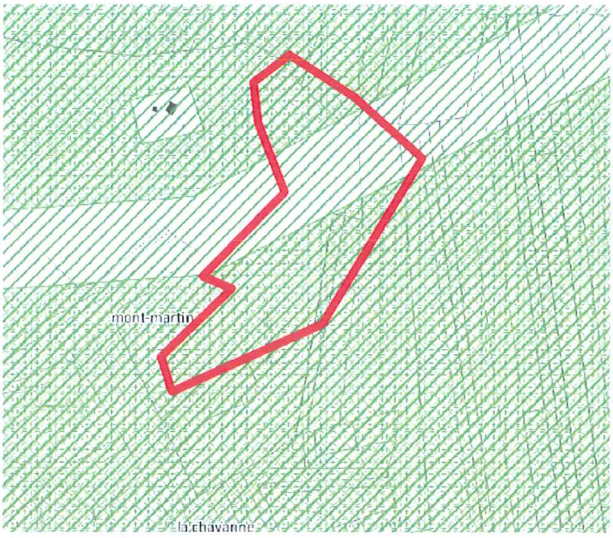
Les bâtiments récents d'une exploitation agricole ne sont pas identifiés au lieu-dit « prés de Cons ». Il y a lieu de les cartographier, parcelles D866 et 867.

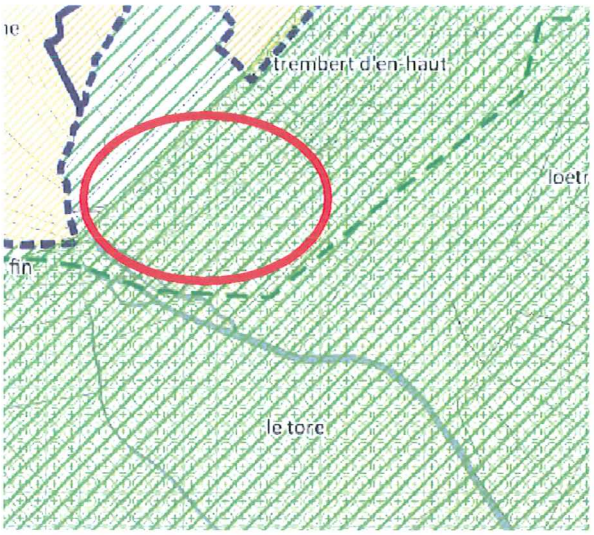
De même le cimetière et son parking, parcelles D878, 877, 880, 1990, 1992, sont classés en zone A, ce qui est incompatibles avec les dispositions du code de l'urbanisme.



Carte 7 :

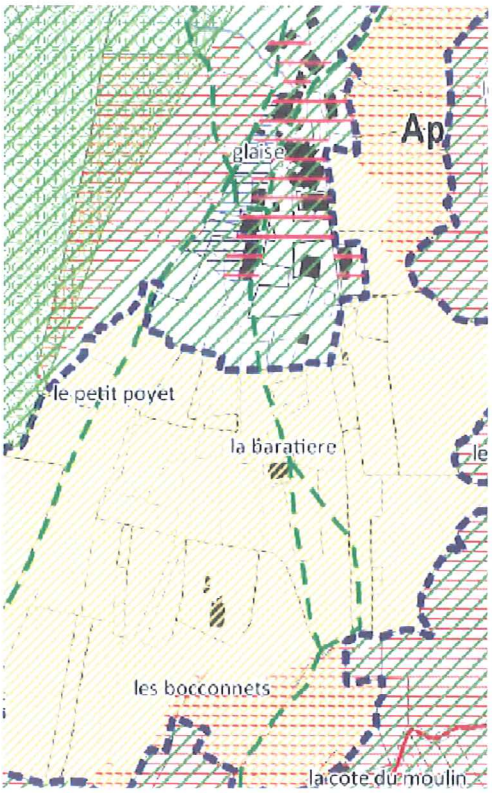
Les bâtiments d'une exploitation agricole au lieu-dit « le Madry », commune de Saint-Ferréol, sont classés vraisemblablement en zone N1A, ce qui bloque tout projet. Nous vous demandons de les classer en zone Aef afin de pérenniser cette activité agricole.





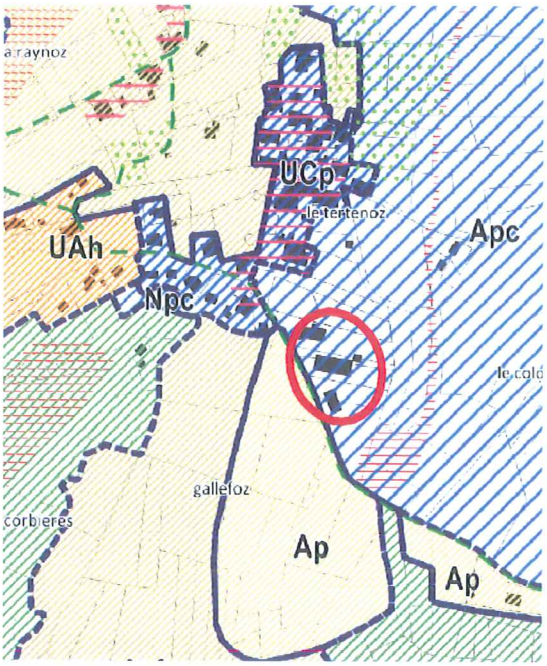
Carte 8 :

Plusieurs secteurs agricoles ont été classés en zone N avec l'inscription d'un EBC (« Mont Martin » et « Tremblet d'en Haut »). Compte tenu de cette réglementation nous vous demandons de classer les parcelles agricoles en zone A et de supprimer l'EBC.



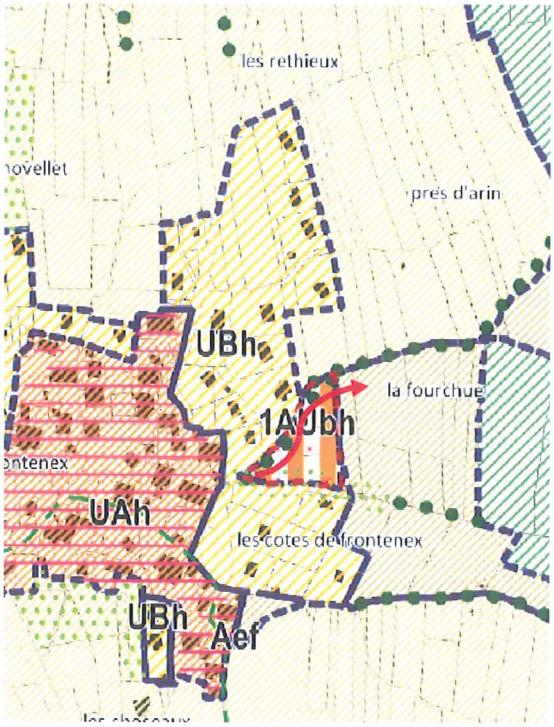
Carte 10 :

Une exploitation est actuellement implantée dans le hameau de « Glaise ». Afin de pérenniser cette activité, sa délocalisation doit être anticipée et autorisée. Nous vous demandons donc de classer le secteur de la « baratière » en Aef.



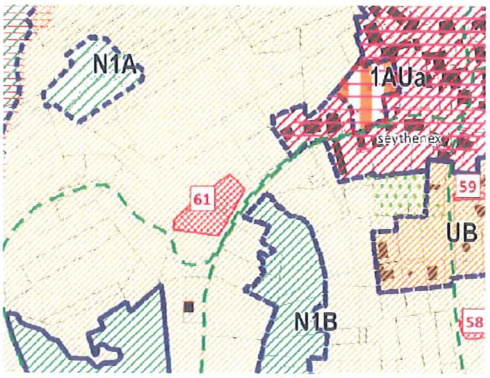
Carte 11 :

Une exploitation agricole est classée en zone Apc (protection de captage). Si cette exploitation doit évoluer, sa seule possibilité sur ce site est à « Galletoz ». Or, ce secteur a été classé en Ap, interdisant toute nouvelle construction. En l'état actuel, l'exploitation agricole est condamnée. Nous vous demandons de classer le secteur de « Galletoz » en Aef afin d'autoriser les nouvelles constructions agricoles.



Carte 11 :

Une zone d'urbanisation à vocation d'habitat est prévue en extension de l'enveloppe urbaine existante à la « fourchue » - zone 1AUbh. Cette extension a lieu au sein d'un espace agricole. L'exploitation agricole des parcelles contigües doit être assurée. Pour cela, nous souhaitons qu'un accès soit inscrit dans l'OAP par exemple.



Carte 11 :

Un emplacement réservé, n°61, a été inscrit au sein de la zone Aef, pour la création d'ateliers municipaux. Ces constructions ne peuvent être autorisées au sein de la zone A dès lors qu'elles ne sont pas compatibles avec l'exercice de l'activité agricole et qu'elles compromettent l'exploitation agricole. Nous avons appris que vous souhaitez modifier l'objet de l'ER pour autoriser un parking, ce qui est également incompatible avec la vocation agricole du secteur. De plus, ce genre d'installation va fermer une ouverture vers l'espace agricole depuis l'exploitation agricole située à proximité immédiate. Nous vous proposons une alternative : réaliser le parking vers le secteur N1B de la « carrière » (non visible sur l'extrait de la carte).

Enfin, concernant le zonage, nous tenons à souligner la grande difficulté de lecture du règlement graphique due aux nombreux sous-zonages créés et la symbologie des entités est confuse (hachurage plus ou moins épais, couleur identique…). Par ailleurs, il semblerait que le secteur N1A ne soit pas indiqué comme les autres secteurs sur les cartes et de ce fait nous ne sommes pas certains d'avoir lus correctement le zonage.

Règlement écrit

Article A2 – Occupations et utilisations du sol autorisées sous conditions

Page 98. Nous souhaitons que les projets de carrières, le cas échéant, soient délimités précisément sur le plan de zonage, et ainsi ne pas les autoriser de manière générale au sein de la zone A. La remise en état des terrains doit également être déterminée en amont du projet et elle doit être agricole si le projet se situe dans un espace agricole.

Par ailleurs, nous vous rappelons que le cadre régional « matériaux et carrières » définit un certains nombres d'orientations qu'il y a lieu de prendre en compte dans le PLUi, notamment concernant l'activité agricole.

Page 99. Comme nous vous l'avions déjà indiqué, nous souhaitons que le terme de « construction à usage d'habitation des exploitants agricoles » soit remplacer par « local de surveillance » intégré voire accolé aux bâtiments agricoles existants, et limité à 40 m² de surface de plancher et ce, dans un souci d'économie de consommation foncière.

Comme vous l'indiquez page 97, « la zone A est destinée aux secteurs de la commune à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ». La phrase inscrite en page 99 « les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière… » doit donc être modifiée afin de ne prendre en compte que les exploitations agricoles, les exploitations forestières étant gérées au sein des zone N, naturelles ou forestières.

Nous nous interrogeons quant à la signification de la notion de « parfaite intégration paysagère » exigée pour les serres de production. En effet, vous affichez dans le P.A.D.D. votre volonté de diversifier les productions agricoles. Cette notion de « parfaite intégration paysagère » ne doit pas grever les projets de diversification sur votre territoire.

Concernant les secteurs d'alpage identifiés Alp, il est nécessaire de rappeler que leur intérêt touristique, environnemental, paysager tient au fait qu'ils sont encore exploités par l'agriculture. Compte tenu des installations existantes généralement anciennes qui peuvent notamment nécessiter des aménagements, des extensions voire de nouvelles constructions agricoles, il y a lieu de modifier le règlement écrit du secteur Alp.

Compte tenu de notre avis concernant notamment le classement de nombreux bâtiments agricoles en secteur Ap et du règlement qui n'assurent pas la pérennité des exploitations agricoles, et compte tenu de notre rencontre le 16 février 2016, nous nous tenons à votre disposition pour réexaminer l'ensemble de ces points, discerner les besoins de chacun et trouver en concertation les moyens d'y répondre.

Souhaitant qu'une suite favorable soit donnée à notre demande et dans l'attente d'un prochain rendez-vous, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de nos sincères salutations.

Patrice JACQUIN,
Président de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture Savoie Mont-Blanc

P/O Cédric LABORET,
2ème Vice-président de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture Savoie Mont-Blanc

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement

Service habitat construction ville durable

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE FAVERGES
23 FEV. 2016
N° 480 S PG/LG/DLO/RCN

Lyon, le 18 Février 2016

Affaire suivie par :
Benjamin Blond / Marie Thiery
Tél. 04 26 28 64 77 / 04 73 43 15 64
Courriel :crhh-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

à

Monsieur le président de la communauté
de communes du Pays de Faverges

Objet : Avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) sur le plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUiH) de la communauté de communes du Pays de Faverges (CCPF), récemment renommé « Sources du Lac d'Annecy»

Les membres du bureau du CRHH ont pris connaissance avec intérêt du PLUiH de la CCPF qui leur a été présenté lors de la séance du 9 février 2016.

Ils ont bien noté que cette communauté de communes (15 000 habitants environ) est couverte par le SCoT du bassin annécien approuvé en février 2014 et que des communes de l'EPCI ont fusionné le 1er janvier 2016. La croissance démographique du territoire est relativement forte (1,4 % par an) et le caractère résidentiel du territoire a tendance à s'accentuer.

Les membres du bureau ont particulièrement apprécié la mise en œuvre d'une démarche de PLUiH, encore trop peu portée par les intercommunalités en général mais qui présente pourtant une véritable plus-value pour l'intégration des problématiques urbanisme et habitat.

Au vu du dossier présenté, les membres du bureau du CRHH **émettent un avis favorable au volet habitat de ce projet de PLUiH avec les points de vigilance suivants :**

- la commune de Doussard étant rentrée dans le dispositif SRU en 2013, son taux de logement social est très faible (6,8 % au 1er janvier 2015) et le risque de mise en constat de carence en 2017 est fort. L'objectif en logements sociaux pour cette commune devrait être très sensiblement augmenté pour l'année 2016, la commune n'ayant financé aucun logement social en 2014 et 2015.
- la gouvernance et l'instance politique de coopération intercommunale sur le volet habitat du PLUiH devront être précisées rapidement afin de pouvoir mettre en œuvre de manière opérationnelle les actions programmées.

- la connaissance des jeunes doit être améliorée, avec par exemple la réalisation d'un diagnostic approfondi des besoins, ce qui permettra de déterminer plus finement les financements et les produits à mettre en place pour ce type de public.

- des compléments apportés dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation seraient utiles, avec par exemple l'identification d'emplacements réservés pour favoriser la production de logements sociaux ou encore l'identification de foncier disponible. L'outil « Mieux Connaître pour Mieux Agir » mis en œuvre en Haute-Savoie concourra également à cet objectif.

Enfin, le PLH présente certaines imprécisions qu'il conviendrait de corriger de manière à produire des bilans clairs sur la base d'objectifs clairs. Les points à préciser sont notamment :

- le nombre total de logements sociaux à produire (objectif différent entre les actions 1 et 6)
- la définition précise des « logements favorisant la diversité de l'habitat » évoqués en page 22 des OAP.

Isabelle LASHOLES
Directrice adjointe

Chambres de Métiers
et de l'Artisanat
Haute-Savoie

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE FAVERGES
24 FEV. 2016
N° 492 S 26/16/180 JM

AGIR POUR REUSSIR
www.artisanat.fr

Annecy, le 15 février 2016

Nos Références :
FL/CM/CMo/SDL/ML

Vos Références :
Courrier reçu le 24/11/2015

Dossier suivi par :
Séraphine DE LUCA ☎ 04 50 23 92 44
Muriel LAPERRIERE ☎ 04 50 23 92 33

Monsieur Michel COUTIN
Président de la Communauté de
Communes du Pays de Faverges
« Le Carré des Tisserands »
32 roue d'Albertville – BP 42
74210 FAVERGES

Objet : Projet d'élaboration du PLUi et du RLPi

Monsieur Le Président,

Vous avez transmis, pour avis, les projets d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et du Règlement Local de Publicité intercommunal de votre territoire à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Savoie, et nous vous en remercions.

En introduction et éventuellement pour compléter votre rapport de présentation :

- L'artisanat, avec 369 établissements recensés (données Répertoire des Métiers au 31/12/2015) représente près de 45 % des établissements du territoire. L'activité artisanale se compose de 43 % d'entreprises du secteur du BTP, 30 % du secteur du service, 20 % du secteur du bois et de la fabrication et 7 % du secteur de l'alimentaire.
  42 % des entreprises artisanales sont situées sur Faverges-Seytenex et 30 % sur Doussard.

- En moyenne, le territoire a bonne densité artisanale (nombre d'entreprises artisanales par rapport au nombre d'habitants) : 23 entreprises pour 1 000 habitants, ce qui est supérieur à la moyenne départementale de 21 entreprises pour 1 000 habitants. On remarque cependant de fortes disparités entre les communes : par exemple entre Chevaline (14 entreprises pour 1 000 habitants) et Doussard (31 entreprises pour 1 000 habitants).

Nous notons dans votre rapport de présentation que l'artisanat est seulement cité en page 315, dans la rubrique Industrie et Artisanat. Il n'est pas cité en page 319, dans la rubrique Commerces, Services et Equipements.

Or, les activités artisanales couvrent une diversité de métiers : liés à la fabrication, au bâtiment, aux métiers de bouche et aux activités de services. Les activités alimentaires et les services sont notamment des activités dites de proximité compatibles avec l'habitat. De plus, de nombreux artisans ont une double immatriculation : à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et à la Chambre de Commerce et d'Industrie. Ils sont souvent, par simplicité, regroupés sous l'intitulé « Commerces et Services ».

Aussi, nous vous encourageons à préciser, dès votre rapport de présentation, les activités artisanales dans les activités de proximité, au même titre que les commerces, les services et les équipements.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'une activité artisanale requiert l'existence d'une zone de chalandise suffisante pour assurer sa pérennité. Une étude économique au cas par cas est nécessaire, ainsi que l'étude le plus en amont possible des constructions, des caractéristiques des locaux afin que ceux-ci soient adaptés aux besoins de chaque activité et à leurs contraintes (livraison par exemple).

Concernant les commerces de proximité, nous notons que Doussard et Faverges-Seytenex sont les deux communes regroupant l'offre la plus étoffée du territoire. Vous évoquez l'absence de commerces sur les autres communes, alors que la croissance démographique est forte.

De manière générale, sur l'économie de votre territoire, nous notons également une tendance au développement d'une économie résidentielle au profit d'une économie productive (baisse du secteur industriel et développement des secteurs des services et du commerce).

Sur le PADD :
Au travers le projet global du PADD, Faverges-Seytenex conforte sa place de polarité prioritaire de rang B, pour accueillir des activités commerciales et artisanales de proximité, Doussard est une polarité secondaire de rang C et les autres communes de rang D ont un rôle complémentaire.

Conformément à votre axe 4, dans le projet global (page 14), nous vous invitons à préciser que les polarités complémentaires peuvent accueillir des activités artisanales et commerciales de proximité Vous évoquez uniquement l'aspect résidentiel de ces polarités. En page 37, dans l'axe 4, nous vous encourageons également à préciser : « renforcer et protéger les activités artisanales et commerciales de proximité ».

Nous apprécions tout particulièrement votre volonté de soutenir et développer l'artisanat local, notamment par la mise en place d'un observatoire.

Nous soutenons également les initiatives dédiées à encourager les activités ambulantes soutenant les produits et savoir-faire locaux. Nous apprécions également les interdictions de changement de destination des cellules commerciales et artisanales.

Sur les OAP :
Nous n'avons pas de remarques particulières.
Nous notons que 3 OAP concernent des projets en lien avec les activités de proximité Saint Ferréol / Pré Cavard, Marlens et Faverges / La Culaz et 4 OAP concernent l'extension de zones d'activités Faverges / Les Boucheroz Nord et Sud, Giez / Les Pierrailles et Marlens / La Pralaz et les Claires.

Sur le règlement :
En zone UA, à l'exception de la zone Uap, en zone UB, et en zone UC, vous autorisez les activités artisanales dans la limite de 150 m² de SDP, surfaces de stockage non comprises.
Cette limitation est, à notre sens, trop restrictive. Comme évoqué précédemment, de nombreuses activités artisanales sont des activités de proximité. Les activités liées aux métiers de bouche (boulangerie-pâtisserie, boucherie-charcuterie, etc.) nécessitent un espace de vente, un espace pour élaborer les produits, un espace pour la partie administrative et enfin un espace de stockage. De même, les autres activités de services de proximité (coiffure, esthétique, pressing, réparation, cordonnerie, etc.), requièrent le plus souvent plusieurs espaces : accueil de la clientèle, entretien, réparation, administration et stockage. **Toutes les activités artisanales qui n'ont pas la double immatriculation artisans-commerçants, ne pourront probablement pas s'installer dans ces zones nécessaires au bon fonctionnement des centres-bourg et au service de la population locale.**

En zones 1AUa et 1 AUb : vous excluez l'artisanat dans cette zone destinée à l'habitat et aux activités et services de proximité alors que les commerces, dans la limite de 200 m² de SDP, sont autorisés.
Pour les raisons évoquées précédemment, nous souhaiterions que les activités artisanales de proximité, non nuisibles pour le voisinage, bénéficient des mêmes conditions que les activités commerciales.

En zone A, nous ne comprenons pas pourquoi des activités artisanales sont exclues des zones Alp et Ask dans la limite des 60m², alors qu'elles sont autorisées sur l'ensemble de la zone. De manière générale, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat ne s'oppose pas à des extensions dans des zones agricoles voire à des points de vente à conditions d'être inscrits au Répertoire des Métiers pour toutes activités de transformation/ élaboration des produits.

En zone N, vous autorisez en zone N1B, des activités de bureau et d'artisanat. Nous attirons votre attention sur le risque de créer des locaux d'activités disséminés sur le territoire intercommunal.

Concernant les zones de stockage des déchets inertes, nous nous interrogeons sur les surfaces mises en disposition. Seront-elles suffisantes pour répondre à la demande des artisans du BTP puisque aujourd'hui il n'y a pas de site de stockage sur le territoire intercommunal, comme vous l'avez mentionné dans votre rapport de présentation ?

Nous n'avons pas de commentaires sur votre Règlement Local de Publicité intercommunal.

Considérant l'ensemble de ces éléments, La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Haute-Savoie émet un avis favorable sur l'ensemble de ces deux projets, sous réserve de la prise en compte des remarques énoncées.

Espérant que ces éléments apporteront une contribution utile à cette procédure d'élaboration, nous restons à votre disposition pour vous apporter notre expertise notamment sur la question de l'immobilier artisanal et plus largement sur la question du maintien et du développement économique de votre territoire.

Nous aimerions pouvoir avoir par la suite, un exemplaire du rapport du Commissaire Enquêteur lors de la finalisation de votre projet. Dans cette attente, nous vous prions de croire, Monsieur Le Président, à l'expression de nos sentiments distingués

Le Président,

Franck LOPEZ

haute savoie
le Département

DIRECTION GENERALE ADJOINTE INFRASTRUCTURES ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
Direction de l'Aménagement, de l'Environnement et du Développement Rural
Service de l'Aménagement, du Logement et du Développement Rural
Unité Aménagement
23 rue de la Paix - CS 32444 - 74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 51 93 – F / 04 50 33 51 29

Hôtel du Département
1 avenue d'Albigny
CS 32444
74041 Annecy Cedex
T / 04 50 33 50 00

Nos réf. : YR/CC
Affaire suivie par : Yoann RECOULY
yoann.recouly@hautesavoie.fr

Monsieur Michel COUTIN
Président
Communauté de Communes du Pays de Faverges
32 route d'Albertville
74210 FAVERGES-SEYTHENEX

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES
24 FEV. 2016
N° 484 S PG/LG/RLCO/YRCC

Annecy, le 23 FEV. 2016

Objet : élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Faverges

Monsieur le Président,

Le dossier d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de votre collectivité m'est bien parvenu.

J'ai le plaisir de vous adresser ci-joint un extrait de la délibération de la Commission Permanente n° CP-2016-0104 en date du 8 février 2016.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de la consultation du Conseil Départemental lors de l'élaboration/révision des documents d'urbanisme et confirme la volonté du Département de participer activement au développement des collectivités territoriales.

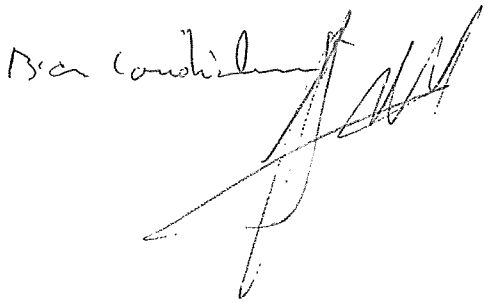
Je vous souhaite une bonne réception de ce document et vous remercie par avance de bien vouloir veiller à sa prise en compte dans votre PLUi.

En outre, le Département souhaiterait être destinataire d'une version numérisée (ou éventuellement papier) du PLUi lorsqu'il sera approuvé par la collectivité. Je vous en remercie par avance.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Vice-Président délégué à l'économie, aux aménagements numériques, à l'aménagement et à la solidarité des territoires et à la politique de l'habitat

Christian HEISON



Copies - Sylviane REY, Conseillère départementale du canton de Faverges
- Jean-Paul AMOUDRY, Conseiller départemental du canton de Faverges

haute savoie
le Département

Extrait du Registre des Délibérations de la Commission Permanente

SEANCE DU 08 FEVRIER 2016

n° CP-2016-0104

OBJET : I/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES (CANTON DE FAVERGES)
II/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE VERS (CANTON DE SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS)
III/ REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE CRUSEILLES (CANTON DE LA ROCHE-SUR-FORON)

La Commission Permanente du Conseil Départemental de la Haute-Savoie dûment convoquée le 25 janvier 2016 s'est réunie à l'Hôtel du Département, dans la salle des séances sous la présidence de :

M. Christian MONTEIL, Président du Conseil Départemental

Présent(e)s :	
Vice-Président(e)s :	Mme PETEX, M. HEISON, Mme BEURRIER, M. DUVERNAY, Mme CAMUSSO, M. MIVEL, M. PEILLEX, Mme LEI, M. MUDRY, Mme DUBY-MULLER
Autres membres :	Mme GAY, Mme TERMOZ, M. BOCCARD, M. PUTHOD, Mme BOUCHET, Mme DULIEGE, M. DAVIET, M. EXCOFFIER, M. MORAND, M. AMOUDRY, M. BAUD-GRASSET, Mme TOWNLEY, Mme METRAL, Mme TEPPE-ROGUET, M. RUBIN, Mme MAHUT, M. BARDET, M. BAUD, Mme DION, Mme REY, Mme GONZO-MASSOL, M. PACORET
Représenté(e)(s) : (délégation(s) de vote)	
Absent(e)(s) Excusé(e)(s) :	
Mme LHUILLIER	

Quorum et Délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	**34**	**A l'unanimité**	
Présents :	**33**	**Voix Pour**	**33**
Représenté(e)(s) :	**0**	**Voix contre**	**0**
Suffrages Exprimés :	**33**	**Abstention(s)**	**0**

Vu la délibération n° CD-2015-003 du 02 avril 2015 portant délégation à la Commission Permanente,

Vu la délibération n° CG-2002-114 du 18 mars 2002 adoptant le règlement budgétaire et financier,

Vu l'article L.153-16 1° du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° CP-2014-0043 du 6 janvier 2014 portant sur la procédure d'association du Conseil Départemental à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme,

Vu la délibération du 10 novembre 2015 du Conseil Communautaire du Pays de Faverges portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,

Vu la délibération du 17 septembre 2015 portant sur l'arrêt du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de VERS,

Vu la délibération du 5 novembre 2015 du Conseil Municipal de la commune de CRUSEILLES portant sur l'arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme,

I/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES (canton de Faverges)

La Communauté de Communes a soumis son projet aux personnes publiques associées, pour avis, par courrier du 20 novembre 2015, arrivé au Conseil Départemental le 25 novembre 2015.

Le Département, après avoir pris connaissance du dossier de PLUi arrêté, formule les remarques suivantes.

Tout d'abord, le Département constate la convergence des différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) avec ses propres préoccupations qui sont relayées par le document de référence « Haute-Savoie 2030 », document guidant l'action du Département autour de cinq orientations stratégiques pour le territoire :

- maîtriser le développement du département ;
- accompagner les mutations de l'économie ;
- organiser une mobilité plus durable ;
- organiser les solidarités ;
- redéfinir les modalités d'intervention du Département.

Par ailleurs, le Département a mis en place un document intitulé « politiques, projets et prescriptions », envoyé aux intercommunalités qui prescrivent l'élaboration ou la révision générale de leur PLUi. Ce document présente les demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires, de rappels sur les plans et schémas institutionnels et de recommandations relatives aux politiques départementales. Dans ce cadre, le Conseil Départemental souhaite apporter les compléments suivants :

1. Demandes du Département au titre de ses compétences obligatoires

1.1. Les Routes Départementales (RD)

➢ **Limiter la création de nouveaux accès sur les routes départementales.**

Les accès sur les routes départementales, hors agglomération, doivent être limités, en privilégiant ceux existants, si les conditions de sécurité sont satisfaisantes. Ils devront autant que possible, faire l'objet d'un regroupement en un carrefour unique aménagé afin d'assurer la sécurité des usagers et la fluidité du trafic.

Les accès prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que par les emplacements réservés devront ainsi être cohérents avec ces recommandations.

D'une manière générale, il convient que la commune se rapproche de la Direction des Routes du Conseil Départemental pour valider l'implantation des accès ainsi que leurs conditions de visibilité et de sécurité.

D'une manière générale, le Département souhaite être associé aux réflexions menées par la commune pour l'accessibilité des futures Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) situées le long des routes départementales.

1.2. Les transports collectifs

➢ **Matérialiser les aires d'arrêt au bord des Routes Départementales (RD) et faciliter les cheminements en mode doux vers ces aires d'arrêt.**

Les aires d'arrêts au bord des routes départementales devront être clairement signalées et matérialisées, les conditions de sécurité devront être respectées et leur accessibilité facilitée (*le Département peut contribuer financièrement à des opérations de matérialisation ou de mise en sécurité d'aires d'arrêt*). Il est ainsi préconisé de développer et faciliter les cheminements en mode doux vers ces aires d'arrêt. Les accès piétons devront être matérialisés, si besoin, sous la forme d'emplacements réservés.
A ce titre, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) devraient permettre de localiser les arrêts de car existants les plus proches de la zone à urbaniser et matérialiser les cheminements piétons sécurisés.

Par ailleurs, il est rappelé la nécessité de veiller à la présence de cheminements piétons sécurisés dans le cadre du développement de l'habitat, afin de permettre aux scolaires et aux usagers d'atteindre ces arrêts en toute sécurité depuis leurs domiciles.

➢ **Favoriser les pôles d'échanges intermodaux.**

Le Département encourage la réalisation de pôles d'échanges intermodaux qui permettent de passer facilement d'un mode de transport à un autre. Dans ce cadre, il est préconisé de renforcer le développement de l'urbanisation autour de ces pôles d'échange et d'améliorer leur accessibilité tous modes.

➢ **Réfléchir aux futurs couloirs de bus.**

Le Département conseille à la commune de mobiliser le foncier nécessaire à l'aménagement éventuel de futurs couloirs de bus par l'inscription d'emplacements réservés. Ces emprises foncières pourront également intégrer des aménagements en faveur des modes doux.

1.3. La gestion des propriétés départementales

➢ **Réfléchir à la gestion des collèges publics.**

La Communauté de Communes accueille le collège de Jean Lachenal à FAVERGES. Le Conseil Départemental demande qu'à l'occasion de la révision du Plan Local d'Urbanisme, la commune examine, en concertation avec les services du Département, la nécessité de constituer une réserve foncière en vue d'une éventuelle extension du bâtiment.

Par ailleurs, une analyse des conditions d'insertion dans le quartier doit être effectuée pour repérer d'éventuels disfonctionnements auxquels le PLU pourrait contribuer à remédier : accessibilité pour les modes doux ou les transports en commun, liaison avec les équipements sportifs utilisés, absence d'équipement sportif à proximité, problèmes de sécurité, dépose automobile, etc...

2. Recommandations du Département au titre de ses politiques départementales

2.1. La préservation du foncier agricole et la prise en compte des activités agricoles et forestières

➢ **Limiter la consommation des espaces agricoles.**

Les communes de FAVERGES et LATHUILE ont bénéficié, respectivement en 2011 et 2014, d'aides financières du Département dans le cadre du Conservatoire des Terres Agricoles (CTA) pour des acquisitions de parcelles à vocation agricole. Il est rappelé qu'à ce titre, ces deux communes se sont engagées à maintenir ces parcelles en zone agricole ou naturelle du PLU pour une durée minimale de 30 ans.

Parcelles concernées à FAVERGES : B 1053, 1104 et 1105,
Parcelle concernées à LATHUILE : B 2483.

LA COMMISSION PERMANENTE,
Après en avoir délibéré,
à l'unanimité,

I/ ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAVERGES (canton de Faverges)

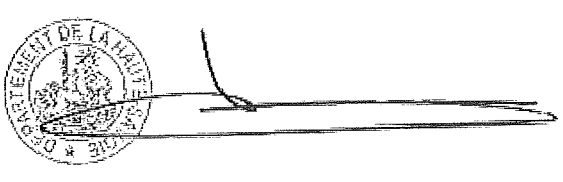
DONNE un avis favorable à la Communauté de Communes du Pays de Faverges le projet d'élaboration du PLU intercommunal.

Délibération télétransmise en Préfecture
le mercredi 10 février 2016.
Publiée et certifiée exécutoire
le lundi 15 février 2016
Pour le Président du Conseil Départemental,

Le Responsable du Service de l'Assemblée,
Jean-Pierre MORET

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,

Le Président du Conseil Départemental,
Christian MONTEIL



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le 22 FEV. 2016

POLE DE COMPETENCE
« AMENAGEMENT DU TERRITOIRE »

Direction départementale des territoires
Préfecture
Service territorial de l'architecture et du patrimoine
Agence régionale de santé
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général de la préfecture de Haute-Savoie
Sous-préfecture de Bonneville
Sous-préfecture de Saint Julien-en-Genevois
Sous-préfecture de Thonon-les-Bains

PLAN LOCAL D'URBANISME

Communauté de communes du Pays de Faverges

Avis des services de l'Etat sur le projet de PLUi arrêté

Le responsable du pôle de compétence
Le directeur départemental des territoires

Thierry ALEXANDRE

Par délibération du 10/11/2015, la communauté de communes du pays de Faverges a arrêté le projet de plan local d'urbanisme intercommunal. Ce projet a été reçu en préfecture le 24/11/2015.La communauté de communes du pays de Faverges regroupe dix communes : Lathuile, Doussard, Chevaline , Giez, Montmin, Saint-Ferréol, Faverges, Seythenex, Cons-Sainte-Colombe et Marlens.Depuis le 01/01/2016, les communes de Faverges et Seythenex ont fusionné en Faverges-Seythenex, les communes de Marlens et Cons-Sainte-Colombe ont fusionné en une nouvelle commune dénommée Val de Chaise, et les communes de Talloires et Montmin ont fusionné en Talloires-Montmin. A noter que la commune de Talloires n'appartient pas à la communauté de communes du pays de Faverges.
Par délibération du 28/02/2013, la communauté de communes du Pays de Faverges (CCPF) a décidé de prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de plan local de l'habitat avec pour objectifs :

- l'habitat avec la réalisation d'un volet PLH ;
- les déplacements ;
- le développement économique et des communications numériques ;
- la prise en compte de l'environnement.

L'élaboration du PLUi a fait l'objet d'une collaboration étroite avec la DDT tout au long de la procédure. Le plan de zonage traduit globalement de manière satisfaisante l'ensemble des principes législatifs et les axes du projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Il s'agit du premier document d'urbanisme intercommunal dans le département, dont la qualité doit être soulignée.

Le SCOT du bassin annécien, approuvé le 26/02/2014, couvre intégralement le territoire de la communauté de communes du Pays de Faverges ; toutes les communes sont concernées par la loi montagne et seule la commune de Doussard est concernée également par la loi littoral.

La commune de Faverges est en rang B dans le SCoT, avec une consommation foncière autorisée pour l'habitat de 20 ha et un objectif de 1000 logements. Doussard est en rang C, avec une consommation foncière autorisée de 14 ha et un objectif de 450 logements. Les communes de Cons-Sainte-Colombe, Saint-Ferréol, Montmin, Giez, Chevaline, Lathuile, Marlens et Seythenex sont en rang D dans le SCoT, avec une consommation foncière totale de 25 ha et un objectif global de 450 logements. Il convient de rappeler que ces objectifs sont fixés pour 20 ans, à l'échéance 2034. Par ailleurs, le SCoT prévoit, pour les activités économiques, des possibilités d'extension à hauteur de 40 ha pour l'ensemble de la communauté de communes (voir tableau ci-dessous).

Communes	Document opposable	Population en 2012	Superficie (ha)	SCoT (échéance 2034)			
				Rang	Conso. A autorisée habitation	Conso. autorisée activité	Objectifs de logements
Faverges	PLU 20/07/2004	6970	2586	B	20 ha	2 ha	1000
Doussard	PLU 31/03/2014	3573	2014	C	14 ha	2 ha	450
Lathuile	PLU 06/06/2009	982	876	D	25/8 ha	2 ha	450/8
Chevaline	POS 29/02/1987	206	1416	D	25/8 ha	2 ha	450/8
Giez	RNU	555	1265	D	25/8 ha	2 ha	450/8
Montmin	carte Com. 25/07/2007	322	1629	D	25/8 ha	2 ha	450/8
Saint-Ferréol	POS 05/03/1987	808	1679	D	25/8 ha	2 ha	450/8
Seythenex	PLU 19/01/2009	606	3341	D	25/8 ha	2 ha	450/8
Cons-Sainte-Colombe	RNU	368	347	D	25/8 ha	2 ha	450/8
Marlens	carte com. 06/06/2007	885	1523	D	25/8 ha	2+20 ha	450/8
TOTAL		**15275**	**16676**		**59**	**40**	**1900**

L'analyse de la compatibilité avec le SCoT montre un respect de ses orientations en matière de consommation d'espace, de confortement des centralités de Faverges et des autres communes, de préservation de l'activité agricole, et de prise en compte des enjeux paysagers et écologiques.
En effet, les prévisions de consommation de l'espace du PLUi à l'horizon 2026 sont de 39 ha pour l'habitat et 19,5 ha pour les zones d'activités, pour une production de logements d'environ 1580.

La prise en compte des espaces agricoles, naturels et forestiers, de l'environnement et des paysages

Dans son projet d'aménagement et de développement durables (axe 3), l'un des objectifs de la communauté de communes est de préserver l'espace agricole, tout particulièrement sur les terres agricoles de qualité agronomique forte et sur l'ensemble des terres de la CCPF en général.

Il convient de souligner l'important effort de mobilisation du foncier à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes, ce qui permettra une bonne maîtrise de la consommation d'espace et une préservation des espaces agricoles et naturels. Ainsi, l'extension d'urbanisation demeure très limitée autour des hameaux et des secteurs d'habitat diffus. En revanche, on peut s'interroger sur le classement en N de certains groupements bâtis, protégés comme noyaux anciens à préserver au titre de l'article L.123-1-5-III-2° du code de l'urbanisme, qui ont manifestement le caractère de hameau et si un classement en U très limité autour des parcelles déjà bâties n'aurait pas été plus en adéquation avec les principes d'urbanisation.

La communauté de communes du pays de Faverges compte 37 exploitations agricoles qui ont leur siège sur son territoire. 53 exploitations ont déclaré au moins un îlot.
La zone agricole représente 3399 ha dans le document d'urbanisme.
La surface agricole utile (SAU) déclarée en 2014 dans le registre parcellaire graphique (RPG) s'élève à 2360 hectares, soit 14 % de la surface de la communauté de communes (moyenne départementale :30 %).
En comparaison avec le RPG 2004, la surface considérée comme artificialisée depuis cette date est estimée à 55 hectares, soit une moyenne annuelle de 0,50 ha (moyenne communale sur le département : 0,97 ha) et un taux annuel d'artificialisation de la zone agricole de 0,20 % (identique à la moyenne communale sur le département).

Le projet de PLUi de Faverges impacte environ 58,5 ha, dont 38 ha déclarés au RPG 2014, soit 1,61 % de la surface actuelle, répartis sur 28 exploitations dont 24 ont leur siège d'exploitation sur la communauté de communes. Sur les 58,5 ha impactés, les 2/3 correspondent à de l'habitat, soit environ 39 ha, le tiers restant correspond aux zones d'activités, soit environ 19,5 ha.
Six exploitations subissent des pertes de surfaces supérieures à 2 hectares et représentant de 3 % à 9 % de leur surface. L'exploitant qui perdra 9 % de sa surface déclare essentiellement des surfaces sur la commune de Marlens.
Les 22 autres exploitations subissent des pertes inférieures à 2 hectares.
En cas d'impossibilité de reprise d'autres surfaces, et en plus des difficultés inhérentes au fonctionnement propre à chacune des exploitations, les pertes de surface sont conséquentes pour les 6 exploitations les plus touchées.
La perte de surface agricole pour les exploitations les plus impactées pourrait avoir des incidences en matière d'autonomie fourragère et de provenance de l'aire géographique par rapport aux cahiers des charges imposés en zone d'appellation d'origine protégée pour la production de Reblochon, de Chevrotin, de Tome des Bauges et d'Abondance.

Sur la commune de Doussard, l'extension projetée du cimetière (ER 22) a une surface de 8762 m². Sachant qu'avant d'utiliser cet emplacement réservé, le cimetière peut déjà être agrandi d'environ 4700 m², on peut s'interroger sur la nécessité de cet emplacement réservé.

Sur la commune de Faverges, le long de la RD 1508, le document prévoit un emplacement réservé n° 2 d'une surface de 7590 m² pour l'accueil d'un bâtiment d'intérêt général (SDIS). Ce secteur se trouve en zone agricole, et en discontinuité avec l'urbanisation existante. Il conviendrait de trouver un emplacement plus judicieux et moins consommateur d'espace agricole pour l'implantation ce bâtiment. Cet équipement public ne doit pas être implanté en situation de mitage mais plutôt à proximité de pôles urbains. Cet emplacement réservé devra être supprimé.

Sur la commune de Seythenex, un emplacement réservé n° 61, d'une surface de 2491 m² est projeté à l'ouest du chef-lieu pour la construction d'ateliers municipaux. Le secteur choisi est en zone Ap du document d'urbanisme et en discontinuité des zones d'habitations. Bien qu'une telle activité génère des nuisances sonores, un secteur plus proche des zones constructibles devra être préféré.

Un STECAL Nf, d'une surface de 4,1 ha, est prévu sur la commune de Montmin, au col de la Forclaz, pour un projet d'aménagement du pôle touristique. Ce secteur, très touristique, autorise les installations et aménagements légers de loisirs, les constructions à usage de bureaux, de commerces et d'artisanat dans la limite de 400 m² de surface de plancher (SDP) cumulée ainsi que l'extension des constructions existantes dans la limite de 20 % de la SDP.
Ce secteur, extrêmement fréquenté, se trouve en covisibilité avec le lac d'Annecy et mériterait un projet d'ensemble de façon à traiter toutes les thématiques d'aménagement (parking, architecture, problème de déplacement, publicité, accès piéton, etc...). Le col constitue un site paysager de grande importance sur lequel plusieurs usages se côtoient, routier, touristique, naturel, paysager, agricole, sportif, restauration voire habitat. L'élargissement de la RD et la réalisation de nombreux parkings ne doivent pas être envisagés sans réflexion d'ensemble. Plutôt que de prévoir des aménagements « au coup par coup », il serait préférable d'envisager une étude globale de l'aménagement du col. En attendant cette analyse destinée à intégrer ces différents usages dans un schéma d'organisation préservant la qualité de ce site exceptionnel, ce STECAL devra être supprimé. Un périmètre de gel (article L.123-2-a du code de l'urbanisme) serait plus approprié.

Évaluation environnementale

Indépendamment du présent avis de l'Etat, émis au titre de l'article L 123-9 du code de l'urbanisme, le projet est soumis à l'avis de l'autorité environnementale en application de l'article L 121-12 de ce même code. Dans l'hypothèse où l'autorité environnementale n'aurait pas rendu son avis dans le délai de 3 mois prévu à l'article R 121-15 du code de l'urbanisme, l'attention est appelée sur le fait que :

- suite à l'entrée en vigueur du décret n°2012-995 du 23 août 2012, un avis tacite de l'autorité environnementale sur un projet de document d'urbanisme n'est plus réputé « favorable », mais uniquement « sans observation » (article R 121-15, IV, du code de l'urbanisme) ;
- la prise en compte de l'environnement par le projet de PLU fait partie des éléments analysés dans l'avis d'État, ce dernier étant garant des grands principes portés à l'article L 121-1 du code de l'urbanisme (cf. article L 121-2 de ce même code). Un avis tacite de l'autorité environnementale n'exonère donc pas de prendre en compte les (éventuelles) observations émises dans l'avis de l'État sur la prise en compte des enjeux environnementaux par le projet de PLU.

Continuité écologique

La trame verte et bleue a été prise en compte, les éléments à préserver ont fait l'objet d'une étude qui a défini les secteurs stratégiques pour les continuités écologiques qui sont protégées par le dispositif Natura 2000 ou un arrêté de biotope. Les ensembles boisés, les milieux humides et les haies ont également été définis. L'ensemble des éléments permettant de participer à la continuité écologique et la formation des corridors écologiques ont été classés en zones N1A et Ap où seuls les aménagements légers sont autorisés (cheminements piétonniers et cyclables, aires de stationnement non cimentées et non bitumées).
Une des principales orientations inscrites dans le PADD à l'axe 4 et 5 vise à « *préserver les zones humides dans leur ensemble en veillant à conserver leur fonctionnalité et leurs connexions* ». Les zones humides et leur espace de bon fonctionnement sont repérées sur le document graphique au titre de l'article R.123-11-i du code de l'urbanisme, sur la base du recensement établit par l'association Asters.

Les zones humides et les espaces de bon fonctionnement ont fait l'objet d'une orientation d'aménagement thématique (OAP G1). Cette dernière a permis d'élaborer un guide de bonne pratique lorsqu'un projet est susceptible de se situer au sein des secteurs concernés par une zone humide ou de son espace de fonctionnement. Le règlement écrit précise que dans ces secteurs « *les projets peuvent être refusés ou assortis de prescriptions spéciales lorsque par leur nature, leur ampleur ou leur localisation, ils risquent de mettre en péril les espaces de bon fonctionnement de zones humides et les possibilités de connexion entre elles* ».

Les espaces agricoles, naturels ou forestiers

La zone agricole comporte cinq sous-secteurs qui autorisent tous l'extension de la construction existante pour un usage agricole dans la limite de 200 m² de la SDP existante à la date d'approbation du PLUi :

- le sous-secteur Ap qui concerne les espaces agricoles à protéger en raison de leur qualité paysagère et/ou de leur intérêt environnemental ;
- le sous-secteur Apc qui correspond aux périmètres de captage des eaux en zone agricole, où seuls sont autorisés les aménagements et installations liées à l'activité du secteur. Les extensions des constructions existantes sont interdites ainsi que les annexes;
- le sous-secteur Aef qui correspond à des zones agricoles à enjeux forts, espaces à préserver en raison de leur intérêt économique et de leur valeur agronomique. L'activité agricole est priorisée à toute autre activité et permet l'implantation de nouvelles exploitations agricoles ainsi que la construction à usage d'habitation des exploitants agricoles si elles sont liées à la présence d'un bâtiment technique agricole. Dans ce secteur sont autorisées les annexes dans la limite de 40 m² d'emprise au sol en tenant compte de celles déjà existantes à la date d'approbation du PLUi, leur nombre est limité à deux si elles ne sont pas accolées au bâtiment principal d'habitation. Les serres liées à l'activité des exploitations agricoles ou horticoles sont autorisées, sous réserve d'une parfaite intégration paysagère;
- le sous-secteur Ask qui est un espace agricole accueillant de manière temporaire les activités de sports d'hiver autorise les extensions des constructions existantes sans changement de destination, dans la limite de 10 % de l'emprise au sol et sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site ;
- le sous-secteur Alp qui est un espace agricole dédié à l'activité pastorale. Il autorise les extensions des constructions existantes sans changement de destination, dans la limite de 10 % de l'emprise au sol et sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

En conclusion, dans l'ensemble de la zone A, l'extension des exploitations agricoles est autorisée dans le limite de 200 m² de SDP. Le sous-secteur Aef permet l'implantation de nouvelles exploitations agricoles et autorise les annexes si elles sont accolées à la construction principale. Le règlement de la zone Ap ne permet pas l'installation de nouveaux bâtiments agricoles. Tout en garantissant la préservation des paysages et des enjeux environnementaux, il conviendrait de réfléchir à la possibilité de construire de nouveaux bâtiments à usage agricole notamment en zone Alp.

En effet, les communes de Seythenex, Faverges, Cons-Sainte-Colombe, Marlens, Saint-Ferréol et Montmin font partie du « cercle 1 » (indices de présence du loup et/ou prédation sur le cheptel domestique constatée une ou plusieurs fois au cours des deux dernières années) de l'arrêté préfectoral du 27/02/2015 portant délimitation des zones d'éligibilité à la mesure de protection des troupeaux contre la prédation. Le règlement de la zone Alp doit permettre la construction des équipements pastoraux nécessaires à l'application de cette mesure (chalets et abris de bergers).

La zone naturelle comporte neuf sous secteurs qui autorisent tous les aménagements destinés à favoriser la protection ou la conservation des espaces et milieux naturels :

- le sous-secteur Nhl qui correspond aux secteurs naturels de rivage, encadrés par la loi littoral. Il autorise, en dehors de la bande des 100 mètres, l'extension des constructions existantes dans la

limite de 20 % et de 30 m² de la SDP de la construction existante à la date d'approbation du PLUi et à condition d'une parfaite intégration paysagère et architecturale.
A l'intérieur de la bande des 100 mètres, seules les constructions nécessaires à des services publics ou des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau sont autorisées ;

- le sous-secteur Nl qui correspond à l'étendue du lac d'Annecy ;
- le sous-secteur N1B qui correspond aux espaces naturels d'intérêt écologique et paysager permettant les évolutions agricoles et l'extension limitée du bâti. Il s'agit également de la zone de protection de la trame verte et bleue. Ce secteur autorise l'aménagement de la construction existante pour un usage d'habitation, de bureau et d'artisanat, dans la limite de 200 m² de SDP, il autorise également l'extension de la construction dans la limite de 30 % et 60 m² de la SDP existante à la date de l'approbation du PLUi. Dans ce secteur, sont également autorisées les annexes dans la limite de 40 m² d'emprise au sol et limitées à deux, les piscines dans la limite de 50 m² lorsqu'elles sont liées à une construction existante, les aménagements nécessaires à l'exercice des activités agricoles, pastorales ou forestières ayant une surface maximale de 50 m² de SDP ;
- le sous-secteur NXa* qui correspond aux exploitations de carrières à l'arrêt, où sont seuls autorisés les les aménagements légers de loisirs et les constructions, installations et ouvrages nécessaires à des services publics sous réserve d'être liés à la valorisation du site de l'ancienne carrière ;
- le sous-secteur N1A qui correspond aux secteurs les plus sensibles (Natura 2000, ZNIEFF, corridor écologique,...) ;
- le sous-secteur Ns qui correspond au domaine skiable où sont autorisés les installations, aménagements nécessaires à la pratique du ski ;
- le sous-secteur Npc qui correspond aux périmètres de captage des eaux en espace naturel où seuls sont autorisés les aménagements et installations liés au périmètre de captage des eaux.

En conclusion, dans la zone N, toute nouvelle construction est interdite, seuls les secteurs Nhl et N1B autorisent les extensions d'habitation et seul le secteur N1B autorise la construction d'annexes.
Ces dispositions respectent le code de l'urbanisme.

Pour les zones A et N en général, il serait intéressant de faire figurer la localisation des sièges d'exploitation et des bâtiments agricoles sur les documents graphique, notamment pour les installations classées pour la protection de l'environnement qui imposent des distances de recul par rapport aux nouvelles constructions.

Espaces proches du rivage et loi littoral

Les espaces proches des rives sont délimités sur la commune de Doussard, soumise à la loi littoral. Ce tracé se cale sur la limite communale avec Lathuile et englobe la plaine agricole et le marais du Bout du lac.

La zone Nhl correspond à des secteurs naturels de rivage, encadrés par la loi littoral. Deux règlements s'appliquent dans cette zone, un dans la bande des cent mètres où seules les constructions et installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité de l'eau sont autorisées, et un autre pour les terrains situés à l'extérieur de la bande des cent mètres et qui autorise l'extension limitée des constructions dans la limite de 20 % et de 30 m² de la SDP de la construction existante à la date d'approbation du PLUi, à condition d'une parfaite intégration paysagère et architecturale.
La bande des cent mètres se définit en « dehors des espaces urbanisés » et « à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs ». « Le document d'urbanisme peut porter la largeur à plus de cent mètres, lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux ou à l'érosion des côtes le justifient ». En l'occurrence, la bande des cent mètres aurait pu être élargie sur tout le secteur Nhl qui correspond bien à un secteur de protection du rivage qui devrait interdire toute extension d'habitation. Un seul règlement pour l'ensemble de la zone Nhl serait plus adapté et plus logique.

De surcroît, une zone UBh apparaît dans la bande des cent mètres au lieu dit « Bredannaz » sur la commune de Doussard. Ce secteur, qui ne peut pas être considéré comme une agglomération, un bourg ou un village, doit être reclassé en zone Nhl.

Mise en valeur des entrées de villes (articles L.101-2 et L.111-6)

La RD 1508 est classée route à grande circulation, En dehors des espaces urbanisés, les constructions et installations sont interdites dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe cette voirie. Le plan local d'urbanisme peut fixer des règles d'implantation différentes lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. Il apparaît que la zone 1AUe*, à Doussard, est directement concernée par cet article, tout comme l'emplacement réservé n°2 sur la commune de Faverges dont la suppression est demandée. Une étude « amendement Dupont » est donc nécessaire avant l'approbation du document pour rendre constructible la zone 1AUe* à Doussard.

Une extension de la zone d'activités des Boucheroz nord et aux Boucheroz sud, en entrée nord-ouest de Faverges, est envisagée. Il convient de rappeler que cette zone ne pourra pas accepter de commerces, conformément aux dispositions du SCoT concernant l'offre commerciale. En outre, sa situation en entrée de ville nécessite une vigilance particulière quant à son insertion paysagère et urbaine.

Le programme local de l'habitat (PLH)

La communauté de communes du pays de Faverges a choisi d'élaborer un PLUi valant programme local de l'habitat.

Le plan de zonage met en place plusieurs servitudes de mixité sociale (SMS) qu'il est difficile de distinguer compte tenu du nombre de trames qui se superposent. Le pourcentage de logements locatifs sociaux imposé par les SMS n'est pas précisé sur le plan de zonage et n'est pas non plus indiqué à l'article 2 du règlement de zone. Il est simplement indiqué dans le corps de l'OAP correspondant à la zone. Pour garantir une parfaite opposabilité aux autorisations d'urbanisme, le contenu de la servitude de mixité sociale (pourcentage de surface de plancher par catégorie de logement) doit être précisé au plan de zonage ou, a minima, dans le règlement de zone.

Un emplacement réservé (55) destiné à des logements sociaux est prévu sur la commune de Saint-Ferréol, mais le nombre de logements attendu n'est pas quantifié.

Les zones Ub2 et Uc2 sont soumises, par l'article 2 du règlement, à une SMS de 25 % et 20 % déclenchée à partir d'un seuil d'opération de respectivement 400 m² et 500 m². La mise en place d'un seuil d'opération à la servitude en zone U ne paraît pas adaptée à des projets venant principalement en comblement d'espaces interstitiels de tailles réduites au potentiel forcément limité. Elle pourrait même conduire à limiter les projets à 400 ou 500 m² (effet de seuil contre productif). Il serait préférable de ne mettre en place des SMS en zone U que sur les secteurs qui présentent du potentiel, mais sans seuil minimum d'opération.

Sur le plan quantitatif, le PLUi valant PLH fixe à 189 l'objectif de production de logements locatifs sociaux à l'échéance du PLH. Toutefois, le rapport de présentation n'indique pas la quantité de logements sociaux qui sera réalisée par le biais des SMS et des emplacements réservés. Il est donc difficile de juger de la pertinence de l'outil mis en place au regard de l'objectif affiché par le volet PLH.

Le rapport de présentation doit donc être complété afin de chiffrer le nombre de logements sociaux permis par les dispositifs mis en place.

Le PLUi prévoit à terme (2026) :

- à Faverges, 762 logements, dont 171 pour le maintien de la population, soit 591 logements permettant l'accueil d'une nouvelle population ;
- à Doussard, 430 logements, dont 76 pour le maintien de la population, soit 354 logements permettant l'accueil d'une nouvelle population,
- dans les 8 autres communes, 395 logements, dont 76 pour le maintien de la population, soit 319 logements permettant l'accueil d'une nouvelle population.

Au total, 1580 logements seront produits, dont 1264 logements pour l'accueil d'une nouvelle population et environ 320 logements dédiés au maintien de la population pour les 10 prochaines années.
Le SCoT du bassin annécien fixe un objectif de production d'environ 1900 logements à un horizon 2034. A l'échéance du PLUi (2026), 83 % du potentiel de logements alloués par le SCoT auront donc été réalisés, et le potentiel disponible pour la période 2026/2034 sera donc d'environ 320 logements.

Les objectifs de production de logements du PLUiH (1580 logements en 2023) excèdent ceux inscrits dans le cadre du SCoT (1900 logements en 2034) quand on fait une projection sur une période de 20 ans.

La production future de logements sociaux est concentrée à juste titre sur les deux communes de Faverges et Doussard. Le programme d'actions du volet PLH décline les orientations générales du volet PLH en 13 fiches actions réparties en 6 objectifs stratégiques. Le tableau des objectifs de l'action 1 devra être clarifié et mis en cohérence avec les objectifs indiqués dans l'action 6. L'objectif global de production de LLS de l'action 6 s'élève à 162 pour 6 ans alors que le tableau de l'action 1 indique entre 189 et 192 LLS.

L'objectif de production de logements locatifs sociaux (LLS) devra être augmenté pour Doussard, afin qu'il soit compatible avec l'obligation d'atteindre 25 % à l'horizon 2025. La part de PLAI doit être égale ou supérieure à 30 %. Des emplacements réservés devront être identifiés à Doussard, en particulier sur des « dents creuses » situées près des équipements afin d'amplifier la production de LLS et permettre à la commune de combler son retard. Un plan d'action foncière devra mis en œuvre, en partenariat avec l'EPF 74 et la CCPF, afin de constituer des réserves foncières publiques sur des secteurs stratégiques, facilitant la réalisation d'opérations de LLS en maîtrise d'ouvrage directe.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP, art. L.151-6 et 7)

Le dossier comprend plus de 30 orientations d'aménagement et de programmation sectorielles couvrant l'ensemble des secteurs disposant de potentiel constructible, qu'ils soient situés en zone U ou AU.

Sur la forme, les OAP sont claires et bien rédigées. Chaque secteur comprend un schéma de l'aménagement, un schéma de composition urbaine illustrant les formes urbaines et leurs implantations, la définition des accès et cheminements, des formes urbaines et des espaces collectifs. La volonté de la collectivité est toujours bien perçue. Le niveau de définition des OAP est donc pleinement satisfaisant s'agissant des OAP destinées à l'habitat.

La programmation en logements pourrait en revanche être améliorée. En effet, seules des densités sont exprimées alors qu'il serait préférable de quantifier le nombre de logements attendus (fourchette mini/maxi), y compris s'agissant des logements sociaux.

A Doussard, une zone 1AUb avec OAP 5 Le Longeret est créée sur une fenêtre paysagère remarquable sur le lac d'Annecy. Dans le but de préserver cette vue exceptionnelle, le tracé de la voie de desserte et l'implantation des bâtiments devront être modifiés en faisant passer la future route sur les bords nord puis ouest du tènement afin de maintenir cette vue à partir de la nouvelle voie qui sera réalisée. L'implantation des constructions devra être soignée afin de conserver les perspectives vers le lac depuis la rue.

Prise en compte du volet déplacements

Le PADD reprend l'ensemble des enjeux de l'Etat identifiés dans le cadre du porter à connaissance. On retrouve à travers l'axe 1 (développer et sécuriser le cyclisme) et l'axe 6 (limiter les besoins en déplacements et faciliter le recours aux mobilités alternatives) les enjeux identifiés pour les modes doux, à savoir l'élaboration d'un schéma global pour les déplacements doux et le développement de liaisons en direction de la voie verte. L'axe 6 reprend quant à lui les autres enjeux que sont :

- le soutien d'une connexion performante avec les territoires voisins par la réalisation du projet BHNS entre Faverges et Annecy ;
- le développement du covoiturage à travers la création de parking relais ;
- le développement d'un transport à la demande sur le territoire.

Prise en compte du schéma départemental d'accueil des gens du voyage

Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage a inscrit comme obligation pour la commune de Faverges, 15 places en aire d'accueil ou 8 places en terrain familial ou 4 habitats adaptés. A ce jour, trois familles ont été logées en HLM sur Faverges. Il ne reste qu'une famille à sédentariser dans un habitat adapté (ou en HLM) ou sur un emplacement de deux places sur un terrain familial.

Prise en compte des risques naturels et technologiques

L'ensemble des risques connus sur le territoire sont exposés dans l'état initial de l'environnement. Ils font également l'objet d'une annexe au PLUi au titre des servitudes d'utilité publique.

Le PLUi a bien pris en compte les risques et aléas afin de déterminer les sites de projet ou de développement urbain. La présence d'un risque fort a déterminé l'absence de projet et de constructions, la présence d'un risque modéré concernant plus de 10 habitations a été considéré comme un facteur limitant pour le développement des zones.

Pour ce qui concerne le document graphique (trame risques définie aux articles R151-31 et R151-34 du code de l'urbanisme, il apparaît que l'intégration des cartographies réglementaires issues des quatre PPR approuvés sur ce territoire n'a pas été réalisée de façon homogène. Seul le territoire de la commune de Faverges semble correctement traité, c'est à dire que la trame des risques forts intègre l'ensemble des zones rouges, vertes et bleues foncées du PPR, alors que la trame de risque moyen reprend uniquement les zones bleues de risques moyens du PPR. Pour les trois autres communes dotées d'un PPR, des erreurs et des oublis sont à signaler. Pour Montmin, la trame des risques forts n'inclut pas les zones vertes et bleues foncées du PPR. Ces dernières sont d'ailleurs intégrées à la trame correspondant aux risques moyens, ce qui est faux. Les zones bleues de risques moyens du PPR ne semblent pas être reprises. A Saint-Ferréol, la trame de risque moyen intègre également des zones de risques faibles du PPR. Enfin, à Seythenex, les zones vertes du PPR ne sont pas reprises de façon systématique dans la trame des risques forts. Par ailleurs le territoire des autres communes (sans PPR), ne disposant que d'une carte des aléas naturels au 1/10000, n'est recouvert d'aucune trame risques, alors qu'elles sont pourtant toutes soumises à des aléas naturels forts.

Le règlement écrit contient un chapitre très succinct sur les risques, faisant état de l'existence des quatre PPR et des cartes des aléas naturels, donnant une liste non exhaustive des interdictions dans les zones de prescriptions fortes ainsi qu'une liste non exhaustive de prescriptions pouvant s'appliquer aux zones de risques faibles et moyens.

En conclusion, une correction doit être apportée au document graphique du PLUi de Faverges, afin de traiter de manière identique les quatre communes dotées d'un PPR, sur le modèle de ce qui a été fait à Faverges avec une trame des risques forts intégrant l'ensemble des zones rouges, vertes et bleues foncées des PPR. La trame des risques moyens, si elle est maintenue (à voir compte tenu de la multitude des trames et du peu de lisibilité du document graphique), devra correspondre aux risques moyens définis par les PPR, et ne pas intégrer les risques faibles ; sinon, sa dénomination devra être revue (risques faibles à moyens).

Enfin, pour le territoire des communes uniquement dotées de cartes d'aléas naturels au 1/10000, il serait souhaitable de faire apparaître la trame des risques forts, sur les zones urbaines et à urbaniser affectées par des aléas naturels forts.

Les bâtiments à préserver ou mettre en valeur

Les noyaux anciens et les bâtiments présentant un intérêt architectural ou patrimonial sont repérés au titre de l'article L. 123-1-5-III-2° du code de l'urbanisme, qui est devenu le L.151-19. De ce fait, ils bénéficient d'une protection particulière ; les prescriptions associées ne figent pas le bâti mais visent plutôt à accompagner les éventuels projets de réhabilitation et de transformation de ces édifices, afin de garantir le maintien de leur intérêt patrimonial.

Dans les zones Ua et Uah correspondant aux noyaux historiques des villages et des hameaux, il apparaît préférable de fixer des règles d'urbanisme distinctes selon la nature de la construction, neuve ou réhabilitation du bâti ancien, afin de conserver le caractère patrimonial de ces ensembles bâtis traditionnels. Ces règles apparaissent apparemment au chapitre 5 du règlement écrit auquel il conviendra de faire correctement référence.

La pièce 5.2.1 du PLUi (liste des servitudes) commence par une présentation globale et générale des servitudes. Un site inscrit est recensé sur la commune de Seythenex alors qu'il est inexistant.

L'église de Saint-Ferréol et son périmètre de protection (rayon de 500 mètres) ne sont pas représentés sur le plan des servitudes. Effectivement, l'église inscrite récemment au titre des monuments historiques par arrêté du 04/11/2015 n'est pas reprise dans la liste des servitudes.

L'OAP A18, située en espace protégé, se trouve à proximité immédiate du centre ancien de Saint-Ferréol et en co-visibilité avec l'église. Cette opération de grande ampleur (90 logements) sera forcément impactante. Il est primordial qu'une étude préliminaire globale soit réalisée avant toute nouvelle construction pour cerner les enjeux du site et y répondre qualitativement. Il serait intéressant d'avoir recours à un concours d'architecte pour que cette opération à proximité du centre s'intègre et soit qualitative. Le sens des faîtages, les alignements, le choix des matériaux, l'intégration paysagère seront déterminants.

Le patrimoine non protégé au titre des monuments historiques et des sites a bien été identifié dans le document graphique, la prise en compte du patrimoine est notable, même si certaines catégories ont été mieux repérées que d'autres. Néanmoins, il conviendra de préciser le repérage du « patrimoine commun » spécifié par une étoile rouge et d'indiquer si ce dernier est repéré au titre de l'article L.123-1-5-III-2° ou s'il s'agit d'une simple localisation sur la carte.

A Faverges, les OAP A1 et A4 à vocation de logements collectifs sont prévues dans une zone à dominance résidentielle en limite proche du centre ancien et en co-visibilité parfaite avec le château. Une attention particulière devra se porter sur leur intégration : gabarit en lien avec l'existant, étagement progressif afin de ne pas créer de rupture visuelle forte et de rechercher un effet de transition.

Le hameau de Neuvillard, situé sur la commune de Seythenex, se compose d'un ensemble bâti ancien conservant un esprit rural. L'OAP B6, qui a une densité forte sur un espace de moyenne taille sera hors d'échelle en risquant de faire perdre l'identité de ce hameau. La question des stationnements est essentielle, une mutualisation avec l'opération déjà existante est à privilégier si un projet voit le jour.

A Montmin, l'OAP A15 est située en entrée de bourg, dans un secteur où les constructions sont récentes et ne se réfèrent globalement pas aux caractéristiques de la commune. Pour cette OAP, l'intégration dans la pente sera essentielle et devrait proscrire les chalets bois qui ne sont pas de typologie locale.

La commune de Cons-Sainte-Colombe se caractérise par un centre village de qualité s'organisant en petites ruelles dans un terrain en pente. Les opérations récentes nuisent cependant à ces atouts. Les OAP A10 et A11 doivent, à la différence des constructions récentes réalisées en contrebas de l'église :

- soigner l'implantation dans la pente et s'adapter au relief du terrain pour en faire un atout, éviter tout enrochement ;
- proscrire les constructions de plain-pied et se baser sur un gabarit R+1+C ;
- se référer au bâti traditionnel : bois sombre, enduits peu lumineux dans des tons gris-vert plutôt que gris-bleu ;
- limiter l'imperméabilisation des sols ;
- privilégier un environnement végétal et arboré pour limiter l'impact visuel des nouvelles constructions.

Conclusion :

Au vu de l'analyse qui précède, j'émets un avis favorable au projet de PLU arrêté de la communauté de communes du pays de Faverges. Il conviendra de tenir compte des remarques formulées et notamment de :

- supprimer les emplacements réservés n° 2, n° 22 et n° 61 ;
- modifier le règlement de la zone A, afin d'autoriser plus largement l'implantation de nouveaux bâtiments agricoles ;
- supprimer le STECAL Nf sur la commune de Montmin ;
- mieux afficher les risques naturels ;
- classer en zone Nhl la partie du hameau de Bredannaz située dans la bande des 100 m ;
- matérialiser les exploitations agricoles sur le plan de zonage.

Le directeur départemental des Territoires

Thierry ALEXANDRE

Annexe comportant des réflexions et suggestions sur certaines pièces du dossier

Le droit de préemption urbain (DPU, art.L. 210-1)

La communauté de communes devra délibérer sur la mise à jour du DPU. Cette formalité pourra avoir lieu en même temps que l'approbation du PLUi ; dans cette hypothèse, la délibération instaurant le DPU ne prendra effet que lorsque le PLUi sera opposable.

Sécurité incendie

Le service départemental d'incendie et de secours attire l'attention de la commune sur la nécessité de renforcer le réseau, améliorer la défense incendie, s'assurer des dimensionnements des réservoirs dédiés à la défense incendie (120 m^3 minimum), renforcer la défense extérieure contre incendie dans les zones de développement (étude spécifique pour le calcul des besoins en eau), s'assurer du dimensionnement de la défense extérieure contre les incendies dans les zones de développement et s'assurer du dimensionnement des besoins en eau nécessaires à la défense des exploitations agricoles.

Les différentes pièces constitutives du dossier

Préambule : l'ensemble des pièces devront faire l'objet d'une relecture afin d'éliminer les illégalités, les oublis ou les incohérences.

Le territoire de la communauté de communes du pays de Faverges est encore préservé de la forte pression de l'agglomération d'Annecy, le bâti lié à l'activité agropastorale est encore prédominant.
Une relecture du règlement sur sa forme (renvoi aux annexes) et un éclaircissement sur l'application de l'article 11 dans les zones devront être réalisés ainsi qu'une étude complémentaire sur le bâti patrimonial, ceci afin reprendre et améliorer le règlement des articles 11 et L.123-1-5-III-2° (devenu L.151-19) et du chapitre 5.

De plus, en raison de l'entrée en vigueur au 1er janvier 2016 de l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme, et du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme, il conviendra de revoir les références opérées dans les diverses pièces constitutives du PLU approuvé. A noter que « *les dispositions des articles R.123-1 à R.123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016* ».

Rapport de présentation

Il faut signaler l'important travail réalisé sur le document, toutes les thématiques sont abordées et expliquées de façon précise.

Règlement écrit

Des inversions et des confusions sont présentes dans le règlement écrit lors des renvois aux autres chapitres et aux annexes. Ainsi, par exemple, en page 14 du règlement, dans l'article UA-12 relatif au stationnement, il y a un renvoi vers l'annexe 3 qui concerne « les essences d'arbres et d'arbustes préconisées ». De même, dans l'article UB-11, il est indiqué dans les dispositions particulières que l'annexe n° 2 au présent règlement fixe les dispositions applicables pour les bâtiments à préserver repérés au document graphique, alors que l'annexe 2 se rapporte aux estimations indicatives des besoins en places de stationnement.

Il conviendra d'ajouter dans les dispositions générales que « *le règlement ne s'applique pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble des zones, sous secteur compris* ».

Concernant l'article 2 du secteur Np, la phrase « *sont autorisés : la réfection et l'extension dans la limite de 50 % des constructions existantes à la date d'approbation du PLUi et dans la limite de 70 m² de SDP* » doit être complétée ainsi : « sont autorisés : la réfection et l'extension dans la limite de 50 % de **l'emprise au sol** des constructions existantes ..... ».

A propos du secteur Nts, l'emprise au sol ne peut excéder 5 % de l'unité foncière. Sachant que la surface totale des secteurs Nts est d'environ 3,4 hectares, il conviendra d'établir au seuil maximum d »emprise au sol possible.

Règlement graphique

Dans la légende, les haies et alignements d'arbres sont protégés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme. Depuis l'ordonnance du 24 mars 2014, cet article a été remplacé par l'article L.123-1-5-III-2°, devenu L.151-19 depuis le 1er janvier 2016. De même il apparaît une erreur dans la numérotation de terrain inconstructible, repéré au titre de l'article L.123-1-5-III-6° au lieu de l'article L.123-1-5-III-5° du code de l'urbanisme, devenu maintenant l'article L.151-23. Une autre erreur apparaît dans la définition du périmètre de mixité sociale qui est repéré au titre de l'article L.123-1II-4° au lieu de l'article L.123-1-5-II-4° du code de l'urbanisme, devenu L.151-23.

Sur le document graphique, les haies et alignements d'arbres sont protégés au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme. Depuis l'entrée en vigueur de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24/03/2014, cet article est remplacé par l'article L.123-1-5-III-2°, devenu L.151-23, il conviendra de rectifier cette erreur.

Les espaces boisés classés sont repérés sur le document graphique par une trame spécifique.
Ces espaces boisés classés recouvrent certaines zones A (ex : document 4.2.4). Il parait logique, soit de supprimer ces espaces boisés classés, soit de transformer la portion de zone A concernée en zone N.

Emplacements réservés

Une erreur d'inscription apparaît sur le document 4.2.6 pour les emplacements réservés 30, 31 et 32 qui sont respectivement les emplacements 31, 32 et 33.

Information complémentaire

Obligation en matière de numérisation du PLU

L'ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013, relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique, a introduit dans le code de l'urbanisme de nouvelles dispositions (chapitre IX), aux termes desquelles :
« A compter du 1er janvier 2016, les communes ou leurs groupements compétents transmettent à l'Etat sous format électronique, au fur et à mesure des modifications de leurs dispositions, la version en vigueur des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme, des documents en tenant lieu et des cartes communales applicables sur leur territoire incluant les délibérations les ayant approuvés. »
L'objectif est de faciliter l'accès pour le citoyen à tous les documents d'urbanisme via un espace centralisé, le « portail national de l'urbanisme ». Pour un fonctionnement optimisé de ce portail, les données géographiques devront être conformes aux formats standards réalisés par la commission de validation des données informatiques spatialisées.
La version électronique au format CNIG joint au document arrêté respecte les formats demandés.

Parc naturel régional du Massif des Bauges

C.C. Sources du Lac Annecy
- 9 MARS 2016
N° 600 S PG/MCN

Le Châtelard, le 22 février 2016

Monsieur Michel COUTIN
Président
Communauté de Communes
Du Pays de Faverges
74 410 SAINT-JORIOZ

Aillon-le-Jeune
Aillon-le-Vieux
Allondaz
Arbin
Arith
Bellecombe-en-Bauges
Chainaz-les-Frasses
Chevaline
Chignin
Cléry
Cruet
Curienne
Cusy
Doucy-en-Bauges
Doussard
Duingt
Ecole
Entrevernes
Epersy
Faverges
Francin
Fréterive
Grésy-sur-Isère
Gruffy
Héry-sur-Alby
Jarsy
La Chapelle-Saint-Maurice
La Compôte
La Motte-en-Bauges
La Thuile
Lathuile
Le Châtelard
Le Montcel
Le Noyer
Les Déserts
Leschaux
Lescheraines
Marthod
Mercury
Montailleur
Montmélian
Mûres
Pallud
Plancherine
Pugny-Chatenod
Puygros
Quintal
Sainte-Reine
Saint-Eustache
Saint-François-de-Sales
Saint-Jean-d'Arvey
Saint-Jean-de-la-Porte
Saint-Jorioz
Saint-Offenge-Dessous
Saint-Offenge-Dessus
Saint-Ours
Saint-Pierre d'Albigny
Sevrier
Seythenex
Thénésol
Thoiry
Trévignin
Vérel-Pragondran
Verrens-Arvey
Viuz-la-Chiésaz

Aix-les-Bains
Albertville
Annecy (Communauté d'agglomération)
Chambéry
Rumilly
Ugine

Objet : PLUI de la Communauté de Communes du Pays de Faverges, avis du Parc.

Copie :
- *Membres du Comité d'avis planification et projets du PNR du Massif des Bauges,*
- *Monsieur le Directeur de la DDT de la Haute-Savoie*

Monsieur le Président,

Par délibération du conseil communautaire du 10 novembre 2015, la Communauté de Communes du Pays de Faverges a arrêté son projet de PLU. Vous nous avez transmis ce projet en tant que personne publique associée le 24 novembre 2015 pour avis. Dans ce cadre, le Comité d'avis / planification / projets du PNR s'est réuni le 10 février, et vous a convié pour échanger sur ce document de planification.

La Communauté de Communes regroupent dix communes dont 5 sont dans le périmètre du Parc naturel régional du Massif des Bauges : Lathuile, Chevaline, Doussard, Faverges Seythenex. Certaines communes adhérentes au syndicat mixte ont fusionné : Faverges et Seythenex.

Les caractéristiques du Pays de Faverges et sa proximité avec l'agglomération d'Annecy lui confèrent d'une part une certaine attractivité et d'autre part une attention particulière à porter sur les enjeux paysager, agricole, patrimonial et urbain. « Vivre à la campagne mais à une distance raisonnable de la ville » est sans doute l'un des grands attraits de votre territoire. Cette attractivité vous oblige encore plus à anticiper et à préparer avec ambition et justesse de nouveaux modes de développement et de gestion des ressources. La Communauté de Communes comptait en 15295 habitants en 2012 avec un taux de croissance annuel de 1.93% entre 1999 et 2009. Les communes situées dans le PNR représentent la diversité du territoire avec Faverges et Doussard les plus peuplées, Chevaline la moins peuplée, Doussard et Lathuile les plus forts accroissements de population.

Dans son PADD, l'un des objectifs de la Communauté de Communes est de préserver l'espace agricole et plus particulièrement les terres agricoles reconnues d'intérêt économique prioritaire.
Le travail engagé a permis de traduire les ambitions de la collectivité en matière de réduction des surfaces à bâtir, et d'une plus grande maîtrise de l'étalement urbain, au profit des espaces agricoles et naturels. Je tiens à souligner la qualité de ce travail de diagnostic, et de mise en perspective des enjeux de votre territoire. Vous avez également précisé les objectifs environnementaux, paysagers et patrimoniaux très importants sur votre territoire (corridors écologiques, zones humides,…)

Vous avez défini plusieurs Orientations d'aménagement et de Programmation (OAP) dans les centres bourgs. Elles sont importantes car elles contribueront à l'évolution significative de la structure urbaine et à l'attractivité des centres par le renforcement du parcours résidentiel dans l'habitat, des commerces et des services.
Ce travail sur le PLUI est l'aboutissement d'un des axes de votre projet de territoire concernant l'aménagement de l'espace. Dans les mois à venir vous allez le mettre en œuvre d'un point de vue opérationnel. Il est important que vous soyez l'acteur principal du développement, de la

Maison du Parc - 73630 Le Châtelard
Tél. 04 79 54 86 40 - Fax 04 79 54 88 97
info@parcdesbauges.com - www.parcdesbauges.com

préservation et de la valorisation du territoire. C'est tout l'intérêt d'un tel document construit à l'échelle intercommunale.

Vos projections de développement de l'habitat représentent près de 1600 logements pour les 10 prochaines années. Le SCOT du bassin annécien fixe un objectif de 1900 logement à l'horizon 2034. Votre PLUI affiche 84% du potentiel de logement alloué par le SCOT. Il conviendra donc d'une part d'être vigilant dans le rythme de production et de diversification des logements, et d'autre part dans la qualité urbaine et architecturale afin de répondre aux enjeux de vie locale. Les élus portent un regard nouveau sur leurs pratiques en matière d'urbanisme sur le territoire.

Le succès d'un projet d'urbanisme repose avant tout sur la volonté politique des élus locaux autour d'une dynamique territoriale et d'une approche plus durable de l'urbanisme : mixité sociale et vivre ensemble, espace public, formes urbaines, patrimoines, économie de l'espace, gestion des ressources eau, énergie.

Au vu des éléments présentés, votre PLU ne présente pas d'incompatibilités avec la Charte du Parc. Le Parc naturel régional émet un avis favorable au projet de PLU. Nous souhaitons toutefois que vous preniez en compte les propositions formulées dans l'annexe ci-jointe.

Je vous prie de croire Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Président,

Philippe GAMEN

PJ : annexe de préconisations

Préconisations du Parc naturel régional du Massif des Bauges
sur le projet de PLUI de la Communauté de Communes du Pays de Faverges

L'Urbanisme

Dans le rapport de présentation et le PADD il serait intéressant de rappeler les dispositions de la Charte qui peuvent orienter de manière significative l'urbanisme.

Geopark des Bauges
Vivre ensemble le terroir Bauges

Les dispositions de la Charte du Parc

qui orientent significativement l'urbanisme

La Charte du Parc naturel régional du Massif des Bauges est entrée en vigueur le 7 décembre 2007 et constituera le projet du territoire pour les années 2007-2019.
Plusieurs parties de la Charte traitent des questions d'urbanisme, elles sont résumées en 29 dispositions*.
Cette nouvelle fiche pratique permet de les mettre en perspective sur le territoire et d'en identifier leurs conséquences du point de vue réglementaire et opérationnel.
Elle s'inscrit dans la continuité des 2 fiches réalisées par le Parc : *Vers un urbanisme de projet* (2010) et *Grenelle II et documents d'urbanisme* (2011).

1. Développer prioritairement l'offre de logements locatifs aidés.
2. Valoriser en priorité les volumes bâtis vacants ou sous-utilisés pour répondre à la demande de logement.
3. Susciter et expérimenter des formes d'habitat intermédiaire nouvelles peu consommatrices d'espace.
4. Diversifier les types de logements.
5. Calibrer les zones U et AU habitat en cohérence avec l'objectif chiffré inscrit dans le SADD du Cœur des Bauges.
6. Préserver, étoffer, valoriser les centres des villages, regrouper l'urbanisation autour des noyaux existants, concevoir les extensions urbaines en continuité ou dans les zones "capacités de développement 'importantes' prévues" identifiées, ne pas urbaniser au-delà des 69 limites d'urbanisation identifiées dans le SADD.
7. Renforcer 14 pôles de services à la population existants et conforter 4 pôles en émergence.
8. Renforcer 13 pôles majeurs d'emploi en recherchant complémentarité, qualité environnementale et niveau de service.
9. Optimiser l'occupation des zones d'activités (ZA) existantes, étendre les ZA de Lescheraines et de La Compôte, créer une nouvelle ZA communautaire.
10. Dans le tissu urbain ou dans les zones "capacités de développement importantes prévues", permettre l'accueil des activités artisanales et tertiaires dans de petits secteurs d'1 à 2 ha avec prescriptions particulières.
11. Préserver les espaces agricoles d'intérêt économique important ou prioritaire identifiés
12. Préserver et permettre le développement des 10 coopératives laitières et viticoles identifiées.
13. Permettre le maintien d'une vocation économique aux alpages du cœur des Bauges.
14. Préserver le cœur de nature (espaces naturels remarquables) identifié du Parc.
15. Protéger ou gérer les espaces naturels majeurs identifiés
16. Identifier, maintenir voire restaurer la fonctionnalité des corridors biologiques
17. Sauvegarder et restaurer les zones humides (ZH) répertoriées par le SDAGE et préserver les ZH identifiées.
18. Maintenir, protéger et mettre en valeur 11 ensembles paysagers remarquables identifiés.
19. Maintenir 17 fenêtres / coupures paysagères identifiées.
20. Protéger les cols en limitant les constructions, ne pas urbaniser les cols du Frêne, Prés, Plainpalais et Leschaux.
21. Maintenir ou recréer les vergers ou haies ou bosquets entourant les hameaux et villages.
22. Ne pas permettre d'aménagements ayant des impacts significatifs sur les paysages des espaces naturels d'intérêt écologique fort identifiés du cœur des Bauges, ne pas construire les espaces ouverts d'intérêt paysager identifiés des Bauges-devant.
23. Conserver, préserver et valoriser les 32 éléments de patrimoine bâti et culturel remarquables identifiés.
24. Préserver durablement le "petit" patrimoine et la nature "banale" présents dans toutes les communes, rechercher leur appropriation collective, préserver et mettre en valeur les 36 grangettes du cœur des Bauges identifiées.
25. Maintenir les caractéristiques et les composantes de la qualité des 20 ensembles urbains remarquables identifiés, préserver ou recréer lors d'extension urbaine les 15 façades urbaines remarquables identifiées dans le SADD.
26. Améliorer et qualifier les infrastructures (parking, services, équipements...) et renforcer l'accessibilité à tous les publics des 12 pôles majeurs pour les pratiques de loisirs identifiés.
27. Ne pas étendre de manière importante les domaines skiables des "4 stations" démontrer la valeur-ajoutée économique, sociale et patrimoniale des extensions strictement nécessaires.
28. Améliorer l'accès du public aux rives du lac d'Annecy.
29. N'envisager des ouvertures de nouvelles carrières que sous conditions et sur les 11 secteurs de "ressource réaliste" identifiés.

Le décryptage de la Charte a été réalisé par le CETE de Lyon en 2012

L'enjeu de ce PLUI est de conforter Faverges comme « centralité » et Doussard comme « pôle de proximité » structurant du Pays de Faverges. Ces deux communes représentent 2/3 de la population totale. Pour cela il est nécessaire de :

- Organiser de manière économe et raisonnée le développement futur de l'urbanisation
- Prendre en compte les enjeux de la mobilité de demain
- Développer un parc de logements permettant un parcours résidentiel et une plus grande mixité sociale et intergénérationnelle.

Il faut souligner l'effort important de mobilisation du foncier à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes. Certains groupements bâtis ont été classés en N ou A. Ces ensemble bâtis peuvent être identifiés comme des hameaux et sont préservés au titre de l'article L.123-1-5-III-2 du code de l'urbanisme. Le classement en A ou N ne risque-t-il pas de complexifier les possibilités de réhabilitation du bâti existant lorsqu'il y a changement de destination. Un classement en U aurait été plus cohérent avec les principes d'urbanisation

Afin de conforter les secteurs de Faverges et Doussard dans leur rôle de polarité principale il semble important que les communes ne laissent pas à la seule initiative privée la conception et la réalisation de ces futurs projets d'urbanisation, mais soient des acteurs forts, afin d'apporter des réponses adaptées en terme d'architecture, de composition urbaine et paysagère, de densité, de mobilité, d'économie d'énergie, d'utilisation des énergies renouvelables (création de réseau de chaleur en lien avec les équipements publics) et de qualité du cadre de vie.
Le PLUI définit le cadre des futures opérations, et les études pré opérationnelles d'urbanisme sont une porte d'entrée pour encadrer et démarrer la mise en œuvre des projets qui doivent être partagés par l'ensemble du conseil municipal. Le Parc souhaite être aux cotés des communes et de la Communauté de communes pour enrichir la démarche, afin qu'elle se donne les moyens d'encadrer les différents projets d'urbanisation à venir.

Concernant le développement des activités économiques, vous prévoyez 20 Ha sur la zone d'activités de Marlens afin de conforter ce pôle existant. Vous conservez la possibilité de 2 Ha d'extension dans chaque commune pour les zones artisanales existantes compatibles avec les orientations du SCOT. Est-il nécessaire de conserver ces possibilités de développement ?
A l'entrée de Faverges vous prévoyez une large extension de la zone commerciale, est-ce une priorité alors que l'objectif principal est la redynamisation du centre ville de Faverges ?

La forêt

De manière générale, l'urbanisation des zones de transition (lisière forêt/agriculture généralement située au niveau des ruptures de pente de versant) peut avoir comme conséquence de rendre inaccessibles certains versants forestiers pour la desserte des bois et, dans une moindre mesure, peut menacer (chutes d'arbres) les habitations de ces secteurs.

Cette problématique pourrait se poser sur la Communauté de communes du Pays de Faverges, les zones d'habitation étant parfois situées à l'aval proche des massifs forestiers.

Aucun élément du rapport de présentation ne mentionne les axes routiers permettant la desserte des massifs forestiers publics ou privés, axes indispensables à la sortie par des grumiers des bois des massifs forestiers.

Il eut été intéressant d'étudier ces éléments, pour **examiner la pertinence de protéger ces dessertes au titre de l'urbanisme** (maintien d'une zone non constructible d'une largeur de 50 m contre la forêt ? N stricte ? Emplacement réservé ? Maintien du caractère de voie publique de cette desserte ou des servitudes existantes en la matière ?).

Par ailleurs, ni le rapport de présentation ni le PADD ne font mention de la réflexion en cours de la CCPF pour la réalisation d'un schéma de desserte forestière intercommunal.

Il convient enfin d'**éviter de classer les lisières forestières**, de façon à pouvoir gérer la progression de la forêt par des coupes de bois. C'est ce qui semble avoir été réalisé sur certains secteurs dans le plan de zonage proposé, comme le prévoit le PADD (p. 14) pour « maîtriser la progression du massif boisé ».

La plupart des surfaces forestières situées sur le territoire de la CCPF (forêts publiques et forêts privées) sont **classées N au plan de zonage**.

Certaines de ces forêts font l'objet d'un **classement en Espace Boisé Classé (EBC)**. Ce classement concerne à la fois et pour partie les forêts privées, les forêts communales et les forêts domaniales (Saint Ruph, Combe d'Ire...). **Quelle logique a prévalu à ce classement ?**

Pour mémoire, voici les principales implications d'un classement du type EBC :
- interdiction de défrichement ou de tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la création des boisements
- les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable (la délivrance de cette autorisation est de la compétence de la commune une fois le PLU approuvé), exceptées :
  - pour les forêts publiques, les coupes autorisées dans le cadre du régime forestier (cela concerne les forêts communales et les forêts domaniales),
  - pour les forêts privées, les coupes pour lesquelles il est fait application d'un Plan simple de Gestion agréé ou d'un Règlement Type de Gestion.

...

Sur le territoire de la CCPF, s'il est tout à fait pertinent que des espaces **forestiers d'intérêt (environnemental, paysager...)** relevant de la propriété privée puissent bénéficier d'une protection particulière, **le classement en Espace Boisé Classé mérite d'être explicité**.

Par ailleurs, les forêts bénéficiant du régime forestier (forêts publiques), gérées par l'Office National des Forêts, **sont de fait exemptées des dispositions prévues au titre des espaces boisés classés.** A priori, elles ne nécessitent donc pas de classement de ce type.

Le patrimoine bâti et culturel

Remarques d'ordre général

Le rapport de présentation reprend l'ensemble des enjeux et en fait une bonne synthèse, toutefois sur la forme il apparaît quelques erreurs comme le col de Chérel comme entrée de territoire à mettre en scène.
Par ailleurs, le château de Faverges est mentionné comme le Monument historique du territoire mais il manque le Pont de Verthier, la Maison Blain, l'église de Viuz et le site du Thovey.

Il faut également faire attention à certaines affirmations qui sont inexactes à l'échelle du territoire. Ainsi page 80 il est dit que le bâti est orienté vers la plaine mais c'est faux dans certains hameaux comme Marceau-dessus, Saury, Neuvillard où les maisons regardent la montagne car au sud et à l'abri des vents dominants.

On note que le PADD fixe pour objectif en axe 2 de créer une offre de logements respectueuse du patrimoine bâti et en axe 5 de préserver les atouts bâtis. Les servitudes liées aux monuments historiques sont reportées en annexes de même que la cartographie des zones de présomption de prescription archéologique.

L'OAP de la zone AU de Marceau-Dessus est au contact d'une zone de bâti ancien repéré au titre de l'article L 123-1-5-III-2, de même que l'OAP du Genevois à Faverges qui jouxte un ancien corps de ferme remarquable également dans l'ère repéré au titre de l'article L 123-1-5-III-2. Dans les deux cas les OAP ne présentent pas de prise en compte spécifique de ce patrimoine pour un dialogue harmonieux ancien - nouveau.

Le règlement fait référence à Plantons le Paysage et liste des plantes autorisées pour les jardins publics, les haies etc, il est toutefois surprenant de trouver des plantes comme le troène, l'oranger du Mexique, la Corête du japon, le liquidambar etc.

Dans l'ensemble les secteurs de bâti patrimonial ainsi que les éléments isolés sont repérés au titre du L 123-1-5-III-2 ce qui les soumet aux dispositions relatives à la préservation du patrimoine bâti du titre V du règlement écrit. Ce règlement uniforme sur l'ensemble du territoire ne répond pas toujours aux enjeux de certains villages à enjeu particulier (Verthier, Arnand, Saury, Glaise, Englannaz etc)

Par ailleurs, un certain nombre d'édifices sont marqués d'une étoile sur le document graphique du règlement ce qui les identifie sous l'appellation Patrimoine commun. Nous n'avons toutefois pas trouvé ni de liste de ces patrimoines ni la réglementation spécifique. Par ailleurs quelques éléments de patrimoine isolés mériteraient d'être identifiés comme la Tour de Beauvivier, l'oratoire de Favergettes, la chapelle de l'Annonciation à Faverges, le Pont de Seythenex etc.

L'ensemble des cœurs anciens des villages et lieux-dits sont repérés au titre de l'article L 123-1-5-III-2. Quelques bâtiments d'intérêt patrimonial situés en périphérie de hameaux sont marqués d'un aplat de couleur rouge et également soumis aux dispositions relatives à la préservation du patrimoine bâti. On trouve des exemples à Chaparon, Glaise, Arnand, Lathuile, Doussard, La Balmette etc.
Il en va de même de bâtiments isolés comme à Lachat-sud, quelques anciennes fermes près des Gras-d'en-Haut, à la Porte, La Perrière etc.
Toutefois quelques bâtiments sont soumis à cet article alors que tout est détruit ou transformé comme une maison au Planchard, les maisons à La Pierre, Le Chénay, Montgellaz, Prafeu, Saint-Ruph etc.

Il manque par ailleurs quelques éléments comme la maison du Pont-Monnet (référence inventaire IA74001569) où une villa de 1926 située au bord du lac à Bredannaz (référence inventaire IA74001608).

Parallèlement au repérage au titre de l'article L 123-1-5-III-2, l'essentiel des cœurs historiques des gros hameaux sont en zone UA. Cette dernière comporte une sous catégorie UAp pour le secteur du Château de Faverges permettant de prendre en compte les spécificités d'aménagement de ce secteur, UAa pour le noyau historique de Faverges (avant XIXe siècle) permettant de s'adapter aux spécificités urbaines d'alignement de cette partie et une zone UAh correspondant aux villages anciens mais dans lesquels on ne trouve que Arnand, Viuz, Verchères, Frontenex et Les Combes. A noté que dans ce zonage le village de Viuz est le seul à ne pas être hachuré et donc soumis aux dispositions relatives à la préservation du patrimoine bâti.

La plupart des villages anciens ne sont toutefois pas dans le zonage Uah mais dans un zonage UA simple (Chaparon, Verthier, Doussard, Chevaline, Marceau-dessous, Lathuile, Chevilly, Le Villard, Vesonne, La Balmette, Faverges (partie XIXe), le Noyeray, Seythenex, Neuvillard).

Le village de Bredannaz n'est ni en UA ni en UAh mais étonnement en UBh correspondant en théorie aux zones urbaines récentes à dominante résidentielle au sein des hameaux.

Par ailleurs d'autres secteurs hachurés et donc soumis aux dispositions relatives à la préservation du patrimoine bâti de villages anciens sont en zone UB comme Le Thovey et des portions de Chevaline, Marceau-dessous, Lathuile, et Vesonne. Enfin, le village du Tertenoz est en UCp ce qui interdit toute nouvelle construction pour raison de captage d'eau alors qu'on trouve au sud-ouest une zone UAh (bâti ancien) sur un secteur de construction récente.

Plusieurs hameaux sont situés en zones agricoles, comme Mont-Bogon, Lachat, Bellecombe, Les Gonods, Les Losserands, Les Tissots, La Raynoz, La Recorbaz et une partie de Chez Charrot, Chevaline ou Arnand en Aef (zone agricoles à enjeux forts) ou La Biolle, Les Gras-d'en-Bas, Sollier une partie de Chez Charrot en Ap (zone agricole à enjeux écologique et paysager forts).

D'autres secteurs bâtis d'intérêt patrimonial sont en zone naturelle notamment au bord du lac avec le village de Bout-du-Lac et les villas de La Ravoire en Nhl (secteur naturel de rivage) mais aussi en N1A (espaces naturels sensibles) comme La Reisse pour partie, Les Vignes de la Combe, Vers le Moulin, Glaise ou Chancobert et en N1B (zones naturelles d'intérêt écologique et paysager) comme Sollier, La Reisse, Saury, Mercier, Englannaz et Favergettes.

Les chalets d'alpages sont presque tous en zone Alp (zone agricole d'alpage) où sont autorisés les aménagements et installations sous réserve qu'elles soient liées à l'activité du secteur concerné, quid donc des aménagements à caractère agri-touristique sur des secteurs comme les Ailes du Nant, La Servaz et dans une moindre mesure Eau-Froide, Charbon, Drizon etc. Par ailleurs, l'alpage de La Combe est en Npc ce qui pose donc la question des aménagements possibles (agricoles ou touristiques).

L'agriculture

Vous développez un projet de densification (30 Ha d'extension et 100 Ha de dents creuses) de l'habitat et de préservation des espaces agricoles et naturels, et une bonne prise en compte de l'enjeu économique et des enjeux paysagers et naturels. L'objectif est de maintenir les surfaces toujours en herbe *et de développer la dimension « agro-écologique » de l'agriculture.*

Remarque sur la forme : p258 Tome des Bauges avec un M

Dans rapport de présentation : vous rappelez les actions du PNR en faveur du pastoralisme notamment les enjeux et soutiens aux équipements. Vous pourriez compléter dans règlement du PLUi la possibilité d'équipements pastoraux en zone Alp afin de pérenniser l'activité agricole en permettant des investissements (modernisation de chalets...), dans les alpages, voire de diversifier les offres : vente de produits, accueil touristique...

Sur quelques zones agricoles, il existe un risque d'abandon et fermeture du paysage sur des espaces difficiles à exploiter. Il est important de bien vérifier les possibilités d'accès et de circulation des engins pour les agriculteurs.

Concernant les Zones Ap, une dizaine d'exploitations agricoles dont les bâtiments se situent dans le zonage Ap, et au vu de règlement ne peuvent pas se mettre aux normes et moderniser les bâtiments, voire créer des activités de diversification. Votre PLUI exprime le soutien à l'agriculture et à la diversification. Il serait souhaitable d'adapter le zonage et le règlement dans ce sens.
La question des délocalisations des bâtiments agricoles dans certains villages peut se poser, notamment à : Verchère à Faverges ferme dans village : zone Ap en dessous, Chevilly à Lathuile, Doussard centre ville)

Certains emplacements réservés pourraient être redimensionnés et/ou resitués :
n°2 – le projet de caserne des pompiers dans zone agricole et coupure verte en Faverges et Doussard alors que rapport mentionne l'intérêt de cette coupure verte très homogène entre Doussard et Faverges
n°22 - l'extension du cimetière à Doussard (env. 8700 m²)
n°61 - le projet de construction d'ateliers municipaux, secteur choisi en zone Ap

Les quelques pelouses sèches face à Doussard devraient être zonée Ap plutôt que Aef , il n'y a pas d'enjeu économique.
De nombreux hameaux (sortie Marceau Dessous, Mont-Bozon) sont zonés Aep, donc pas d'extension mais ces surfaces sont comptabilisés dans les hectares d'espaces agricoles alors que ce sont des ensembles bâtis.

Sur certaines communes il existe des projets agricoles (par exemple sur la zone artisanale du Vernay, avec l'installation d'un maraîcher à vocation intercommunale), il est important de vérifier leur possibilités de développement, notamment à Chevaline, avec une ferme au chef-lieu et à Lathuile un maraicher (pas possibilité d'extension)

Le patrimoine naturel

Les enjeux principaux de ce territoire :

- la conservation de la trame verte et bleue : la trame verte est particulièrement stratégique car elle représente un enjeu au moins régional par son rôle dans le maintien de continuités écologiques inter-massif ; la trame bleue est un enjeu intercommunal, s'agissant de maintenir l'espace encore fonctionnel depuis le lac jusqu'à Faverges en passant par plusieurs marais d'importance.

- la prise en compte des zones humides : elles sont directement à l'interface espaces naturels / espaces agricoles / espaces urbanisés. Une exigence forte prévaut sur la préservation de ces milieux et de leur fonctionnalité.

D'autre enjeux plus secondaires (par rapport au document d'urbanisme) sont néanmoins à prendre en compte compte-tenu du la fonction "pédagogique" du PLUi :

- la présence d'autre espaces naturels remarquables : au-delà des zones humides (RN, APB, site Natura 2000 Cluse du Lac), les autres sites Natura 2000 de montagne (Aravis, Tournette, Bauges), ainsi que les pelouses sèches. Au final l'ensemble de ces espaces constituent un maillage serré au sein du territoire de la CCPF.

- la non-prolifération des espèces exotiques envahissantes : la position en tête de bassin versant du territoire de la CCPF, et la vocation du document à gérer l'aménagement du territoire justifie pleinement l'intégration de cet enjeu

Diagnostic et rapport de présentation :

Le rapport de présentation intègre dans ses justifications, une analyse des incidences du plan sur l'environnement et une évaluation des incidences Natura 2000.

Au regard des enjeux mentionnés :

- La prise en compte des zones humides et de leurs espaces de fonctionnalités est soulignée. Une opération concerne l'aménagement de la zone d'activité des Vernays dans l'espace de fonctionnalité du marais de Giez. Elle est organisée au plus juste dans le cadre d'une OAP afin de limiter l'impact de l'aménagement.
- Parmi les menaces sur la conservation du site Natura 2000 H30 (Cluse du Lac), sont cités l'évolution naturelle et la fréquentation. Une problématique très forte n'apparaît pas (identifiée de manière moins prioritaire lors de la rédaction du document d'objectif) : la gestion des espèces exotiques envahissantes. Il est important de la mentionner compte-tenu des prescriptions réglementaires du PLUi.

Corrections ponctuelles :
p.293 : référence à Ste-Mère-Eglise
p.294 : mention de 2 sites Natura 2000 au lieu de quatre.

PADD :

L'axe 5 du PADD contient l'essentiel des orientations concernant la préservation des patrimoines du territoire.

p.39 : le classement Géoparc mondial de l'UNESCO peut être mentionné parmi les dispositifs de protection et de reconnaissance.

p.41 : L'enjeu trame verte y apparaît clairement. Un rappel de l'enjeu trame bleue pourrait être ajouté ; l'impact des infrastructures ne doit pas se limiter à la grande faune, mais à l'ensemble de la faune (batraciens / reptiles pas ex.) ; l'encouragement des activités source d'amélioration ou de développement de la biodiversité peut intégrer la limitation du développement des espèces exotiques envahissantes.

Plan de zonage, règlement et OAP thématique :

Le plan de zonage fait clairement apparaître la préservation des espaces naturels et agricoles supports de la trame verte.

L'OAP thématique à vocation de maintien et d'amélioration de la trame verte et bleue existe. Elle concerne essentiellement les principes à mettre en œuvre pour le maintien des zones humides (par ex. : "*Aucun aménagement en amont ou en aval de la zone humide ne doit l'altérer ni créer de dysfonctionnement de l'hydrosystème, notamment en perturbant l'alimentation de la zone humide de façon qualitative (dégradation physico-chimique de l'eau) ou quantitative (submersion ou assèchement)*"). **Ces principes peuvent être étendus aux espaces de bon fonctionnement définis autours des zones humides.**

Dans cette OAP, le principe de la compensation à 200 % est mentionné. Il peut être rappelé le principe d'une compensation à rechercher dans le même bassin versant.

Enfin p. 146, parmi les exceptions admises pour les travaux en zones humides, il peut être utile de mentionner les travaux à vocation de gestion et de restauration écologiques des zones.

Concernant le règlement :

- En conformité avec la Charte du Parc, affirmer plus fortement (tel que dans les articles 1 des secteurs U, AU,) dans les secteurs A et N l'interdiction d'ouverture ou d'extension

de carrière, sauf pour les secteurs Nxa et Nxa* (pour ce dernier seul peuvent être autorisés des projets de réhabilitation du site).

- On note un décalage des annexes 2,3,4 et leur utilisation dans les articles 12 et 13. Ainsi à l'article 13, "*Les nouvelles plantations sont choisies préférentiellement parmi la liste d'essences locales mentionnées à* ***l'annexe 4*** *du présent règlement*", à changer par **l'annexe 3 ;** "*L'introduction d'essences reconnues ou présumées invasives, dont la liste figure à* ***l'annexe 5*** *du présent règlement, est interdite.*", à changer par **l'annexe 4.** Ce décalage est très préjudiciable à l'effet recherché dans la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.
- L'Annexe 3 fait référence aux espèces préconisées pour les plantations. Certaines espèces proposées sont connues pour leur caractère invasif (*Acer negundo, Prunus padus*) ou potentiel (*Acer macrophyllum*). De nombreuses autres espèces ne sont pas locales ; leur caractère invasif n'est parfois pas détecté à ce jour.

  Cette annexe fait référence au guide de plantation : rappeler qu'il est réalisé par le CAUE 74 et le PNR du Massif des Bauges.

L'énergie

Rapport de présentation

- Concernant l'hydraulique : Rappeler le potentiel de la cascade de Seythenex et des usines implantées sur les cours d'eau. Rappeler l'étude en cours du SYANE sur le potentiel micro- hydraulique sur le réseau d'eau potable. A Lathuile, un projet est en cours d'étude sur le captage de Saury (dixit mairie de Lathuile).
- Le rapport de présentation développe peu le potentiel d'énergies renouvelables et les consommations énergétiques du territoire. Sur les consommations énergétiques, on pourrait avoir, a minima, les données fournies par l'OREGES.

PADD

- p. 48 : les aires de covoiturage sont évoquées mais pas d'emplacements identifiés. Le Parc a fait un rapport sur le potentiel de Faverges pour accueillir des aires de covoiturage.
- p.51 : vous pourriez rajouter : planifier le développement des énergies renouvelables sur le territoire ?

OAP

- Il n'y a pas d'axe sur la rénovation énergétique des logements dans le PLH : la lutte contre la précarité énergétique est évoquée, mais sans outil opérationnel.

Règlement :

Sur les Zone UA, UB, UC, UE, UX, 1AU a,b,x, 2Aux, A, N,

L'article 15 n'a pas d'intérêt tel que libellé actuellement car faire référence au développement durable et à la préservation de l'environnement ne relève pas des modalités pratiques de construction. Il serait intéressant de retenir, notamment pour certaines zones plus urbaines ou les OAP, des objectifs de performance énergétique supérieures de 20% par rapport à la réglementation thermique. Pour les autres zones, mettre « non réglementé ».

Dans la définition des ouvrages « techniques » d'intérêt collectif, on pourrait inclure des systèmes collectifs de production d'énergie renouvelable (chaudière bois, hydroélectrique, capteurs solaires au sol, éoliennes, méthaniseur)

Concernant le stationnement : vous pourriez augmenter la surface minimale de SDP pour la deuxième place de stationnement de 40m² à 60m² : Les règles actuelles nécessitent beaucoup trop de surfaces pour le stationnement.

Concernant le règlement Graphique, il faudrait supprimer la zone boisée classée sur le site d'implantation du Photovoltaïque.

C.C. Sources du Lac Annecy
10 MARS 2016
N° 625 S PK/LG/sdp

M. Le Président de la Communauté de Communes des Sources du lac d'Annecy

74210 Faverges

ONF
Rhône-Alpes

Agence Départementale de la Haute-Savoie

UT des Bauges-Aravis
337 route de Favergettes
74 210 Faverges
Tel : 06-24-97-32-63

À Faverges, le 07/03/16

Objet : Remarques sur le PLUi de la Communauté de Communes

Monsieur,

Nous avons consulté avec attention le projet de PLUi que vous nous avez soumis.

Ce projet n'appelle pas de commentaires particuliers dans son ensemble.

Cependant, nous souhaitons rappeler ici les parcelles ayant une utilité en tant que place de dépôt et de stockage des bois. Il serait souhaitable que ces parcelles figurent comme place réservée dans le PLU afin de garantir leur pérennité en tant que places de dépôt :

- Sur la commune de Faverges-Seythenex, partie Seythenex, voilà la liste des parcelles cadastrales concernées par une place de dépôt existante :

Vargnoz N° D351, D360, D364, D371
Praz Rupt N° D366
Enversins N°D139, D318
La Gobette N° D311
Les Rebrets N° 459
Route des Ormes N°A1314, A1370
Les Combes N° B1611, B1637, B1639.
Route des panais N° B1635, B1641, B1643, B1644, B1645
Les chaffauds N° C3060
St Ruph N° D93
Le Bard C1474

- Pour la partie Faverges, ces informations ont déjà été transmises aux élus (Paul Carrier).
- Nous n'avons aucun commentaire sur Val-de-Chaise.

- Enfin, sur Lathuile, Chevaline, Giez et Doussard :

Afin d'anticiper les besoins en équipements liés à l'exploitation forestière, de pouvoir accompagner la réglementation de limitation de tonnage sur le transport des bois issus du vallon de Bornette (Arrêté Municipal de LATHUILE du 29.11.2004), il y a lieu de réserver une place permettant aux grumiers le dédoublement de leur chargement.
Cette place de stockage pourrait être réalisée sur le territoire communal de DOUSSARD, au lieu-dit CHAMP MOINE SUD, parcelles N° 556 & 557.

Dans le dossier d'orientation d'aménagement et de programmation ; N° A 14, Lathuile Nord / La Saule, il faudra bien veiller au maintien d'un espace suffisant afin de stocker les bois issus de l'exploitation des parcelles forestières communales (parcelles 4 & 5) et particulières, au bout du chemin de Nanceau, ou de créer une place de dépôt en amont de la zone urbanisée.

Dans le même ordre d'idée, la place dite de l'ancienne scierie, sur la commune de CHEVALINE, lieu-dit La Côte de l'Ile, sera confortée (propriété de l'ONF), parcelle A768.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Responsable de l'Unité Territoriale des Bauges-Aravis

Marion Laffin